



78157  
103

# Le Monde

DERNIERE EDITION

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14286 - 5 F

MARDI 1<sup>er</sup> JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Deux nouveaux décrets de M. Gorbatchev

### La fin de la « monnaie socialiste »

L'ORGANISATION commerciale des anciens pays du bloc de l'Est connue sous le nom de COMECON avait une apparence : celle d'un marché commun presque parfait dont les membres effectuaient entre eux plus de la moitié de leurs échanges. Elle avait une réalité : une construction bureaucratique engendrant la gâche à chacun de ses échelons.

L'une des créations les plus originales du COMECON cesse officiellement d'exister le 1<sup>er</sup> janvier 1991. Il s'agit du « rouble transférable », la « monnaie » des échanges de la sphère soviétique. Monnaie qui n'était pas une, puisque sa valeur variait selon les pays et les matières échangées et qu'en outre les pays ne pouvaient pas s'en servir en dehors des contrats bilatéraux fixés à l'avance.

En janvier 1990, à Sofia, les pays du COMECON s'étaient mis d'accord pour effectuer leur commerce « en devises convertibles et aux prix du marché » à partir de 1991. Le jeu de masques du changement à l'Est avait pu faire apparaître cette décision comme une concession soviétique, saluée comme telle par certaines dénégations qui y voyaient le triomphe du marché. Or, à l'évidence, l'Union soviétique est le grand bénéficiaire de l'opération.

Paradoxalement, l'organisation créée par Staline en 1949 pour réorienter les échanges de chacun des pays de l'Est vers l'Union soviétique ne fonctionnait plus depuis longtemps à l'avantage de la puissance dominante. Fournisseur de pétrole et de matières premières contre des produits finis ou semi-finis, l'URSS a sauvé été le don de la force : les prix qu'elle pratiquait, même inspirés des prix mondiaux, l'ont empêchée de bénéficier des hausses des deux premiers chocs pétroliers ; les marchandises qu'elle recevait en échange étaient de mauvaise qualité et d'une technologie dépassée. Ce système aboutissait à des aberrations : la principale exportation de l'Allemagne de l'Est, pays le plus industrialisé du bloc, était constituée de produits pétroliers raffinés. Le gaspillage énergétique était partout la règle.

En 1990, la transformation du COMECON a beaucoup progressé. Le 3 octobre, le principal partenaire économique de l'URSS et des autres pays de l'Est, la RDA, a cessé d'exister : l'Allemagne unie n'a pas abandonné le fond de commerce, mais elle y a instauré le paiement en deutschemarks. Dans le même temps, des négociations très dures avaient lieu de pays à pays. Chacune espérait attirer à son camp l'attention de l'URSS le satisfaction au moins partielle de ses besoins pétroliers. L'Union soviétique n'a nulle part fermé le robinet, mais elle a parvenu à réviser les contrats à son avantage : prix plus élevés, quantités garanties moindres. La transformation sera cependant progressive, comme le montre l'accord signé samedi avec Cuba : l'URSS continuera à payer le sucre « ami » au-dessus des cours mondiaux.

Le rouble transférable est mort, et le COMECON moribond. C'est la fin d'un instrument de domination politique. Cela ne signifie pas que les pays d'Europe centrale cesseront de commercer entre eux. Il leur reste à imaginer les formes nouvelles d'une nécessaire coopération régionale.

M0147 - 0101 D - 5.00 F

## L'URSS se dote d'une TVA et d'un fonds de stabilisation

M. Gorbatchev a pris, samedi 29 décembre, deux décrets présidentiels qui visent à doter le pays d'une taxe de 5 % sur les ventes de biens et services, hormis l'alimentation, et à créer un fonds de stabilisation destiné à aider les entreprises qui rencontrent des difficultés d'adaptation et à limiter l'augmentation du nombre de chômeurs. Dimanche matin, d'autre part, la police a fait évacuer le bidonville installé depuis le début de l'été non loin de la place Rouge, à Moscou.

Empêtré dans d'inextricables difficultés économiques, le président de l'Union soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé samedi la création d'une nouvelle taxe à la consommation de 5 % qui sera perçue, à partir de mardi 1<sup>er</sup> janvier, sur tous les biens et services - hormis les produits alimentaires - sur tout le territoire de l'URSS. Le produit de ce nouvel impôt doit contribuer à réduire le déficit du budget central, il reviendra à 70 % aux Républiques et à 30 % à l'Union, d'après le ministre des finances, M. Pavlov.

Lire nos informations page 4

## En l'absence de négociation irako-américaine

### Les Douze se préparent à nouer un dialogue avec Bagdad

Américains et Irakiens n'ayant pas encore pu se mettre d'accord sur les dettes de leur « dialogue », les Douze ont décidé d'examiner les moyens de débloquent la situation. Les ministres européens des affaires étrangères se réuniront vendredi 4 janvier à Luxembourg. Le chef de la diplomatie luxembourgeoise, M. Jacques Poos - dont le pays assure la présidence de la CEE à partir de mardi - a déclaré lundi qu'il s'attendait à être envoyé à Bagdad.

Dans un message de fin d'année, retransmis dimanche 30 décembre par la chaîne de télévision américaine CNN, M. Saddam Hussein a comparé le président George Bush à Judas, et accusé le gouvernement saoudien d'avoir « trahi l'islam ». « De la même manière que Judas a trahi Jésus, Bush a trahi les enseignements de Jésus », a déclaré le chef de l'Etat irakien, qui, dans cette brève allocution, a fait de nombreuses références au christianisme. « Que Dieu

Lire la suite page 3

## Le Monde

présente à ses lecteurs  
ses meilleurs vœux  
pour 1991

### Un premier ministre en Pologne

M. Bielecki,  
un libéral pragmatiste  
page 4

### Le contentieux franco-iranien

Euradif condamné à Genève  
page 16

### Le treizième Paris-Dakar

Pénalité à la navigation et à l'endurance  
page 11

### Prestations sociales

Les revalorisations du 1<sup>er</sup> janvier  
page 15

Le sommaire complet se trouve page 16

## Gaza au bord de l'explosion

Quatre Palestiniens ont été tués, et des dizaines blessés, dans ce territoire occupé par les Israéliens où les affrontements se multiplient

JÉRUSALEM

de notre correspondant

A la mi-décembre, le responsable militaire de la bande de Gaza, le général Matan Vilnai, avait averti : ce territoire, où vivent quelque 700 000 Palestiniens, est au bord de l'explosion. Il incriminait une situation économique et sociale dramatique, résultat d'une accumulation de difficultés : trois ans et demi d'intifada, couvre-feu répétés, mesures d'isolement ou de semi-bouclage du territoire, enfin licenciement d'un grand nombre de résidents de Gaza employés en Israël à la suite de la série d'attaques au couteau commises

par des Palestiniens en octobre et en novembre.

« Il n'y a pas de travail, il n'y a plus de pain », disait cette semaine un habitant du territoire à l'hebdomadaire *The Jerusalem Report* : « la détérioration des conditions de vie à Gaza est de plus en plus alarmante », nous expliquait une responsable d'organisation humanitaire. Misère économique et frustrations politiques font que le plus petit des territoires occupés - 40 km de long sur 10 de large - paraît aujourd'hui au bord de l'insurrection. Le moindre incident dégénère souvent en émeute.

Depuis quelques mois, le territoire a été le théâtre de manifesta-

tions de plusieurs milliers de personnes, comme il n'y a eu pas en Cisjordanie.

Pour qui a connu les quartiers populaires du sud de Tébérân, qui furent le berceau de la révolution iranienne à la fin des années 70, ces mouvements de masse, ou la ferveur religieuse vient exacerber les revendications économiques et politiques, rendent un écho familier, comme en ont encore témoignés les incidents du samedi 29 décembre à Rafiah, dans le sud du territoire, près de la frontière égyptienne.

ALAIN FRACHON  
Lire la suite page 3

## Manifestation en Argentine contre les grâces



La décision du président argentin Carlos Menem d'accorder la grâce aux anciens chefs de la dictature militaire a provoqué, le 30 décembre, à Buenos-Aires, une importante manifestation de protestation (lire page 5 l'article de CHRISTINE LEGRAND).

En Grèce, le gouvernement, devant l'ampleur des réactions, est revenu sur son intention de gracier les auteurs du putsch de 1967 (lire nos informations page 4).

## Cinéma 90 : un malade bien portant

« Il n'y a plus de bons films », répète-t-on.  
Les productions de l'année démentent ce constat

De tous les maux dont souffre le cinéma français - et le cinéma en France - le moindre n'est pas le dégoûtement venant de ceux qui sont supposés en être les défenseurs. « Mais où sont les Truffauts - ou les Welles, les Minelli, voire les René Clair d'antan ? », s'en vont pleurnicher, professionnels et cinéphiles. Ils sont morts et c'est bien triste. Mais de là à enterrer le grand air de la défection morale, il y a un pas que beaucoup franchissent avec une allégresse suspecte. Que l'on récapitule la liste des trois cent cinquante films inédits (en comptant les versions rénovées ou intégrales de *L'Amant* et de *Pat Garrett et Billy le Kid*), sortis en cette année 1990, le bilan sera loin d'être aussi affligeant.

Coté poids lourds, de *Cyrano en Uranus*, le cinéma français s'est trouvé une eudece, une verve et un souffle qui ont rencontré la faveur de vastes publics - nul ne s'étonnera que Depardieu domine les deux affiches. Plus discrets mais de non moindre qualité, des auteurs exigeants poursuivent leur chemin en beauté. En moins de douze mois Jacques Doillon fait coup double avec *Le Vengeance d'une femme* et *Le Petit Criminel*.

Le *Cant de printemps* d'Eric Rohmer reste fidèle à ses jeux de finesse et de géométrie. *La Captive du désert* marque une nouvelle étape de l'itinéraire sensible de Raymond Depardon. Un nouveau film s'allume au fronton des salles, celui de Christian Vincent qui enchante avec sa *Diserle*, tandis que Jacques Davila (in *Campagne de Cécillon*) et Patrick Grandperret (*Mom et moi*) sortent d'un long silence.

Dans le même temps, les deux plus grands cinéastes américains en activité, Woody Allen et Martin Scorsese, donnent chacun

une œuvre majeure avec *Crimier et délit* et *Les Affranchis*. Tandis que l'usine bollywoodienne retrouve la formule d'un divertissement de bonne facture grâce à une *Prety Woman* joliment tournée.

Faut-il invoquer d'autres grands noms ? Federico Fellini, Akira Kurosawa, Jean-Luc Godard : un film chacun cette année. Et un beau Bertolucci, sans oublier le superbe inédit d'Imamura, *Profund désir des dieux* !

JEAN-MICHEL FRODON  
Lire la suite page 12

## CHAMPS ÉCONOMIQUES

### Les marchés financiers en 1990 : malaises

À la veille de la dernière décennie du deuxième millénaire, le malaise des marchés boursiers est allé croissant. Les investisseurs ont été rapidement tirés de leur euphorie née de l'écroulement du mur de Berlin le 9 novembre 1989. L'essor économique mondial, à peu près ininterrompu depuis huit ans, s'est nettement ralenti, provoquant un alourdissement des valeurs.

pages 7 à 10

Grasset  
POUR LE PLAISIR  
TOUT SIMPLEMENT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Francia, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Hongrie, 180 HUF ; Irlande, 80 p.; Italie, 2 000 L.; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 180 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 25 \$ USA (other), 2,50 \$.

## DÉBATS

Enseignement

## Le savoir ne tombe pas du ciel

par Jean-Marie Domenach

La proposition faite par François-Henri de Virieu dans le *Monde* du 8 décembre est étonnante, bien qu'elle ne soit pas neuve (André Malraux en avait fait un leitmotiv de la campagne présidentielle de Jacques Chaban-Delmas en 1974) : remplacer l'enseignement en salle fermée, qu'il appelle « présence », par un enseignement « à ciel ouvert », le savoir pluviant des satellites sur les têtes des élèves et des étudiants. Ainsi serait résolue la crise de recrutement des maîtres, chacun pouvant instruire d'un coup des centaines et des milliers de jeunes gens.

François-Henri de Virieu connaît pourtant assez la télévision pour savoir qu'elle a, en matière de mise en scène, de rythme temporel et d'expression, des exigences qui sont pour la plupart contraires à celles de la pédagogie. La télévision est excellente dans la spontanéité, le face-à-face, j'allais dire le corps à corps d'un débat. Elle est plus ou moins taumachique, et elle s'est vite fait de laisser lorsque l'orateur parle plus de cinq minutes, à moins qu'il ne soit doué d'une personnalité ou d'un talent d'acteur exceptionnels. S'il lit tant soit peu, il est perdu. A cette aune, combien d'enseignants pourraient être écoutés plus d'un quart

d'heure ? Loin d'être résolue, la crise de recrutement s'en trouverait aggravée.

Enseignement égale communication égale médias : François-Henri de Virieu pose une double équation dont le résultat est faux. Les médias peuvent être un canal de communication précieux, mais à certaines conditions, car ils peuvent aussi troubler et pervertir la communication. Et c'est précisément là que réside la différence essentielle avec l'enseignement : pour être vraiment communicatif, il exige une réponse, qui s'exprime dans les paroles et les écrits des élèves ou qui se lit sur leurs visages.

Cette réponse immédiate n'existe pas à la télévision qui, en fait de *feed back*, ne connaît que l'audimat. J'ajoute que, pour des raisons maintenant bien connues, les classes sont beaucoup plus hétérogènes qu'elles ne l'étaient autrefois. Jusque dans des amphithéâtres d'université, la difficulté est d'enseigner simultanément à des étudiants qui ne sont pas au même niveau et n'ont souvent pas les mêmes bases, et à qui il faut apprendre le sens des mots en même temps que le savoir qu'ils véhiculent.

L'enseignement restera toujours « présence » ; comme la médecine,

et plus encore, c'est un « colloque singulier », une rencontre personnelle, un dialogue – et quelquefois une empoignade. Transformer l'enseignement en « ingénierie » médiatique, en « management », est une utopie redoutable.

## Un colloque singulier

Certes, un surdoué peut tout apprendre par n'importe quel moyen, et l'on peut imaginer que plusieurs dizaines d'entre eux iront loin en absorbant des cours télévisés. Mais la télévision, qui offre un savoir horizontal, encyclopédique, se prête mal à l'enseignement qui, pour la plupart des élèves, doit procéder par degrés.

Si, aux vingt-deux heures hebdomadaires qu'il passe devant le « poste », l'élève moyen doit ajouter dix ou quinze heures d'enseignement télévisé, imaginez l'effort et l'effacement, l'effacement à la fois de l'élève et de la fameuse inappétence que déploient tous les rapports sur l'enseignement.

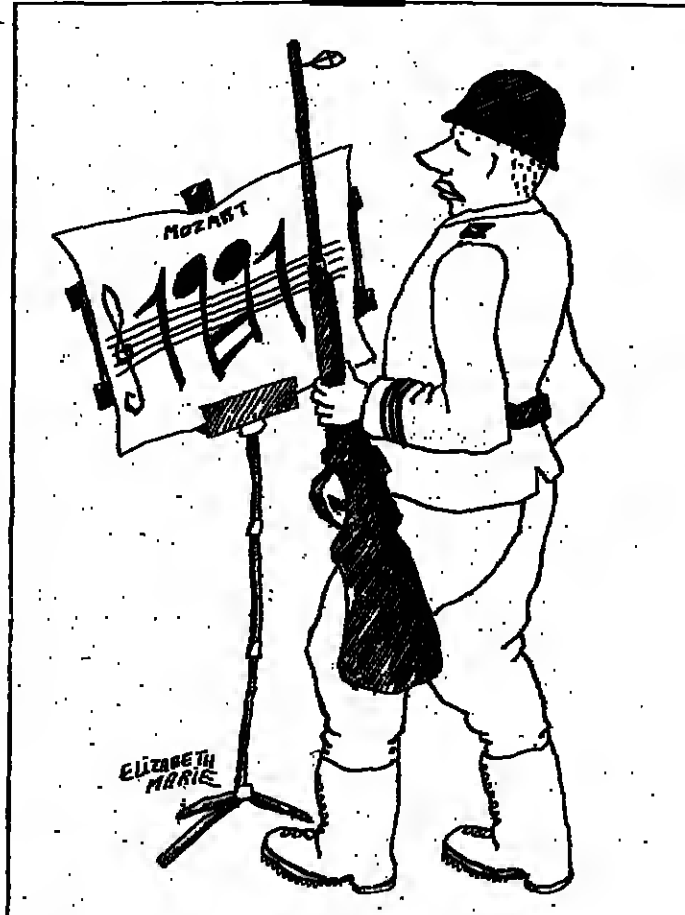
Certes, un professeur s'aide utilement de films, de montages audiovisuels et de démonstrations ou documentaires télévisés. Mais c'est lui qui

doit rester au centre du spectacle et se montrer d'autant plus présent et d'autant plus pédagogue que les images se multiplient. Car la télévision, non seulement doit être critiquée par l'enseignant, comme une drogue conformiste, mais le savoir qu'elle charrie doit être organisé et révisé, c'est-à-dire approprié, intégré au sein même des établissements, car elle est à la fois véhicule et illusion du savoir.

Cela dit, François-Henri de Virieu a raison d'écrire que « le savoir sera partout ». Il est déjà là en beaucoup d'endroits, latent, mais non distribué. Il est d'abord chez tous ceux, ingénieurs, ouvriers, artistes, artisans, professionnels de toute sorte, qui ont vocation et capacité d'enseigner, tels ces ouvriers qualifiés allemands, les *Meister*, qui ont fait la preuve de leurs talents pédagogiques. C'est plutôt de ce côté qu'il faudrait se tourner afin qu'un immense effort d'apprentissage favorise cette incorporation de l'enseignement à la vie active, que notre société appelle et qu'aucune machine, fût-elle médiatique, ne remplacera.

► Jean-Marie Domenach est professeur honoraire à l'Ecole polytechnique.

TRAIT LIBRE



COURRIER

BIBLIOGRAPHIE

## Sécurité européenne

J'ai été surpris, comme nombre de mes collègues, de la façon quelque peu légère dont le ministre italien des affaires étrangères, dans l'interview publiée par le *Monde* du 13 décembre, évoque les obligations contractées par son pays en 1954 à l'égard de la sécurité européenne : prétendre que les Accords de Paris viennent à expiration en 1998 alors qu'ils stipulent que après cinquante ans chacun de leurs signataires aura le droit, pour ce qui le concerne, de s'en dégarer avec un préavis d'un an n'est pas sérieux. « Bof... », comme dit élegamment

M. De Michelis ! Si c'est avec la même résolution qu'il envisage aujourd'hui de confier à la Communauté la responsabilité de la sécurité de l'Europe, il y a tout lieu de s'interroger sur la réalité de l'engagement qu'il suggère. Nous avons, pour notre part, la faiblesse d'accorder une certaine vertu aux engagements internationaux, et nous ne pensons pas qu'ils puissent et doivent être traités avec laxisme dès lors qu'il s'agit de la façon dont l'Europe entend prendre en charge sa sécurité.

ROBERT PONTILLON,  
président de l'Union  
de l'Europe occidentale  
(UEO)

## PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN



Si vous avez entre 15 et 23 ans,  
Si vous écrivez des textes en prose  
(nouvelles, romans, pièces de théâtre, contes),  
Si vous rêvez d'être lu(e) et édité(e),  
le Prix du jeune écrivain vous est destiné.

Pour concourir, il vous suffit d'envoyer un texte d'au moins 5 feuillets (7 500 signes) et de moins de 100 pages, dactylographié en deux exemplaires, avant le 16 mars 1991 dernier délai, à l'adresse suivante :

UNION LAIQUE  
6, route de Labarthe  
31600 Muret France  
Tél. : (06) 61-56-13-15.

Chaque candidat peut envoyer s'il le désire plusieurs œuvres. Afin de respecter l'anonymat, le texte ne devra porter ni nom, ni signature ; un titre est indispensable. Les manuscrits ne seront pas retournés.

Chaque auteur joindra à son envoi un chèque de 60 F à l'ordre de l'Union laïque (frais de dossier) ainsi que deux enveloppes (format 110 x 220) timbrées à 3,70 F à son adresse. Il indiquera aussi son numéro de téléphone et joindra à son envoi une photocopie d'une pièce d'identité. Il précisera le nom et l'adresse de son établissement scolaire ou universitaire. Un accusé de réception sera retourné. Les dossiers incomplets seront refusés. Les œuvres poétiques ne sont pas admises.

La remise officielle des prix aura lieu à Muret (Haute-Garonne) le vendredi 24 mai 1991.

Le jury du Prix 1991 est constitué de : M. le directeur régional des affaires culturelles Midi-Pyrénées - Dominique Autié - Christiane Baroche - Henry Beulay - Emmanuel Carrère - Marie Chaix - G.O. Chateaubriand - Aris Fakinos - Christian Giudicelli - Odette Joyeux - Luba Jurgenson - Pierre Lepape - Pierre Mertens - Marc Sebbah - Roger Vigny - François Weyergans.

avec Le Monde

## Reagan par Reagan

UNE VIE AMÉRICAINE  
de Ronald Reagan  
Jean-Claude Latès,  
790 pages, 145 francs.

« J'ai été élevé dans la croyance que le sort de chacun était fixé par Dieu et que les caprices du destin, en apparence dus au hasard, faisaient partie de son plan... y compris les échecs les plus décourageants... Finalement, tout se termine pour le mieux. » Ainsi s'exprime Ronald Reagan, dans l'étonnante biographie qu'il vient de publier. Étonnante moins sur le fond – bien des épisodes connus de sa longue présidence ne sont guère racontés sous un jour nouveau – que dans le ton. Un ton grave à l'occasion, où les références à Dieu, à la mission et à la protection divine dont il se croit investi reviennent souvent.

On pouvait s'attendre de la part du « grand communicateur » à un de ces numéros de style, où le brio et l'humour l'emportent parfois sur la réflexion, comme il en fit si souvent pendant huit ans. Il n'en est rien. Ainsi, l'ex-président avait gardé le foi de son enfance. La foi d'un homme simple, remerciant Dieu « tous les jours pour lui avoir donné Nancy », et attribuant aux « prières » de groupes d'amis dispersés en Californie sa guérison d'un ulcère d'estomac. Cette conviction d'être « dans la main » d'un Dieu qui, finalement, arrange bien les choses et dont les voies sont impénétrables explique son

optimisme foncier, mais, peut-être aussi un certain détachement face aux difficultés. Il a vu le « vie en rose », s'entretenant d'illusions, admettant avec un certain fétichisme et beaucoup d'indulgence les erreurs et les échecs que, sans doute, la volonté divine lui avait réservée. Il a accepté également avec courage et résignation les épreuves de la maladie, de la tentative d'assassinat à laquelle il échappa de justesse, mais aussi des défaillances, de la corruption, du laxisme de plusieurs de ses collaborateurs.

Dans cette longue, très longue (750 pages) autobiographie, Ronald Reagan est sincèrement convaincu que le peuple américain a la responsabilité particulière d'« apporter le paix et la démocratie aux autres pays ». Il ne comprend pas pourquoi « ce peuple moral qui, dès le début de notre histoire, a toujours utilisé sa puissance au service du bien » put effrayer les Soviétiques et d'autres. Mais il reconnaît en toute bonne foi que ses entretiens avec Mikhaïl Gorbatchev l'ont aidé à prendre conscience des craintes de l'adversaire potentiel. Dans sa correspondance privée avec le leader soviétique (elle tient une place très large dans le livre), il se présente comme un homme épris de paix, une colombe égarée parmi les faucons de son administration.

Comme tous les présidents à la retraite, Ronald Reagan travaille

aussi pour la postérité : il entend bien évidemment justifier et défendre ses politiques. Cuites à tirer le couvert à lui pour les succès, et à rejeter sur les autres la responsabilité de ses échecs. Les historiens trouveront peut-être de quoi compléter leur dossier sur les sommets Reagan-Gorbatchev. En revanche, ils seront déçus par les 72 pages consacrées à l'irragate, cette nébuleuse et dévastatrice affaire de ventes d'armes secrètes à l'Iran, destinées à financer la Contre-entendinisme.

## Travailler pour la postérité

Si l'on en croit la « dernière version » des faits par M. Reagan, Israël, et plus particulièrement son premier ministre d'alors Shimon Pérès, a été l'instigateur de la vente d'armes aux « modérés » de Téhéran. M. Reagan en profite pour réaffirmer qu'en dépit des apparences il ne s'agissait pas d'échanger des armes contre la libération des otages américains. Quant à la diversion illégale des fonds en faveur des « contre », il persiste aussi à nier avoir jamais été au courant des initiatives prises par ses trois zélés subordonnés du Conseil national de sécurité. Au passage, il rend totalement le lieutenant colonel Oliver North, le principal protagoniste du scandale. En fait, c'est un jour qu'il fut North de « héros national », explique aujourd'hui Ronald Reagan, un peu gêné.

c'est parce qu'il se référait seulement aux brillants états de service du colonel au Vietnam... L'ancien président ne nie pas ses responsabilités, mais se trouve des excuses. Son esprit était « préoccupé » par d'autres affaires importantes comme la négociation sur les armes nucléaires, la réduction des dépenses fédérales, etc.

Finalement, cette autobiographie confirme sa réputation d'homme chaleureux, d'une grande sincérité (« une simplicité d'esprit », disent ses détracteurs), dépourvu de malveillance. A la différence de Nancy, qui distille dans son livre un certain verin, Ronald Reagan n'attaque et même ne critique personne. L'image qui ressort de cet ouvrage, c'est sans doute celle que l'ancien acteur prêteur de lui-même, celle d'un neff, d'une sorte de Jimmy Stewart, d'un « Monsieur Smith découvrant le cinéma », plutôt que d'un juge redresseur de torts à la John Wayne. En résumé, le « happy end » de cette scène aussi simple que capitale dans la vie du futur président, lorsqu'il demande la jeune actrice Nancy Davis en mariage : « Nous finirons de finir. Je lui ai dit : « Meie merlone-nous donc ». Et il ajoute : « Elle méritait une déclaration plus romantique, mais, que Dieu la bénisse, elle plaça sa main dans la mienne, me regarda dans les yeux et dit « oui. »

HENRI PIERRE

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms et fiches du Monde au 01 40 46 25 33

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-09  
Télax : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Télax : 281.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-ITALIE-LUXEMBOURG	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 40-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés, après avoir été à l'origine leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois	<input type="checkbox"/>
6 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros propres en capital de l'imprimerie.

100 F. Paris 1991



La crise du Golfe

# Les Douze sont prêts à discuter avec l'Irak

affirme le ministre luxembourgeois des affaires étrangères

La CEE pourrait discuter avec l'Irak des problèmes du Proche-Orient, y compris de la question palestinienne, à condition que les Irakiens se retirent du Koweït, a annoncé lundi 31 décembre le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, dont le pays assumera la présidence de la Communauté à compter du 1<sup>er</sup> janvier. Dans une interview à la BBC, M. Poos a indiqué qu'il était prêt à rencontrer son homologue irakien, M. Tarek Aziz, en raison de l'échec des négociations entre les Etats-Unis et l'Irak. Une décision dans ce sens sera probablement prise au cours de la prochaine rencontre des ministres des affaires étrangères de la CEE, vendredi 4 janvier à Luxembourg.

M. Poos a souligné qu'il n'y aurait pas de « lien direct » entre la crise du Golfe et le problème palestinien, mais il a estimé qu'il était possible de discuter de la « sécurité régionale » avec l'Irak, en particulier de la garantie des frontières de tous les Etats de la région, une fois accompli le retrait « complet et

inconditionnel » du Koweït. « La question palestinienne existait bien avant l'occupation du Koweït et elle nécessite une solution », a-t-il ajouté.

Les Douze s'étaient mis d'accord le 20 décembre pour se retrouver après le 31 janvier, date butoir fixée pour l'instauration par les Etats-Unis aux Irakiens pour l'ouverture d'un dialogue direct avec eux. L'initiative d'organiser cette réunion dès le 4, que revendiquent à la fois M. Genscher et M. Dumas, vise à ménager une ultime possibilité de dialogue au cas où persisterait l'actuel blocage entre Washington et Bagdad.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a fait savoir récemment qu'il n'était pas opposé à une telle démarche à condition que le message des Européens à M. Saddam Hussein soit identique à celui des Américains, c'est-à-dire ferme sur l'ultimatum du 15 janvier décrété par l'ONU pour le retrait des forces irakiennes du Koweït.

Lors de leur dernier conseil à Bruxelles, les Douze avaient repoussé l'idée de prendre contact directement avec l'Irak. L'adoption du message des Etats-Unis et étaient convenus de se rencontrer M. Tarek Aziz qu'à son retour d'un éventuel voyage aux Etats-Unis. Dans sa

conférence de presse du 19 décembre, M. François Mitterrand avait précisé que les Européens ne s'interdisaient pas pour autant de prendre des initiatives, mais qu'ils ne le feraient qu'en concertation avec les Etats-Unis et sans créer le désordre dans les rangs de la coalition anti-irakienne.

L'Allemagne sort de sa réserve

La lettre adressée par M. Hans-Dietrich Genscher à son homologue luxembourgeois, M. Jacques Poos, pour lui demander d'organiser une réunion extraordinaire le 4 janvier, a été rendue publique le jour même où le ministre des affaires étrangères allemand devait rassembler à Bonn ses homologues allemands, M. Ahmad Ghazali, pour parler du Golfe. Cette rencontre a cependant été annulée. M. Ghazali jugeant plus urgent de se rendre à Riyad pour poursuivre la tentative de médiation algérienne.

Dimanche, nous indiquions que le correspondant à Bonn, M. Genscher a rappelé les trois points qui conditionnent, à son avis, une issue pacifique du conflit : l'application par l'Irak des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ; la poursuite des efforts diplomatiques ; le renforcement éventuel des sanctions contre l'Irak. Cette

## Le transfert de la Ligue arabe au Caire a été mené à bien

TUNIS

de notre correspondant

Les polémiques se sont calmées. Le transfert du siège de la Ligue arabe de Tunis au Caire, où le secrétariat général est déjà installé depuis deux mois (le Monde du 2 novembre) a été terminé le 31 décembre. Ainsi aura été respecté le calendrier établi à la courtoisie de la majorité des vingt et un membres de l'organisation.

Si l'on excepte l'Irak, toujours catégoriquement opposé à cette décision - aussi précipitée que controversée - les autres contestataires, OLP et Tunisie en tête, ont préféré ne pas prolonger plus longtemps la querelle, « afin de ne pas aggraver davantage les divisions du monde arabe, que la crise du Golfe a fait éclater au grand jour ».

La Tunisie, principale intéressée, avec trois cent onze employés et cadres exerçant au sein de la Ligue, a bien voulu, même si elle n'en pense pas moins, mettre de côté « les questions de principe ». Mais elle tenait à ce que, dans cette affaire, priorité soit donnée à l'indemnisation de ses ressortissants. C'est aujourd'hui chose faite. Grâce aux bailleurs de fonds tradi-

tionnels du Golfe, qui, un moment, se sont fait tirer l'oreille, une enveloppe de 19 millions de dollars a pu être dégagée, avec une participation égyptienne de 7 millions, retirée des avoirs que Le Caire avait bliqués en 1979, lors de l'installation de l'organisation à Tunis. Cette somme servira à indemniser les deux cent quarante et un petits employés et fonctionnaires tunisiens qui ont été remerciés, ainsi qu'une quarantaine de cadres refusant de partir, les treize autres acceptant leur transfert sur les rives du Nil.

Alors que l'on achève de répertorier et d'emballer les archives qui doivent être acheminées vers Le Caire, il ne restera plus à Tunis, au 1<sup>er</sup> janvier, que les bureaux de l'Organisation arabe pour l'éducation (ALECSO), du Conseil des ministres arabes de l'intérieur, de l'Union des radios et télévisions arabes et de l'Agence arabe pour l'énergie nucléaire, ainsi qu'un « centre » de la Ligue, avec une vingtaine de fonctionnaires dont les attributions demeurent encore imprécises.

MICHEL DEURE

## Dialoguer avec Bagdad

Suite de la première page

Alors que la coalition internationale cherche à se prémunir contre tous les dangers en cas d'éclatement d'un conflit dans le Golfe, Bagdad a décidé de tenir le 9 janvier prochain une « conférence populaire islamique » en vue d'élaborer « une stratégie destinée à contrer une éventuelle agression américaine » et « protéger les sanctuaires de l'Islam ».

Dans divers pays musulmans, quelque trois cent cinquante mouvements et associations islamiques - pour la plupart dans l'opposition - ont été invités à participer à cette conférence, selon le ministre irakien des affaires religieuses. Ce dernier a précisé que devraient être notamment présents les mouvements de la résistance islamique Hamas et le Dihad islamique (des territoires occupés) ainsi que les Frères musulmans d'Egypte, de Syrie, de Jordanie et du Yémen. Cette conférence sera « celle du djihad (guerre sainte) », a-t-il dit.

L'Irak a fait savoir samedi que des commandos-suicide étaient entraînés pour pouvoir lancer, dès le début d'un conflit armé, des opérations contre les forces américaines dans le Golfe. Le ministre irakien de la défense, le général Saadi To'ma Abbas, a affirmé dimanche que ses troupes étaient « fin prêt » et « en mesure de riposter à toute agression », et la presse a noté que les forces américaines et occidentales dans le Golfe « d'une guerre de couleuvres et de poignards », faisant allusion à une agression au couteau contre un militaire britannique à Bahreïn.

Selon des sources officielles à Bagdad, les camps d'entraînement des commandos-suicide créés par l'armée populaire - corps de suppléants de l'armée régulière dirigé par le parti Baas au pouvoir - comptent déjà « plusieurs milliers » de volontaires irakiens et arabes. Alors que le vice-président Dan Quayle est parti en Arabie saoudite pour passer le 1<sup>er</sup> janvier avec les troupes améri-

caines, le président George Bush a apporté une petite note d'optimisme en estimant que Saddam Hussein pourrait se retirer du Koweït, même au risque d'être renversé par ses peuples.

M. Bush « devrait être saoul »

Dans une interview au magazine américain Time, recueillie le 20 décembre et publiée lundi, M. Bush a réaffirmé qu'il était déterminé à faire tout ce qui était nécessaire pour obliger l'Irak à quitter le Koweït, en ajoutant : « Cela comprend chaque centimètre de territoire, pas de concessions ». De plus, il a indiqué que « son instinct » lui

disait que l'Irak allait se replier avant d'y être contraint par une offensive militaire ; il a toutefois admis que ce sentiment n'était pas partagé par certains dirigeants arabes. Commentant l'impression du président américain sur l'éventualité d'une évacuation du Koweït, le ministre irakien de l'information, M. Nassif Latif Jassam, a déclaré que M. Bush « devait être saoul ».

Trois responsables du Congrès ont insisté dimanche pour que le président Bush redouble ses efforts afin de régler la crise du Golfe par la diplomatie, estimant que les Américains voulaient que tout soit tenté avant qu'une guerre ne soit déclenchée.

« J'aimerais que le président fasse encore un effort pour trouver une date afin que le secrétaire d'Etat James Baker puisse se rendre à Bagdad et que son homologue irakien Tarek Aziz puisse venir à Washington », a déclaré le sénateur Robert Dole, le leader républicain du Sénat. Il a dit aussi avoir parlé avec l'am-

bassadeur d'Irak à Washington, M. Mohammed Al Machat, et a fait état d'une « certaine flexibilité » de la part des Irakiens. « J'ai appelé l'ambassadeur il y a quelques jours à Bagdad et je lui ai dit que je ne pouvais pas croire qu'ils ne puissent pas se mettre d'accord sur des dates. J'imagine qu'il y a eu quelque contact avec le président Hussein. Il m'a rappelé hier soir, je pense qu'il y a une certaine flexibilité », a déclaré M. Dole.

Le démocrate Les Aspin, président de la commission des forces armées de la Chambre, a pour sa part critiqué l'administration Bush à propos de ce désaccord sur les dates de visite. « Ils doivent se rencontrer le 12 janvier ou trouver une autre date que Saddam Hussein accepterait, j'imagine entre le 3 et le 12 janvier », a déclaré M. Aspin, estimant qu'une solution diplomatique restait « entièrement possible ».

(AFP, Reuters, AP)

### Selon le secrétaire d'Etat à la défense

## Le rôle des troupes françaises se limiterait à la « libération du Koweït »

Le secrétaire d'Etat français à la défense, M. Gérard Renon, a affirmé, samedi 29 décembre, que le rôle des troupes françaises déployées dans le Golfe se limiterait à la « libération du Koweït », conformément aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies. « Nous nous limiterons aux résolutions du Conseil de sécurité, qui exigent le retrait des troupes irakiennes du Koweït », a déclaré samedi à l'AFP M. Renon, en visite dans les Emirats arabes unis, dans le cadre d'une tournée dans plusieurs pays du Golfe.

M. Renon, qui a rencontré ces derniers vingt-quatre heures des soldats français stationnés dans les Emirats arabes unis, a affirmé que le nombre des militaires fran-

çais dans le Golfe était suffisant pour entreprendre une éventuelle action décidée par le président François Mitterrand. « Nous sommes favorables à tout règlement pacifique et nous soutiendrions toute démarche diplomatique, mais nous sommes en même temps prêts à entreprendre une action militaire ou cas où la solution pacifique s'avérerait impossible », a-t-il conclu.

Par ailleurs, selon les déclarations, samedi, du chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt, les militaires français stationnés en Arabie saoudite ont « déjà été vaccinés » contre les maladies que pourraient provoquer les agents bactériologiques. (AFP, Reuters)

### Dans la presse américaine

## M. George Bush et M. Saddam Hussein élus respectivement « double homme de l'année » et « joueur de l'année »

Le magazine américain Time a nommé « les deux George Bush » « homme de l'année » 1990, estimant que le chef de la Maison Blanche avait paru être deux présidents à la fois, pour le meilleur et pour le pire, face aux événements de l'année. « On aurait dit deux présidents à la fois, montrant au monde deux visages très différents (...). L'un, en politique étrangère, fait de fermets et d'habileté, l'autre, en politique intérieure, marqué aussi fortement par l'indécision et la confusion », lit-on dans le numéro de Time, daté du lundi 31 décembre. En présentant le choix du magazine au cours d'une conférence de presse samedi, le directeur de la publication, Henry Muller, a déclaré qu'il s'agissait d'un « choix peu orthodoxe » dans la mesure où le président répond aux critères de Time à la fois pour le meilleur et pour le pire.

Le directeur de la rédaction a déclaré par ailleurs que le président irakien Saddam Hussein était le seul concurrent de George Bush. Au point que, dans sa dernière édition, le concurrent de Time, l'hebdomadaire Newsweek, a élu, lui, Saddam Hussein « joueur de l'année ».

Pour Newsweek, le président irakien a eu jouer à merveille de ses atouts en faisant traîner la situation tout en se posant en sauveur du monde arabe. « Il a beaucoup de cartes en main et sait comment les jouer », commente le magazine. (Reuters)

## Gaza au bord de l'explosion

Suite de la première page

Selon la version des autorités, et un scénario déjà bien rodé, une patrouille a voulu arrêter des nationalistes masqués et armés de couteaux. Elle a ouvert le feu alors qu'ils s'enfuyaient : deux Palestiniens (seize et dix-neuf ans) ont été tués sur le coup. Dès la nouvelle connue, plusieurs centaines de résidents de Rafiah sont descendus affronter l'armée à coups de pierres et de cocktails Molotov. La bataille a duré plus de quatre heures : deux autres Palestiniens ont été tués par balles, une centaine blessés, dont une dizaine sérieusement.

La bande de Gaza a été déclarée zone militaire fermée, des quartiers entiers ont été placés sous couvre-feu et l'armée a dépêché des renforts en prévision du 2 janvier, qui marque la « journée du Fatah ». Traditionnellement, les territoires célèbrent ce jour-là l'anniversaire de la première opération armée menée - en 1965 - par le mouvement de M. Yasser Arafat.

Le Fatah, tout comme les autres composantes de l'OLP, vient d'enregistrer un échec politique à Gaza à l'occasion des élections professionnelles organisées parmi les quatre mille deux cent cinquante employés palestiniens de l'UNRWA dans le territoire. Ce sont les islamistes du Hamas - dont quatre dirigeants sont en voie d'être bannis - qui ont obtenu la majorité.

En Cisjordanie, en revanche, ces élections - où des rares tests sur l'équilibre des forces dans les territoires occupés - se sont soldées par une victoire de l'OLP : les trois mille employés locaux de l'organisation humanitaire oussienne ont donné la totalité des sièges à pourvoir aux candidats des différents groupes de la centrale palestinienne.

Dimanche, de nouveaux accrochages ont eu lieu à Gaza, en dépit du couvre-feu, et ont fait une dizaine de blessés chez les Palestiniens. Dans la soirée, la radio annonçait que cinquante et un soldats et quelques officiers, venant tout juste de terminer une période à Gaza, avaient écrit au gouvernement pour dire que la situation dans le territoire était devenue « insupportable » et qu'ils devaient en partir au plus vite.

ALAIN FRACHON

u Raid israélien au-dessus du Liban-sud. - Des appareils de l'aviation israélienne ont effectué un raid, dimanche 30 décembre à minuit, dans la région de Salda au sud-Liban, a-t-on appris, lundi, de source militaire israélienne. « Nos appareils ont attaqué une base terroriste. L'objectif a été touché, tous les avions sont retournés sans dommage à leur base », a déclaré un porte-parole militaire. (AFP)





## EUROPE

## URSS

## Le bidonville de la place Rouge a été rasé

La police a chassé les déshérités qui campaient depuis plusieurs mois devant l'hôtel Rossin à quelques dizaines de mètres du Kremlin et le campement a été rasé.

Les forces du ministère de l'intérieur ont arrêté, avant l'aube du dimanche 30 décembre, 47 personnes qui vivaient dans le camp. Des bulldozers ont ensuite détruit les 52 abris de carton et de plastique. L'opération a été conduite sur ordre du procureur de Moscou en application d'une décision de la commission exécutive, une des instances de l'administration municipale, a précisé un porte-parole du ministère de l'intérieur.

## Précisions sur le sort de M. Chevardnadze

Le mouvement de protestation avait commencé le 2 juillet dernier, et le « village » était devenu depuis lors le point de ralliement de nombreuses personnes (jusqu'à 300 à certaines périodes), marginaux et chômeurs qui voulaient attirer l'attention sur leur sort. La mairie de Moscou avait ordonné en juillet à la milice de ne pas les déloger, et depuis le campement était agrandi. A l'approche de l'hiver, beaucoup avaient commencé à construire de véritables cabanes pour s'abriter du froid, créant un bidonville à deux pas de la place Rouge.

La « normalisation » a également progressé en Moldavie, dont le Parlement a accepté, selon l'agence Tass, le décret présidentiel du 22 décembre imposant à la République

de revoir sa législation sur les langues en échange d'une renonciation des ethnies minoritaires (gagauzes et russes) à leurs visées séparatistes. Le Parlement moldave a également annulé une précédente décision sur « la formation d'une garde républicaine ».

D'autre part, quelques précisions contradictoires ont été apportées sur le sort de M. Chevardnadze, démissionnaire depuis le 20 décembre. Tandis que M. Gorbatchev, dans un entretien publié dimanche par le quotidien japonais *Asahi Shimbun*, assurait : « Il n'y a aucune différence d'opinion ou de vue entre nous » et estimait que le ministre des affaires étrangères pourrait conserver ses fonctions s'il le souhaitait, le porte-parole de M. Chevardnadze, M. Tchourkine, a exclu catégoriquement que son ministre reste aux affaires, et s'est même dit incapable de confirmer s'il participerait au sommet soviéto-américain prévu à Moscou du 11 au 13 février.

Un autre collaborateur de M. Chevardnadze, M. Teimouraz Stepanov, explique pour sa part dans la *Komsomolskaïa Pravda* que cette démission était envisagée « depuis un an déjà ». Notant que le ministre était critiqué en URSS « pour ce qui a permis à Gorbatchev de remporter le prix Nobel de la paix », M. Stepanov ajoute : « La base interne pourrait lentement, sans la politique étrangère que nous poursuivons au nom du chef de la diplomatie. Ce dernier (M. Chevardnadze) a épuisé toutes ses réserves et n'est plus capable d'influer sur la situation ». — (AFP, Reuters, AP, UPI).

Deux décrets présidentiels entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier

## L'Union soviétique se dote d'une TVA et d'un fonds de stabilisation économique



Deux décrets présidentiels rendus publics le samedi 29 décembre viennent de doter l'Union soviétique d'un fonds de stabilisation économique et d'une taxe de 5 % sur les ventes de biens et services, hormis l'alimentation.

Le fonds de stabilisation économique est destiné à aider les entreprises soviétiques qui « rencontrent des difficultés sans qu'il y ait de leur faute ». Selon les précisions données par le ministre des finances, M. Valentin Pavlov, il s'agit de protéger les entreprises déficitaires pour limiter l'augmentation du chômage durant le passage à l'économie de marché.

Les ressources du fonds, non précisées, proviendront, d'une part, de la réorientation de sommes consacrées jusque-là à l'entretien du parc industriel ou à certaines prestations sociales et, d'autre part, de nouvelles recettes liées à la hausse de nombreux prix et aux privatisations. Ce fonds sera géré par l'Etat fédéral, mais les quinze Républiques sont invitées à établir localement des mécanismes similaires.

La taxe de 5 % sur les ventes de biens et services servira à combler une partie de l'énorme déficit budgétaire. Elle devrait être partagée entre l'Etat fédéral (30 %) et les Républiques (70 %). Cet impôt indirect, qui se rapproche de la TVA, a l'avantage de rapporter très vite de l'argent, sans nécessiter d'organisation particulière, puisqu'il est calculé et perçu par les commerçants. Ce nouvel impôt sera plus difficile à lever dans l'économie parallèle : il risque d'ailleurs d'en favoriser le développement. En période de forte hausse

des prix, il offre aussi la particularité d'être automatiquement indexé.

L'instauration de la nouvelle taxe dès le 1<sup>er</sup> janvier 1991 coïncide avec une série de hausses de prix qui s'effectue dans le plus grand désordre. Le prix de l'essence devrait tripler, ainsi que ceux de certains produits alimentaires, comme la viande de porc, de même que les tarifs des transports en commun. Dans la pratique, les autorités locales sont souvent obligées de revenir sur les mesures par trop impopulaires, tandis que les prix « libres » montent sans contrôle. Ceux-ci concernaient 70 % des produits, selon M. Pavlov. — (AFP).

■ IRLANDE DU NORD : fusillade avec l'armée (un mort et un blessé). — Un homme a été tué et un autre grièvement blessé dimanche après-midi 30 décembre au cours d'une fusillade avec des soldats britanniques près du village de Cullybanna, à la frontière entre l'Ulster et la République d'Irlande, a annoncé la police locale. Selon certains témoignages, des soldats ont ouvert le feu sur une voiture dans laquelle se trouvaient les deux hommes peu après un poste de contrôle de l'armée. Les victimes seraient deux frères vivant dans la région, âgés d'une vingtaine d'années. Dans un communiqué publié à Belfast en début de soirée, le Sinn Féin (branche politique de l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise) a accusé les troupes britanniques d'avoir « exécuté » les deux jeunes gens. — (AFP).

## POLOGNE

## M. Walesa a désigné M. Bielecki au poste de premier ministre

Le 6 décembre, à trois jours du second tour de l'élection présidentielle, M. Jan Krzysztof Bielecki démentait les spéculations selon lesquelles M. Walesa le choisirait comme premier ministre, une fois élu président. « Je suis toujours heureux », ajoutait M. Bielecki, « que Lech Walesa ait cité quelque un du mouvement libéral parmi les premiers ministres possibles ». L'un de ses amis du Congrès libéral-démocrate, M. Janusz Lewandowski, lui a aussi un homme de Gdansk, et qui a de grandes chances de devenir ministre des privatisations, nous expliquait au même moment que le choix de M. Bielecki pour former un gouvernement pourrait faire craindre à Varsovie qu'un véritable « train de Gdansk » arrivait au pouvoir avec M. Walesa.

Mais l'éventail de possibilités du président Walesa s'est considérablement restreint après le refus de l'avocat Jan Olszewski de former une équipe aux conditions imposées par le nouveau chef de l'Etat. M. Walesa a dû finalement renoncer à nommer une personnalité trop politique, avec laquelle la répartition des tâches aurait pu être délicate; les compétences économiques de M. Bielecki, son pragmatisme et le fait qu'il n'ait pas joué de rôle personnel important dans les divisions qui ont déchiré Solidarité ces derniers mois, ont finalement fait de lui un candidat parfait. Au cours d'une conférence de presse, samedi 30 décembre, M. Bielecki a confirmé qu'il serait un premier ministre de transition, en indiquant qu'il entendait diriger le

gouvernement jusqu'aux élections législatives anticipées, prévues en principe pour le printemps prochain. Il a aussi réaffirmé son soutien au programme économique de M. Balcerowicz, qui devrait rester vice-premier ministre, et souligné l'importance d'une monnaie forte.

## Défilé de « ministrables »

Le premier ministre désigné attend d'être investi par le Parlement, sans doute à la fin de cette semaine, pour annoncer la composition de son gouvernement, apparemment déjà prête dans ses grandes lignes. Mais c'est chez le président Walesa, au palais du Belvédère, que certains « ministrables » ont défilé au cours du week-end, comme le vice-amiral Piotr Kolodziejczyk, ministre de la défense dans le gouvernement sortant, qui a annoncé qu'il conserverait son portefeuille dans le nouveau cabinet. Le ministre de l'intérieur, M. Krzysztof Kozłowski, a lui aussi été invité au Belvédère : très apprécié pour l'important travail qu'il a fait dans le démantèlement des structures répressives, il n'est cependant guère enthousiasmé par l'idée de rester en fonctions dans un gouvernement de transition.

On a aussi vu au Belvédère le professeur Geremek, qui s'est déclaré « très satisfait » de son entretien avec M. Walesa. De toute évidence, le président Walesa joue la continuité.

S. K.

## Un libéral pragmatiste



J. Bielecki

A trente-neuf ans, Jan Krzysztof Bielecki incarne cette nouvelle génération d'hommes politiques que les transitions démocratiques à l'Est ont progressivement émergé : sans être un nouveau venu sur la scène politique — député de Solidarité depuis juin 1989, il militait dans ce mouvement dès 1980 —, il n'a jamais été partie du débat des intellectuels qui symbolisaient l'opposition au régime communiste. La future première ministre polonaise est avant tout un homme d'affaires libéral et pragmatiste, profondément attaché aux valeurs de l'économie de marché.

Né à Bydgoszcz dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle, il est marié à une musicienne et considéré dans les cercles politiques comme un « homme de Gdansk », par opposition à l'élite de Varsovie. C'est d'ailleurs à Gdansk qu'il fit ses études supérieures, à la faculté d'économie des transports, puis qu'il devint assistant à l'université.

## Ancien conducteur de camion

Pendant dix ans, il y dirigea aussi un atelier de formation de cadres de l'industrie et du commerce, jusqu'à ce que les autorités lui retirassent ces fonctions en 1982, après l'instauration de l'état de guerre. Il n'a lui-même plus alors qu'à gagner sa vie comme conducteur d'un vieux camion qu'il a ratapé avec un

ami. Le camion, dit-on, servait aussi aux activités clandestines de Solidarité, devenu illégal.

Victime d'un accident en 1985, il créa à Sopot, près de Gdansk, une coopérative de conseil et d'expertise juridique-économique dont l'activité lui permet d'entretenir des relations avec le monde occidental. Il est l'un des fondateurs, début 1989, du Congrès des libéraux, devenu cette année la Congrès libéral-démocrate, un petit parti qui regroupe toute une équipe de jeunes et brillants économistes et qui s'est montré loyal à l'égard de M. Walesa, sans pour autant faire partie de sa « cour ».

S. K.

## GRECE : volte-face du gouvernement

## Les putschistes de 1967 ne seront pas graciés

Le gouvernement conservateur grec a fait une spectaculaire volte-face, dimanche soir 30 décembre, en renonçant à engager la procédure conduisant à la grâce des chefs de la junte militaire responsables de la dictature de 1967 à 1974.

Le porte-parole du cabinet, M. Byron Polydoras, a déclaré à l'issue d'un conseil restreint, présidé par le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis (Nouvelle Démocratie), que ce revirement avait été décidé à l'unanimité pour éviter à l'opposition social-communiste d'exploiter politiquement une mesure de « nature humanitaire ». « La démocratie ne se venge pas, elle punit seulement. Elle est si forte qu'elle doit montrer son caractère

humain », a ajouté M. Polydoras, soulignant que le gouvernement restait convaincu du bien-fondé de l'amnistie.

C'est vendredi dernier que le gouvernement avait annoncé son intention de saisir le comité national des grâces, dont la réunion était prévue mercredi 2 janvier, pour procéder à la libération de la douzaine d'officiers factieux encore détenus à la prison de Korydallos, près du Pirée, au sud d'Athènes.

## « Une dette » envers l'extrême droite

L'annonce de cette décision avait suscité une grande émotion en Grèce. L'opposition de gauche a immédiatement critiqué le revirement, s'est élevée contre une mesure que les condamnés, non repentants, s'étaient eux-mêmes refusés à deman-

der. Pour M<sup>me</sup> Melina Mercouri, ancien ministre socialiste de la Culture, « M. Mitsotakis n'aurait pas dû oublier le peuple ». La presse avait aussi presque unanimement critiqué ce geste de clémence accordé à des hommes qui « défigurent » pendant sept ans le pays, « berceau historique de la démocratie ». Lundi, d'ailleurs, de grandes manifestations de protestation devaient être organisées dans le centre de la capitale ainsi qu'en avant de la prison de Korydallos, où les ex-officiers généraux, parmi lesquels figure l'ancien dictateur Georges Papadopoulos, purgent depuis 1975 des peines allant de quinze ans de détention à l'emprisonnement à vie. « Il s'agit d'une insulte à tous ceux qui sont tombés pour la démocratie », avait déclaré le chef de l'opposition, l'ancien premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou.

Les raisons du brusque revirement du gouvernement dans cette affaire ne sont pas claires. Certes, M. Mitsotakis pouvait s'attendre à cette vague de protestations tant les durs années de dictature restent encore présentes à l'esprit de nombreux Grecs, à droite comme à gauche. Plusieurs anciens ministres socialistes et actuels ministres de la Nouvelle Démocratie avaient choisi l'exil durant cette période ou dimanché dans la presse l'existence d'un tel pacte. La mesure de grâce avait aussi provoqué l'irritation des autorités chypriotes. Selon un porte-parole officiel, M. Akis Fantis, les colonels déchus ont « joué un rôle important dans la tragédie chypriote et ont tant fait souffrir la nation grecque ». Le général Dimitris Ioannides, qui d'ailleurs était le seul militaire exclu de la mesure de grâce, avait organisé un complot pour éliminer le président chypriote de l'époque, Mgr Makarios, fournissant ainsi à la Turquie le prétexte, selon Athènes, pour envahir la partie orientale de l'île, en juillet 1974.

Autre version de l'affaire et du retour en arrière des conservateurs : selon la Nouvelle Démocratie, cet accord avait effectivement été donné par ces deux partis l'an dernier lors de l'expérience commune de gouvernement « économique » regroupant conservateurs, socialistes et communistes et mis en place pour tirer au clair les sombres scandales politico-financiers qui avaient secoué le pays pendant plus de deux ans. En d'autres termes, le PASOK et la Coalition de la gauche et du progrès n'auraient pas respecté leurs engagements et joué ainsi un mauvais tour au gouvernement, qui n'a qu'une seule voix de majorité au Parlement. Mais les proches du premier ministre de l'époque, M. Karamanlis, ont démenti dimanche dans la presse l'existence d'un tel pacte. La mesure de grâce avait aussi provoqué l'irritation des autorités chypriotes. Selon un porte-parole officiel, M. Akis Fantis, les colonels déchus ont « joué un rôle important dans la tragédie chypriote et ont tant fait souffrir la nation grecque ». Le général Dimitris Ioannides, qui d'ailleurs était le seul militaire exclu de la mesure de grâce, avait organisé un complot pour éliminer le président chypriote de l'époque, Mgr Makarios, fournissant ainsi à la Turquie le prétexte, selon Athènes, pour envahir la partie orientale de l'île, en juillet 1974.

## Irritation des Chypriotes

Le président de la République, M. Constantinos Karamanlis, qui vivait à Paris pendant la dictature.

## ROUMANIE : les suites de l'expulsion de l'ex-roi

## Le ministre de la culture a présenté sa démission

Le ministre roumain de la culture, M. Andrei Pleșu, a offert vendredi 28 décembre sa démission à la suite de l'expulsion du territoire de l'ancien roi Michel de Roumanie, après un séjour de onze heures. M. Pleșu a fait savoir notamment qu'il n'avait à aucun moment été consulté sur le communiqué publié par le gouvernement à ce sujet. On ignorait encore dimanche si le premier ministre, M. Petre Roman, avait accepté sa démission. Ancien opposant, M. Pleșu, le seul intellectuel indépendant qui ait jusqu'ici accepté de rester

au gouvernement, avait déjà présenté sa démission une première fois en juin, après l'intervention des minceurs pour « ramener l'ordre à Bucarest » à la demande du président Iliescu. Il était toutefois resté au gouvernement. Le ministre de l'intérieur, M. Doru Viorel Ursu, a affirmé samedi que le roi pouvait revenir quand il le voulait, « à condition qu'il le fasse légalement ». En décidant de le refuser la semaine dernière, a-t-il dit, les autorités roumaines ont agi « par respect de la loi et non par peur de la désé-

Fraîcheur  
COURAGE DE



الجزيرة

## AMÉRIQUES

ARGENTINE : après l'annonce de la grâce présidentielle

### Quarante mille personnes ont manifesté contre la libération des anciens chefs de la dictature

M. Claude Cheysson, ancien ministre français des relations extérieures, s'est dit « très triste » ; le pianiste argentin Miguel Angel Estrella, torturé et emprisonné deux ans dans les geôles uruguayennes, et depuis naturalisé français, s'est déclaré « immensément triste ». L'écrivain argentin Ernesto Sabato, soixante-dix-neuf ans, qui avait présidé la Commission nationale sur la disparition des personnes en 1983, a été victime d'une crise nerveuse.

Le représentant argentin à la commission des droits de l'homme de l'ONU, M. Julio Strassera, a démissionné de son poste : il avait été en 1985 le procureur chargé de l'accusation contre les militaires criminels. Telles sont quelques-unes des

réactions — avec la manifestation de dimanche, à Buenos-Aires — à l'annonce de la grâce accordée aux neuf anciens chefs de l'armée et de la police de la junte.

Décision dont le gouvernement espagnol espère qu'elle contribuera à la « réconciliation » entre Argentins, et dont le Quai d'Orsay, à Paris, estime qu'elle relève de la souveraineté d'un pays ami, tout en ajoutant que le gouvernement français « ne peut oublier, pour autant, les victimes innocentes » de la dictature, « ni la disparition de plusieurs de nos compatriotes, dont deux réfugiées, les Sœurs Alice Domon et Léonie Duquet ».

milieu des injures proférées contre les militaires graciés et contre le président Menem, des manifestants ont éclaté en sanglots.

L'émotion a atteint son comble avec l'arrivée des mères de la place de Mai, qui ont été longuement applaudies. Avec leur traditionnel mouchoir blanc sur la tête, celles que les militaires appelaient « les folles » se sont avancées avec des ceintures de pancartes portant les noms et les photos de leurs enfants disparus pendant la « sale guerre » menée par la dictature contre la subversion. C'est une des mères qui, dans un silence lourd de tension, a lu le document préparé par les organisations de défense des droits de l'homme, qualifiant de « totalement fallacieux » les arguments de pacification et de réconciliation avancés par le chef de l'Etat pour justifier son pardon.

Dans la chaleur moite de l'été austral, plus de quarante mille personnes se sont réunies dimanche soir 30 décembre sur la place de Mai, face au palais présidentiel, à l'appel des organisations de défense des droits de l'homme, qui estiment à trente mille le nombre de disparus en Argentine entre 1976 et 1983 pendant le régime de terreur imposé par les militaires.

#### Arguments « fallacieux »

A côté des colonnes des partis politiques d'opposition et de nombreuses personnalités, une foule était venue spontanément exprimer son indignation. Beaucoup de personnes âgées, mais aussi des couples avec leurs enfants. Au

mer, les revendications populaires qui peuvent élargir en raison de la grave crise économique.

Les déclarations contre la libération des militaires, dans la nuit, samedi, se sont multipliées le 30 décembre alors que le chef de l'Etat était parti se reposer dans sa province natale de la Rioja. « J'ai la conscience tranquille », a-t-il cependant déclaré.

#### Le général Videla a communiqué

Les militaires graciés, qui avaient été condamnés à de lourdes peines de réclusion, se sont montrés sereins à la sortie de prison. Les quotidiens locaux ont publié une photo souriante de Mario Firmenich, le fondateur du mouvement de guérilla des Montoneros (péronistes d'extrême gauche), qui a été libéré en même temps qu'eux.

Dimanche matin, le général Jorge Rafael Videla, qui a dirigé le putsch du 24 mars 1976 et qui a été le premier président de la dictature militaire, s'est rendu à la messe dans un quartier élégant de la capitale. Il a même communiqué.

CHRISTINE LEGRAND

### Deux des militaires libérés avaient été condamnés à la prison à vie

Parmi les personnalités graciées par le président Carlos Menem, deux avaient été condamnées à la prison à perpétuité. Il y a au total douze grâces.

● Jorge Videla, soixante-cinq ans, ancien commandant de l'armée, président de l'Argentine de 1976 à 1981, reconnu coupable en décembre 1985 de 66 assassinats, 308 enlèvements, 97 cas de torture et 28 vols. Il avait été condamné à perpétuité.

● Roberto Viola, soixante-six ans, successeur de Jorge Videla comme commandant de l'armée, président de l'Argentine en 1981, condamné en décembre 1985 pour 66 enlèvements, 11 cas de torture et trois de vol. Il purgeait une peine de dix-sept ans de prison.

● Emilio Eduardo Massera, soixante-cinq ans, ancien chef d'état-major de la marine et membre de la première junte militaire, condamné en décembre 1985 pour trois assassinats, 69 enlèvements, 12 cas de torture et sept de vol. Il était condamné à la prison à vie.

● Carlos Suarez Mason, soixante-six ans, ancien commandant du 1<sup>er</sup> corps d'armée (Buenos-Aires), accusé de 39 assassinats. Il avait fui l'Argentine en 1984 et été extradé des Etats-Unis en 1988. Emprisonné, il n'avait pas encore été jugé.

● Armando Lambruschini, ancien chef d'état-major de la marine et membre de la junte, condamné en décembre 1985 à huit ans de prison pour 10 cas de torture et 35 enlèvements. Il

avait été libéré en février 1990 après avoir purgé les deux tiers de sa peine.

● Orlando Agoati, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air et membre de la junte, condamné à trois ans de prison pour huit cas de torture et trois vols. Il avait été relâché en avril 1989.

● Pablo Riccheri, ancien chef de la police de Buenos-Aires, reconnu coupable de 20 cas de torture. Il purgeait une peine de quatorze années d'incarcération.

● Ramon Camps, soixante-trois ans, ancien chef de la police de la province de Buenos-Aires. Déclaré coupable de 73 cas de torture, il avait été condamné à vingt-cinq ans de prison.

● José Martinez de Hoz, ministre de l'économie durant la plus grande partie de la dictature (1976-1983). Il avait été déclaré coupable de l'arrastation illégale de deux Argentines et brièvement incarcéré en 1988.

● Norman Kannady, cinquante-sept ans, condamné en 1987 pour fraude envers l'Etat argentin et libéré depuis.

● Duilio Brunello, condamné pour détournement de fonds publics et libéré depuis.

● Mario Eduardo Firmenich, quarante-deux ans, cofondateur du mouvement de guérilla d'extrême gauche Montonero. Extradé du Brésil en 1984 à la demande du gouvernement de M. Alfonsín et reconnu coupable de quatre assassinats, il avait été condamné à trente ans de prison. — (AFP, AP.)

SURINAME : après le coup d'Etat militaire

### Le Parlement a désigné un président par intérim

Le Parlement surinamien a désigné, samedi 29 décembre, un homme politique en retraite, M. Johan Kraag, comme président par intérim. Il remplacera M. Ramsewak Shankar, contraint à démissionner jeudi dernier à la suite d'un coup d'Etat militaire sans effusion de sang.

Sur les cinquante et un membres de l'Assemblée nationale, seuls trente-quatre députés s'étaient déplacés pour participer à l'élection. M. Johan Kraag, soixante-dix-sept ans, ancien dirigeant ércole, devra préparer de nouvelles élections, promises dans un délai de cent jours par les putschistes. Candidat appuyé par l'armée, il était seul à se présenter. En l'absence d'objection du Parlement, il a été déclaré automatiquement élu, sans qu'aucun scrutin ne soit organisé.

Jules Wydenbosh, chef du Parti national démocratique, étroitement lié aux militaires, a été élu vice-président, un poste qui, aux termes de la Constitution, le place de fait à la tête du gouvernement.

Le colonel Desi Bouterse, qu'un précédent coup d'Etat militaire avait porté au pouvoir en 1980 et 1988, est généralement considéré comme le véritable instigateur du putsch. Il avait dû céder le pouvoir à Ramsewak Shankar après la défaite électorale du parti appuyé par l'armée, en 1987. Il gardait cependant une grande influence en tant que chef d'état-major de l'armée, un poste dont il avait démissionné la veille du putsch en invoquant un désaccord avec le président.

L'armée, dont la principale caserne est située à moins d'un kilomètre du Parlement, a organisé un défilé en fanfare au moment où celui-ci se réunissait. Mis à part ce défilé, il n'y a pas eu de démonstration de force et la circulation était normale dans la capitale, Paramaribo, où aucun couvre-feu n'a été imposé. — (Reuters.)

# Bonnes Fêtes!

87.8 FM

# France inter

LE COURAGE DE DIRE, L'ÉLÉGANCE D'EN RIRE.



## ASIE

CHINE : le plénum du PCC

## La crise de succession continue de bloquer toute décision majeure

La direction du PC chinois s'est montrée incapable, en six jours de débats acharnés, de fournir un programme concret de développement économique pour la Chine d'après M. Deng Xiaoping. Cette conclusion ressort d'un communiqué publié dimanche 30 décembre à l'issue de la septième session plénière du comité central, qui s'était ouverte le 25 décembre.

PÉKIN

de notre correspondant

Picots et poings liés par la crise de succession, le régime a échoué à mener à bien un exercice pourtant élémentaire pour une « démocratie populaire » : se doter d'un plan quinquennal. C'est à un « plénum de l'impasse » qu'il s'est livré. Sagement, son plus haut dirigeant, M. Jiang Zemin, secrétaire général du PC, s'est abstenu de s'y associer trop personnellement : fait inhabituel, la session était présidée collectivement par le bureau politique. Manière de faire comprendre que la présence des généraux dans les couloirs empêche quiconque de prétendre à quoi que ce soit d'autre que la gestion quotidienne d'une attente.

Le régime l'a explicité par une logorrhée alignant l'interminable chapelet des slogans disponibles, sans avancer la moindre proposition précise sur la manière dont doivent être réalisés les objectifs pour l'an 2000, qui intéresse au premier chef la plus forte population du monde : « Améliorer les conditions de vie du peuple pour qu'il puisse d'un seul coup d'aile à la fois vivre et se voir à l'œuvre où il mène une vie relativement confortable, avec des moyens de subsistance accrus. »

La réunion devait un principe formuler un VIII<sup>e</sup> Plan commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et un programme de développement accompagnant les réformes économiques pour toute la décennie. En fin de compte, le comité central n'a fait qu'approuver des « propositions » non publiées, ce qui revient à ne laisser dans le flou de façon à pouvoir en renégocier les termes. Il a laissé à M. Li Peng la tâche de rédiger ces textes pour les soumettre à l'Assemblée nationale

en mars. Le premier ministre se retrouve ainsi dans la situation embarrassante de devoir satisfaire aux exigences contradictoires des différentes factions : le communisme contient tout l'éventail des grands principes idéologiques qu'on a vu, depuis la crise du printemps 1989, s'étaler dans les journaux, reflets des débats du pouvoir.

Ainsi, dit le comité central, il faut ouvrir davantage la Chine au capital et à la technologie de l'étranger tout en « renforçant sa capacité à l'auto-suffisance ». Maintenir le système de responsabilité pour les foyers ruraux (c'est-à-dire la décollectivisation), mais aussi « accroître la puissance de l'économie collective ».

Le texte décrit un pays idéal, où

les entreprises d'Etat tournent aussi bien que le capitalisme déguisé de l'économie privée, où les relations entre gouvernement central et provinces sont harmonieuses, où marché et planification font un merveilleux mélange, mais ne donne aucune recette pratique. Quant aux impasses ou aux références trop vagues pour être significatives, elles sont d'autant plus criantes qu'elles portent sur les problèmes réels de l'économie : chômage ou sur-emploi, inflation, réforme des prix.

Qu'il ait fallu aux 171 membres présents, entourés de pas moins de 413 suppléants et observateurs, prolonger de deux jours, voire de trois, la brève réunion initialement prévue pour accoucher d'une si petite souris,

est éloquent. Après plus de six mois de débats intenses, où avaient été enfin abordés les problèmes concrets que la Chine affronte, le consensus n'a pu se faire que sur des abstractions dénuées de modalités d'application.

## Marchandises de clientèles

La raison, semble-t-il, n'en est pas tant dans un conflit entre réformateurs et orthodoxes, mais dans les marchandises de clientèles en prévision de la disparition prochaine des généraux. Rétrospectivement, on comprend maintenant que les partisans de M. Deng Xiaoping aient gâché le débat économique en parvenant à le montrer en public le 26 décembre. Il s'agissait de bien marquer qu'on ne reviendrait pas sur ses réformes de la période 1978-1989.

Pour ce faire, il a suffi de torse un peu le bras à l'histoire récente : c'est à M. Deng, ou en tout cas à son inspiration, qu'est attribuée la célèbre formule de M. Zhao Ziyang, secrétaire général limogé en 1989, selon laquelle la Chine est encore au « stade initial du socialisme ». Cette formule est capitale : elle est le fondement du tour de passe-passe auquel avaient eu recours les réformateurs pour commencer à briser le carcan socialiste.

L'attitude du régime tient en peu de mots : on ne touche à rien et on attend la mort prochaine des grands ancêtres. Toutefois, le comité central a reconnu les risques de cet attentisme en pleine période de mutation à l'échelle planétaire : « Il est crucial que nous grions correctement nos affaires intérieures dans une situation internationale complexe et faite de changements permanents. » Sans doute est-ce la raison pour laquelle, hormis une référence unique à la « lutte contre le libéralisme bourgeois », le texte est d'une remarquable discrétion à l'égard des grands thèmes xénophobes de la propagande des derniers mois.

La pénalisation des successeurs rassemblée autour de M. Jiang Zemin, présentée comme le « nœud » de la future direction, saillit qu'elle ne pourra indéfiniment différer les choix fondamentaux. Du moins, pendant qu'elle pèse à Pékin, le pays réel peut-il continuer à vivre sa vie libérale.

FRANÇOIS DERON

## POLITIQUE

La gestion de M. Médécin

## D'autres élus nîçois seraient susceptibles d'être démis d'office

La chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur vient d'adopter sa « lettre d'observations définitives » sur la gestion de la ville de Nice pour les exercices de 1983 à 1987. Ce document va être notifié au maire, M. Honoré Ballet, auquel une loi du 15 janvier 1990 fait obligation de lire lors de la prochaine séance publique du conseil municipal, fixée au 25 janvier. Des élus nîçois pourraient être déclarés, à leur tour, « comptables de fait » et seraient, alors, susceptibles d'être démis d'office par le préfet.

NICE

de notre correspondant régional

L'ancien maire de Nice, M. Jacques Médécin, avait reçu de la chambre régionale des comptes, le 8 septembre dernier – soit une semaine avant sa démission de ses mandats de conseiller municipal et de conseiller général – une « lettre d'observations provisoires », à laquelle son successeur, M. Ballet, adjoint aux finances de 1983 à 1989, avait répondu début novembre. La « lettre d'observations définitives », dont la chambre a achevé la rédaction cette semaine, se présente sous la forme d'une synthèse d'une vingtaine de pages, complétée par de nombreux documents annexes. Elle reprend l'ensemble des critiques émises précédemment par cette institution et dénonce, particulièrement, le lourd endettement de la ville.

Les magistrats marseillais reviennent, à ce sujet, sur les conditions dans lesquelles la municipalité avait renoué, en 1986, cette opération avait fait l'objet d'un jugement provisoire, le 17 juillet dernier, déclarant « comptables de fait » M. Médécin et quatre autres élus nîçois, dont M. Ballet. Dénué de tout caractère contentieux, la « lettre » ne doit pas, toutefois, être confondue avec le jugement définitif, qui n'interviendra pas avant plusieurs mois, au terme de la procédure contradictoire. Elle ne se rapporte

pas davantage au fonctionnement des associations paramunicipales, qui feront l'objet, ultérieurement, de rapports complémentaires.

La chambre souligne, cependant, l'énormité des subventions accordées par la ville à ces associations, qui ont représenté, en quelques années, l'équivalent des ressources de la taxe d'habitation. Or, comme elle l'avait déjà fait remarquer, les dites associations ont souvent permis à la ville de se soustraire aux règles de la comptabilité publique et ont pu servir à dissimuler une appropriation privée de fonds publics.

## De nouvelles élections ?

Il n'est pas exclu que les élus – toujours les mêmes – siégeant dans leurs organes dirigeants, puissent être, à leur tour, déclarés « comptables de fait ». Ils seraient, alors, susceptibles d'être démis d'office de leur mandat par le préfet des Alpes-Maritimes, lequel, en vertu de l'article L.236 du code électoral, dispose d'un pouvoir d'opportunité en la matière.

L'actuelle majorité municipale dont la légitimité est contestée par une fraction du RPR local, ainsi que par le PS et le Front national, se trouverait, alors, dans une situation très difficile. Cette éventualité entretient les spéculations sur de nouvelles élections, auxquelles tous les partis se sont, déjà, plus ou moins, préparés. Elle s'ajoute, d'ailleurs, aux menaces de décisions judiciaires qui pourraient être prises dans le cadre de plusieurs enquêtes concernant notamment le fonctionnement des associations Nice-Communication, Nice-Opéra et de Radio-Baie des Anges.

La chambre régionale des comptes n'en aura pas fini, pour autant, avec la vérification de la gestion de la ville. Les quatre magistrats et leurs quatre assistants, qui s'y consacrent en permanence, viennent de recevoir du préfet municipal près de cent cinquante sacs postaux, ne contenant pas moins de quatre cent cinquante liasses de documents et rapportant à l'exercice 1989.

GUY PORTE

## A TRAVERS LE MONDE

## ALGÉRIE

## Les deux pirates de l'air qui avaient détourné un Boeing-737 se sont rendus

Le détournement d'un Boeing-737 d'Alger, Algérie, a connu, dimanche matin 30 décembre, son épilogue, sans effusion de sang, sur la piste de l'aéroport d'Annaba. Les quatre-vingt-deux passagers et les six membres d'équipage ont été libérés, apparemment en bonne santé. Les deux pirates – des déserteurs âgés de vingt-deux et vingt-trois ans – se sont rendus et ont été conduits vers une destination inconnue.

Les négociations avaient duré près de vingt-quatre heures entre une « escouade de crise », installée dans la tour de contrôle de l'aéroport, et les pirates qui, selon les autorités, n'auraient pas formulé de revendications précises. Le pilote du Boeing-737 qui reliait Ghardaïa à Alger a révélé que la destination initiale des pirates était la Libye. (AFP.)

## CORÉE DU SUD

## L'ancien dictateur Chun Doo-hwan a regagné Séoul

L'ancien dictateur sud-coréen, le général Chun Doo-hwan, a regagné son domicile à Séoul, dimanche 30 décembre, après plus de deux ans d'exil « intimidant », en compagnie de son épouse, dans le monastère bouddhiste de Paekdam, dans l'est du pays. Il a été accueilli dans la capitale par un millier de ses partisans. Ce retour, annoncé quelques jours auparavant par le président Roh Tae-woo, selon lequel « cela n'aide pas la tradition démocratique ni le processus politique de la maintenir en exil », n'a pas encore suscité de

manifestations hostiles. Mais les milieux étudiants annoncent des rassemblements pour la fin des vacances d'hiver.

Les excuses publiques de l'ancien dictateur, lors de son arrivée dans le monastère, n'avaient pas suffi à calmer le mécontentement d'une large partie de l'opinion à l'égard d'un homme accusé d'avoir ordonné le massacre de centaines d'étudiants à Kwangju en 1980 et d'avoir été mêlé, avec des membres de sa famille, à des scandales financiers. A sa sortie, M. Chun n'a manifesté aucun remords, se félicitant d'avoir réussi « la première passe de la présidence constitutionnelle » de la Corée. Il avait en fait dû quitter le pouvoir sous la pression étudiante. Trois cents policiers ont été déployés autour de son domicile pour assurer sa protection. (AFP, UPI, Reuters.)

## TCHAD

## Retour en Libye de quarante-cinq membres des commandos anti-Kadhafi

Le retour en Libye, samedi 29 décembre, de quarante-cinq membres des commandos anti-Kadhafi pour des « raisons humanitaires » a été obtenu à l'issue de discussions entre le ministre libyen des affaires étrangères, M. Ibrahim Al Badrati, et son homologue zairais, et sous contrôle du Comité international de la Croix Rouge. Ces prisonniers de guerre étaient, depuis le 14 décembre, cantonnés – en compagnie de quelques six cents autres – sur la base militaire de Kenna, dans l'extrême-sud du Zaïre. Capturés au Tchad, ils avaient été « retournés » par les Etats-Unis. Après la chute de l'ex-président Hissène Habré, ils avaient été évacués par les Américains sur Kinshasa via Lagos, où le président Mobutu leur avait accordé l'asile temporaire. (AFP.)

## JAPON

## Le remaniement du gouvernement souligne la faiblesse de la position de M. Kaifu

TOKYO

de notre correspondant

Le remaniement ministériel auquel vient de procéder M. Toshiki Kaifu (de *Monde* daté 30-31 décembre) tient plus d'un renouvellement périodique du cabinet qu'il n'a de signification politique réelle. Il est en effet devenu habituel pour un premier ministre, arrivé à la moitié de son mandat de deux ans, d'opérer un remaniement afin de permettre une rotation aux affaires des membres du parti libéral-démocrate (PLD). En politique comme dans d'autres domaines, l'évolution en Japon se fait à l'ancienness : les députés ayant plus de six mandats parlementaires ont « droit » à prétendre à un portefeuille. L'actuel cabinet Kaifu avait donc légèrement excédé la durée moyenne d'un gouvernement.

Cette tradition s'est instaurée à la faveur de la prééminence du pouvoir du camp conservateur, qui a tendance à confondre portefeuilles et postes de la hiérarchie du PLD. Elle vise en outre à satisfaire les appétits des élus qui le composent, chacun souhaitant avoir un certain nombre de ses hommes au gouvernement. De ce point de vue, le nouveau cabinet respecte l'équilibre intérieur. M. Kaifu étant toujours soutenu par l'axe Takeshita-Abe, les deux plus puissants caciques du parti.

## L'influence des barons

Ce remaniement confirme surtout la faiblesse du premier ministre. Bien qu'il ait traité les pieds, M. Kaifu a dû se résoudre à un remaniement que lui imposaient ses « barons ». En outre, c'est moins lui qui a décidé de la répartition des portefeuilles que le grand manipulateur de la politique japonaise, M. Shin Kanemaru, chef de la faction Takeshita, qui, en une demi-heure d'antichambre avec le

secrétaire général du PLD, M. Ozawa, a procédé aux arbitrages.

Le nouveau cabinet, légèrement rajusté – la moyenne d'âge est de soixante ans – comprend treize nouveaux venus sans expérience ministérielle. Il conserve ses piliers, MM. Hashimoto aux finances, Nakayama aux affaires étrangères et Sakamoto comme secrétaire et porte-parole du gouvernement.

Le remaniement a néanmoins permis de faire entrer du sang neuf, notamment pour traiter de deux dossiers particulièrement sensibles étant donné les négociations du GATT : l'agriculture (qui revient à un expert, M. Motoki Kondo) et le commerce international et l'industrie (MITI), confié à M. Eiichi Nakao, ancien ministre de l'agence de planification.

Etant donné une conjoncture défavorable avec l'inculpation de l'ex-directeur de l'agence de l'environnement, M. Inemura, pour fraude fiscale massive, aucun politicien impliqué dans les affaires de corruption découvertes jusqu'à présent ne figure dans le gouvernement.

Afin peut-être de donner une touche de nouveauté à son cabinet, une femme y fait son entrée : M<sup>me</sup> Akiko Santo. Membre du Sénat, cette ancienne actrice, habituée des émissions de variété de la télévision, est la sixième Japonaise à détenir un portefeuille. Elle avait surtout fait parler d'elle il y a quelques mois pour avoir été jouée au golf pendant une session parlementaire. Elle est devenue directrice de l'agence des sciences et techniques. Elle aura, semble-t-il, pour mission de persuader des avantages de l'énergie nucléaire les Japonaises, particulièrement actives dans les mouvements anti-nucléaire.

PHILIPPE PONS

## Les Français sont pessimistes pour 1991

Selon un sondage réalisé par la SOFRES et publié dans le *Figaro* du 31 décembre (1), une majorité relative de Français (41 %) s'attend à ce que 1991 soit « une année plutôt mauvaise ». Quarante pour cent des personnes interrogées sont d'un avis contraire, et 33 % estiment que ce sera « une année comme les autres ». Quarante-trois pour cent des Français jugent d'autre part que l'année 1990 a été « une année comme les autres », 39 % pensent qu'elle a été « une mauvaise année », et 16 % sont d'un avis contraire.

Parmi les événements qui ont marqué cette année 1990, les Français retiennent en premier lieu la réunification de l'Allemagne (74 %), l'invasion du

Koweït par l'Irak (56 %), la libération des otages français d'Irak et du Koweït (46 %), puis enfin la libération de M. Nelson Mandela (34 %) et la démission de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher (27 %). A propos des « personnalités internationales ayant marqué le plus de points en 1990 », M. Mikhaïl Gorbatchev (50 %) devançait nettement MM. Lech Walesa (30 %) et George Bush (27 %). Parmi les personnalités politiques françaises, M. François Mitterrand (34 %) l'emportait devant M. Michel Noir (28 %) et M. Michel Rocard (22 %).

(1) Enquête réalisée du 19 au 22 décembre auprès de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus.

## M. Pinay félicite M. Bérégovoy

Félicité dimanche 30 décembre ses quatre-vingt-dix-neuf ans, M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, s'exprimait, dans un entretien à France-Inter, que l'on enregistrerait actuellement un « déclin de la morale, des mœurs, du civisme et de toute spiritualité ». « Dans ma longue vie, je n'ai jamais vu cela. (...) Je ne suis pas fait pour vivre dans cette société », a-t-il indiqué.

L'ancien président du conseil s'en est pris aux hommes politiques. « Bien reçu » par M. Raymond Barre « qui critique tout et ne propose rien de précis », il a conseillé à M<sup>me</sup> Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac de ne pas se précipiter tant de leurs « situations personnelles » et de « penser un peu à l'intérêt du pays ». M. Pinay, qui fut également ministre des finances du général de Gaulle, a cependant accordé un satisfecit à M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, qui « ne s'en tire pas si mal » et « fait, au fond, la politique économique que je ferais moi-même ». Reprochant aux Français de « vouloir tout de suite », M. Pinay leur a demandé de « se remettre à épargner » car « c'est une nécessité absolue ».

## M. Guidoni (PS) ironise sur la « recomposition au centre »

M. Pierre Guidoni, membre du secrétariat national du PS chargé des relations internationales, l'un des animateurs du courant Socialisme et République, explique, dans un entretien publié par le *Figaro* du lundi 31 décembre que les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, en manifestant publiquement leurs désaccords avec la politique du gouvernement sur plusieurs sujets (statut de la Corse, réévaluation du montant des retraites, crise du Golfe), ont « dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas ». M. Guidoni ajoute que la situation est « suffisamment grave pour qu'on s'explique avant que les décisions soient prises. (...) »

M. Guidoni déclare enfin : « Depuis deux ans et demi, on nous explique que la seule chose importante se passe autour de Solon et Durafour, que la grande idée de la fin du siècle, c'est la recomposition au centre. Ça me rappelle la fable de Perrette et le pot au lait. (...) Il faut valser à 70 % de Français l'idée que la droite et la gauche, c'est pareil. »

les marchés financiers 1990

Bourse de P



Les marchés  
seraient susceptibles  
de déviation d'office

سوق المال

## CHAMPS ECONOMIQUES

## Les marchés financiers en 1990

Malaises

A la veille de la dernière décennie du deuxième millénaire, les malaises des marchés boursiers sont allés croissant. Les investisseurs ont été rapidement tirés de leur euphorie née de l'écroulement du mur de Berlin le 9 novembre 1989. L'essor économique mondial, à peu près ininterrompu depuis huit ans, s'est nettement ralenti, provoquant un alourdissement des valeurs.

L'inévitable cycle boursier de baisse se serait-il amorcé sur fond de récession aux Etats-Unis? Le conflit du Golfe n'a en tout cas fait qu'amplifier la tendance. De plus, en fin d'année, les vents d'Est sont devenus menaçants. La plupart des places internationales ont pâti. Tokyo en tête avec 38,7 % de baisse, Paris 24,14 %, Francfort 21,9 %, Londres 11,2 % et New-York 4,5 %. Seule Hongkong a tiré son épingle du jeu avec 8,5 % de gains.

Partout, le reflux s'est opéré dans des marchés creux, sans aucune panique de la clientèle. La prudence l'a emporté comme l'atteste la frilosité vis-à-vis des marchés boursiers. Ainsi au Kabuto-cho, la moyenne des transactions par séance est tombée à 410 millions de titres cette année (contre près de 600 millions en 1989), son niveau le plus bas depuis 1985. Au palais Brongniart, les échanges quotidiens sur le marché à règlement mensuel ont difficilement franchi les 2 milliards de francs contre 3 milliards en 1989. Et la baisse du volume réel des ordres sur le marché des actions dépasse les 30 %.

Cette désaffection s'explique aussi par de nombreux accidents de parcours. Champion toutes catégories, la Japon, après

l'affaire Recruit Cosmos, à laquelle dirigeants politiques et industriels furent mêlés, a été éclaboussé par de nouveaux scandales boursiers qui ont mis en cause des personnalités bancaires. Aux Etats-Unis, la condamnation à dix ans de prison de Michael Milken, l'inventeur des junk bonds (obligation pommées), et la déconfiture de la société Drexel Burnham Lambert, dont il était devenu presque l'âme, ont sonné le glas d'une époque, celle des OPA faciles.

En Grande-Bretagne, la faillite de Polly Peck, groupe dirigé par l'homme d'affaires chypriote-turc, Asil Nadir, a confirmé la fragilité de ces jeunes et brillantes étoiles de la Bourse au parcours trop fulgurant. En France, le dépôt de bilan de la société de Bourse Tuffier Ravier Py, victime d'une expansion mal maîtrisée, a remis en question la notion de sécurité des produits boursiers.

Enfin, les tensions sur les taux d'intérêt dans le monde se sont conjuguées à la pénurie des disponibilités monétaires et aux difficultés du système bancaire américain. Ne disposant plus des moyens financiers nécessaires à leurs acquisitions, les entreprises ont été nombreuses à se recentrer sur leurs points forts et à s'efforcer de se désendetter. Les marchés paraissent entrés dans une ère de vaches maigres, avec la crainte que le phénomène n'amplifie les turbulences.

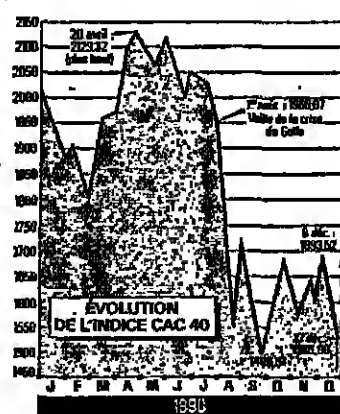
Dossier établi par François Bostravaron, André Dessot, Chantal Dunoyer, Dominique Gallois et François Ranard, avec la participation de Françoise Holtz.

## Bourse de Paris : la fin d'une époque

Après les performances de ces deux dernières années (48 % de hausse en 1988, 33,3 % en 1989 malgré le mini-krach), qui ont effacé le sinistre souvenir de 1987 (-29,4 %), la Bourse française a de nouveau vécu une période agitée et a perdu 24,14 % de sa valeur. A la dépression des premiers mois a suivi une phase euphorique peu avant les premiers jours de mai. Le marché a ensuite sombré dans la léthargie avant d'entrer dans une zone de turbulence dès le mois d'août avec la crise du Golfe.

A la surprise générale, après l'euphorie née de l'effondrement du mur de Berlin le 9 novembre 1989, la hausse n'était pas au rendez-vous de la nouvelle décennie. Au contraire un « krach larvé » venu de Tokyo aux premiers jours de janvier a contaminé la plupart des places mondiales, touchant particulièrement la Bourse française. Le 26 février, au plus fort de la tourmente, la chute par rapport à son niveau de fin d'année dépassait

10 %. Or, paradoxalement, rarement la conjoncture économique ne semblait aussi favorable, avec des prévisions de croissance annuelle dépassant 3 %, une inflation maîtrisée, un franc fort et même une marge de manœuvre à la baisse pour les taux d'intérêt. Les investisseurs étrangers étaient alors les premiers à se réorienter compte du décalage de la situation et procédaient à des investissements massifs dès le milieu du mois de mars. Tant et si bien que pour ne pas rater le train de la reprise, les gestionnaires français le précèdent en marché et amplifiaient ainsi le mouvement. La liquidation d'avril fut particulièrement brillante, s'achevant sur un gain de 11,24 % et un record historique pour l'indice CAC 40. Le 20 du même mois, il culminera à 2129,32 points. Las! Tout a une fin et, se retirant sans crier gare pour investir leur gain sur d'autres places plus attrayantes, comme New-York, les intervenants étran-



gers stoppèrent près de deux mois de hausse. Toutefois, la déconfiture fut progressive et le coup de frein un peu brutal donné par le gouvernement.

Premier coup de semonce, le 9 mai, avec le dépôt à l'Assemblée d'une motion de censure sur la loi d'amnistie. L'imminence du scrutin devait ralentir les initiatives. L'orage passé, l'optimisme revint et la Bourse s'offrit un petit bouquet de hausses. Simultanément, la capitalisation boursière de Paris dépassa pour la première fois de son histoire les 2 000 milliards de francs. Trois semaines plus tard, le 29 mai, le déclenchement d'une offensive sociale par le président de la République, à Auxerre, marquant ceux « qui gagnent de l'argent en dormant », jetait un froid sur le marché. Froid d'autant plus dangereux qu'un député socialiste, M. François Hollande, présentait au même moment un rapport consacré à la fiscalité du patrimoine, proposant d'accroître les plus-values mobilières. Ces propos contribuèrent au ralentissement de l'activité dans un marché affecté depuis quelques semaines par les premières révisions à la baisse des résultats des entreprises et par le chute de Wall Street fin juillet en raison des craintes de récession. La Bourse était donc revenue au point mort (0,02 % depuis le début de l'année) à la veille de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août.

Le coup de force de Saddam Hussein provoqua l'instantané d'un quasi-doublement des prix du pétrole à près de 40 dollars le baril et une chute des marchés boursiers dans le monde entier. Paris n'échappait pas à ce vent d'inquiétude. La journée du jeudi 2 août fut littéralement noire, avec une chute des cours durant la séance de 3,13 % accompagnée d'un gonflement des transactions (3,16 milliards de francs contre 1,66 milliard la veille). La décision du président américain, George Bush, d'envoyer les marines défendre l'Arabie saoudite et de mettre fin à l'escalade expansionniste de l'Irak inquiétait plus qu'elle ne rassurait. La perspective d'un conflit armé provoqua de nouvelles secousses. Mini-krach, débacle, krach mon, chaque commentateur y allait de son couplet pour qualifier la dépression brutale des marchés. Le mois d'août s'achevait sur un score véritablement désastreux, avec une baisse moyenne des cours de 21,95 %. Batlus les tristes records établis en mai 1981

(-21,51 %), après l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République, et en octobre 1987 (-21,19 %), à la suite de la première vague de la crise boursière. Toutefois, celle d'août 1990, à la différence des précédentes, s'est effectuée sans panique, avec peu de transactions.

Dans cette ambiance tourmentée, les reprises éphémères sont parfois aussi très vives. Lundi 27 août, la journée s'illustra par une performance spectaculaire (+5,09 %), la hissant parmi les plus fortes progressions historiques. Jusqu'à la fin de l'année, le marché vivra sous l'emprise des événements du Golfe, et des publications confirmeront le ralentissement de l'économie française et la baisse des résultats des entreprises. Côté valeurs, beaucoup furent littéralement massacrées, notamment Ceras, Michelin, Dassault électronique, Valeo, avec des pertes sur l'année oscillant entre 70 % et 50 %. L'indice CAC 40 tombait à

son plus bas de l'année le 25 septembre (1485,39).

A partir de la fin novembre, l'espoir d'un règlement pacifique provoqua une reprise éphémère avant une nouvelle baisse. Le vote à l'ONU, le 29 novembre, d'une résolution autorisant le recours à la force contre l'Irak si les troupes de ce pays n'ont pas évacué le Koweït le 15 janvier prochain était accueilli avec scepticisme. En revanche, vingt-quatre heures plus tard, l'annonce surprise du président Bush d'envoyer à Bagdad son secrétaire d'Etat et d'inviter le ministre irakien des affaires étrangères à se rendre à Washington provoqua une détente sur les marchés pétroliers, avec un baril retombant sous les 26 dollars, et une flambée des marchés boursiers. Du 3 au 7 décembre, les valeurs progressaient en moyenne de 5,3 % avec un volume d'activité important, et même record pour l'année. Le 6 décembre, les échanges sur le marché à règlement

mensuel dépassaient les 4,4 milliards de francs. Le tassement général de l'activité, l'absence d'OPA à l'exception de la bataille autour de la SAE déclenchée en fin d'année et la cooccurrence vive entre les intermédiaires ont entraîné la poursuite du mouvement de concentration des sociétés de Bourse entre les mains des banques et la réduction drastique de leurs effectifs. L'une d'entre elles, Tuffier Ravier Py, a été même contrainte de déposer son bilan à la mi-juillet, provoquant un véritable traumatisme chez les clients dont les comptes ont été bloqués pendant de longs mois, même après la reprise en septembre de Tuffier par Altus Finance et la Cogespar. Enfin, malgré ce tassement de l'activité, l'UAP a pas hésité à procéder au début d'année à la plus importante augmentation de capital jamais réalisée en France en levant 10,6 milliards de francs. Toutefois, le placement fut mieux accueilli à l'étranger que dans l'Hexagone.

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

COMPARTIMENTS	5 janv. 1990	Plus haut 1989	Plus bas 1990	21 déc. 1990	DNE en %
<b>Indice général de base 100 : 29 décembre 1989</b>					
Valeurs françaises à revenu variable	100,7	104	73,2	74,6	-25,4
Valeurs industrielles	101	103,5	75	75,6	-24,6
Valeurs étrangères	102,6	102,7	76,4	80,1	-19,9
Pétrole, énergie	103,8	136,2	100,0	111,2	+11,2
Chimie	101	101	71,5	74,5	-25,5
Métallurgie, mécanique	98,9	101,1	57,8	57,8	-42,2
Electricité, électronique	102,9	113,1	83,9	93,4	-6,6
Bâtiment et matériaux	101,8	101,8	63,8	63,9	-34,1
Ind. de consommation non alimentaire	99,6	99,6	64,5	64,5	-35,5
Agricole	100	100,4	75,3	76,6	-23,4
Distribution	100,2	117,9	82,5	86,7	-13,3
Transport, loisirs, services	99,8	103,1	69,5	74	-26
Assurances	100,9	113,7	68,1	69,8	-30,2
Credit, banque	100,6	100,6	75,1	78,2	-21,8
Sociétés	99,3	100,5	71,4	80	-20
Immobilier et foncier	100,8	100,9	62,4	64,8	-35,2
Investissement et portefeuille					
<b>Base 100 : 29 décembre 1989</b>					
Valeurs françaises à revenu fixe	98,7	99,5	95	97,2	-2,8
Emprunts d'Etat	99,1	99,7	95,5	97,6	-2,4
Emprunts garantis et assimilés	98,3	99,7	95	97	-3
Sociétés	99	99,3	94,8	97	-3
<b>Base 100 en 1989</b>					
Valeurs françaises à revenu variable	4 626,2	4 777,8	3 362,8	3 427,1	-25,9
Valeurs étrangères	4 799,6	4 804,3	3 574,0	3 747	-21,9
<b>Base 100 : 31 décembre 1981</b>					
Indice général	554,7	564,62	410,18	416,5	-24,9
Produits de base	380,4	429,78	335,57	338,9	-10,9
Construction	532,2	583,63	390,53	399,3	-25
Biens d'équipement	360,2	372,44	243,58	251,6	-30,1
Biens de consommation durables	611,2	616,84	322,76	338,8	-44,6
Biens de consommation non durables	667	686,46	480,94	492,2	-26,2
Biens de consommation alimentaires	366,9	373,15	231,76	246,2	-25,5
Services	556	586,37	428,69	452,1	-18,7
Sociétés financières	679,2	679,25	440,62	459,4	-32,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	587,1	587,17	372,70	373,5	-36,4
Valeurs industrielles	522,4	539,91	394,96	392,1	-24,9
<b>Bourses régionales</b>					
<b>Base 100 : 31 décembre 1984</b>					
Indice général	389,4	389,4	256,4	252,2	-35,2
<b>Second marché</b>					
<b>Base 100 : 31 décembre 1984</b>					
Indice général	227,3	238,4	176,3	176,3	-22,4

## Emissions et transactions : recul des actions

Rasté pratiquement étala en 1989 après une progression de 24 % en 1988, la volume des transactions à la Bourse de Paris a fléchi d'un peu moins de 2 % en 1990, revenant à 3 800 milliards à environ 3 940 milliards de francs. Ce recul est imputable uniquement au marché des actions, qui s'est réduit de 11 %, en raison essentiellement de la crise du Golfe. Cette dernière, au cours du second semestre, a fait baisser à la fois les cours et les transactions. A 640 milliards de francs, les échanges se retrouvaient tout de même bien en-dehors de ceux de 1988 (456 milliards de francs) et coïncidaient donc le bond de 90 % effectué en 1989.

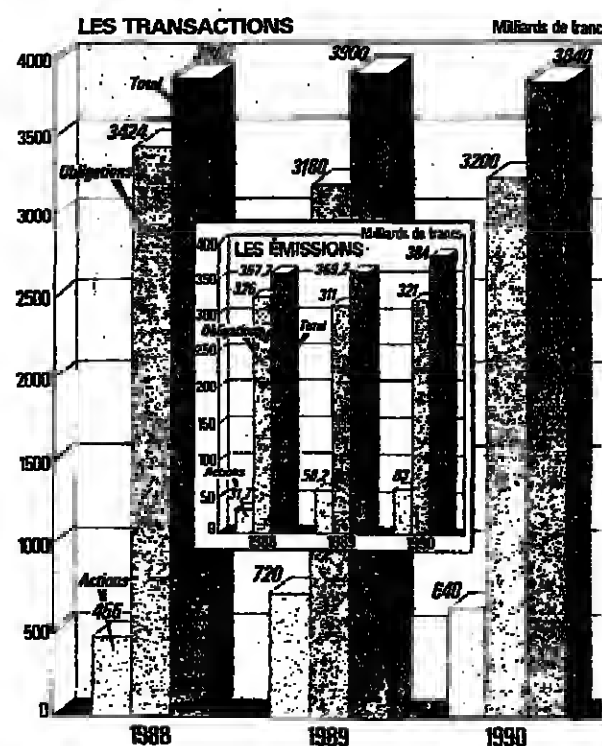
Quant au marché des obligations, en régression de 7 % en 1989, après de très fortes progressions les deux années précédentes, il s'est pratiquement stabilisé à 3 200 milliards de francs. Sur le front des émissions, le volume global a légèrement augmenté, tant sur les obligations que sur les actions. Pour ces dernières, les gros des émissions a été effectué au premier semestre avant la crise du Golfe, à l'exception notamment d'Eurotunnel. Au total, les sociétés françaises auront fait appel à l'épargne publique pour 63 milliards de francs en 1990, contre 58,7 milliards de francs en 1989. En tête vient l'UAP (10 milliards de francs) suivie d'Eurotunnel (5 milliards de francs), du GAN (2 milliards de francs) et Accor (1,9 milliard de francs). Dans ces 63 milliards de francs, 14,7 milliards de francs ont été affectés à la

franca résultent de l'axarcie de bons de souscription et 9,9 milliards de francs de paiements de dividendes sous forme d'actions. Quant aux obligations, le total des émissions a peu augmenté, à 3 212 milliards de francs, contre 3 107 milliards de francs en 1988.

L'Etat aura emprunté 137 milliards de francs en brut. De ce total, il faut déduire les émissions d'obligations assimilables du Trésor pour rembourser les obligations renouvelables (ORT) livrées en paiement pour

13,27 milliards de francs, ce qui le ramène à 124 milliards de francs, contre 97,6 milliards de francs en 1989, et à 116 milliards de francs, si on tient compte des émissions effectuées pour la première fois eu-dessus de leur valeur nominale.

Notons enfin un recul des emprunts à taux variable (-33 %) à 45,6 milliards de francs, et une augmentation des émissions d'obligations convertibles à 21,4 milliards de francs, contre 18,8 milliards de francs.





## Net tassement

tête du conseil de surveillance... Entre-temps, la participation de Paribas dans la Navigation mixte a été ramenée de 40,5 % à 30 % et celle de la Mixte dans Paribas de 12,7 % à 9,7 %. Cette réduction entraine dans le cadre de l'armistice signé entre les deux groupes. De leur côté la Compagnie financière du CIC et la Banque de l'Union européenne ont fusionné donnant naissance à la Compagnie financière de l'union européenne. Le Crédit lyonnais a poursuivi sa stratégie de construction d'une banque à l'allemande. Enfin, Altus Finance (Crédit lyonnais) a lancé une OPA sur la BAFIP.

(1) OPA sur la BAFIP par Altus Finance (248,50 francs par action).  
(2) Attribution gratuite à raison d'1 pour 6.

## Vivement affectées

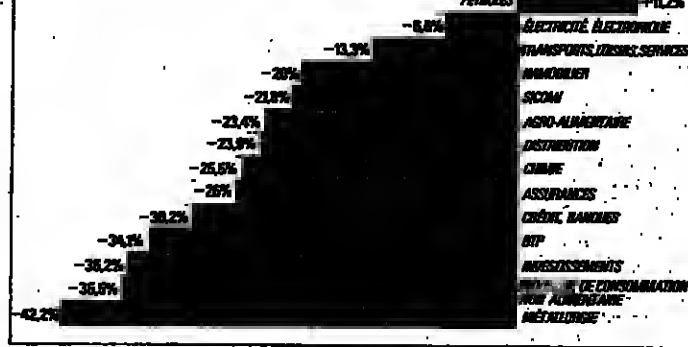
Crédit lyonnais, cherche un acquéreur pour Yves Saint Laurent tout comme pour la SGB dont il a vendu déjà une part à Suez. Cette compagnie financière de la rue d'Astorg a désigné à sa tête le 12 octobre M. Gérard Worms à la suite de la maladie et du décès de M. Renaud de la Génèrière. La perspective de cette succession avait entraîné au sein de l'autorité de tutelle une réaction assez vive. Les valeurs à l'exportation figuraient. Axa s'est ainsi renforcé, portant sa part à 3 %. Enfin, les Chargeurs, après avoir cédé LUF à Air France, ont décidé de se concentrer dans deux domaines, le textile et la communication. Schneider a pris le contrôle, en mars, de la distribution électrique canadienne, pour 1,4 milliard de francs.

### VALEURS A REVENU FIXE

## Nouveau recul

sont passés de 9,30 % au début de l'année à 10 % en fin d'exercice, après une pointe à 10,70 % pour les obligations assimilables du Trésor (OAT) et 11 % pour les autres. Cette tension a entraîné une baisse de 3 % à 4 % sur les titres déjà émis.

هكذا آمن المسلمون



## Augmentations de capital

la législation française sur la participation des salariés à l'Etat pour réduire la part publique de 85 % à 75 %. En évaluant le rapprochement entre Orkem et CFP Total, le groupe d'assurances a augmenté ses fonds propres de 3,6 milliards de francs cette année. Il a d'autre part pris le contrôle de la société britannique Cassin, spécialisée dans le courtage d'assurance. Le groupe a également vu son capital de 4,6 milliards de francs, grâce à des apports de titres de l'Etat (5,45 % de Rhône-Poulenc, 7,5 % de Pechelney et 4,3 % de Total-CFP). Enfin, parmi les assureurs privés, M. Claude Bébéris a achevé la gigantesque opération de restructuration de son groupe. Les assurances de 19 d'anciennes les compagnies Azta Midi Assurances et Midi. La nouvelle entité s'appellera Axa.

- (1) Augmentation de 4,6 milliards de francs de capital par apport de titres détenus par l'Etat, division du titre par deux.
- (2) Absorption de Drouot Assurances, de Paternelle RD, Présence Vie et Présence Assurances. Puis OPEF avec la Compagnie du Midi (4 Axa Midi Assurances pour 1 Axa Midi Vie).
- (3) Division du nominal (5 actions nouvelles de 15 francs pour 1 action de 75 francs).
- (4) Augmentation du capital de 3,6 milliards de francs (2,4 milliards immédiatement et 1,2 milliard à souscrire par service des bons).
- (5) Augmentation du capital de 1,2 milliard de francs (1,2 milliard en 1991).
- (6) Augmentation de capital de 10,6 milliards de francs, dont 4,5 milliards pour le public français. Prix d'émission 62 francs à raison d'1 pour 4.

## A deux vitesses

laquelle CODEC était affiliée ont contribué à l'aggravation des résultats.

Les résultats semestriels des grands magasins sont meilleurs : retour au bénéfice pour le Printemps (57 millions de francs). Au mois de juillet, le Printemps a pris le contrôle des Magasins réunis de l'Est.

Les résultats (avant impôts) du BHV ont quadruplé au troisième trimestre par rapport à ceux de 1981. La société de portefeuilles suédoise Proventus a pris une participation de 19,1 % dans les Nouvelles Galeries et détient 16,5 % du capital du BHV. La Compagnie du Midi a acquis 10 % du capital des Galeries Lafayette au néo-zélandais Ron Lafayette pour un montant de 100 millions de francs. La mise en implantation aux Etats-Unis prévue pour 1991, à New-York.

(1) Emission au prix unitaire de 2 100 F (1 pour 7).

## Seul en tête

mois de novembre, devant la perspective d'éventuelles négociations pour débloquer la situation dans le Golfe conjuguées à la forte production constatée sur les marchés, l'indice redescendait en dessous de 26 dollars. Ces mouvements se sont répétés sur les prix à la pompe, bien sûr, mais aussi sur les bénéfices des compagnies pétrolières, dont les résultats, s'ils ont été moyens au premier semestre, devraient faire apparaître des marges plus confortables au terme de leur exercice.

(1) Nominal porté de 10 F à 100 F, puis ramené de 100 F à 50 F.

## Temps plus difficiles

La nouvelle ZX de Citroën sera lancée à la fin du troisième trimestre 91, qui sera, de l'avis de M. J. Carvet, «une année test». Quoi qu'il en soit, M. F. Saint-Geours, directeur général d'Automobiles Peugeot parie sur une reprise du marché automobile européen à la mi-91.

Peugeot, qui vise la première place en Europe avec 14 % du marché mais en est encore loin, a dû réviser en baisse ses prévisions de bénéfices pour l'exercice écoulé. Selon son président, M. Jacques Calvet, ce bénéfice « sera peut-être un peu moins proche de celui de 1989 (10,3 mil-

## Reclassements

le cas notamment de la fusion de Dumez et de la Lyonnaise des Eaux au cours de l'été. D'autre part, les grands du BTP ont continué à se renforcer à l'étranger. Après l'Espagne et le Portugal, Dumez et GIM Entrepouse ont jeté leur dévolu sur l'Allemagne vivement intéressée par les chantiers liés de la réunification. Il y eut aussi le « raid » initié au début de l'année par le groupe immobilier Peléus sur l'Auxiliaire d'Entreprise, où d'une participation

(1) Division du titre par 4.

Excursions

**RECENTRAGE**

Compartment sh



## CHAMPS ECONOMIQUES

### LE MARCHÉ DE PARIS EN 1990

#### AGRO-ALIMENTAIRE

##### Restructurations

Le compartiment des valeurs agroalimentaires a enregistré une baisse de 23 %, résultat sensible meilleur que la moyenne des autres secteurs.

« Perrier, c'est fou ! » A la suite de la découverte de benzène dans 13 bouteilles aux Etats-Unis, le groupe retire de la vente l'ensemble de son stock d'eau minérale. Coût de l'opération : 200 millions de francs. Malgré l'« effet benzène », le résultat du premier semestre a fait un bond de 115 % (856 millions de francs), en tenant compte des plus-values de cessions réalisées sur les boissons Oasis, Bati et Atoil et de celles de la société Acova (radiateur de décoration).

Un des événements marquants pour BSN a été la cession à LVMH des maisons de champagne Pommery et Lanson pour un montant de 3,1 milliards de francs, cette vente correspondant à la poursuite

de désinvestissements de BSN dans les secteurs où ses parts de marché sont faibles. Ainsi la société a-t-elle vendu la General Biscuit of America au groupe Iovis en août dernier. Le groupe a également effectué de nombreux investissements en Italie, en Europe de l'Est et en Asie.

Avec les dernières acquisitions rachetées au groupe BSN, LVMH contrôle le quart du marché du champagne. Le groupe a porté sa participation dans Guiness à 24 %, une opération de 8 milliards de francs. Afin de s'implanter sur le marché espagnol, LVMH a pris une participation de 10,75 % dans le capital de Loewe SA.

Al début de l'année, Pernod Ricard réussit son OPA sur le groupe australien Wyndham, producteur de vins et rachète par l'intermédiaire de SVF, la maison de cépage bordelaise Alexis Lichine.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Beghin-Say	717	945	601	601
Bouygues	3 238	3 482	2 205	2 205
BSN	760	908	685	738
LVMH	5 380	5 530	3 105	3 430
Olivier	403	455	242,5	242,5
Pernod-Ricard (1)	1 500	1 575	852	937
Saint-Louis B.	1 594	1 645	1 000	1 230
Source Perrier	1 892	1 885	995	1 140
Nestlé	33 000	36 000	26 500	29 480

(1) Attribution gratuite : 1 pour 5.

##### Recentrage

Le secteur de la construction mécanique a fortement pâti du mauvais climat boursier cette année avec près de 43 % de dépréciation des cours.

Parmi les opérations les plus importantes figure la contre-OPA amicale de 11 milliards de francs

deux groupes étant liés depuis longtemps par des participations croisées.

Parmi les autres valeurs de ce compartiment, Dassault-Aviation a encore souffert de la conjoncture et des décisions du gouvernement.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Dassault Aviation	540	729	370	405
De Dietrich	2 226	2 230	1 115	1 470
Facem	1 619	1 980	1 065	1 276
Fichtel-Bauche	1 220	1 475	905	920
Fives-Lille	392	483	195	204
Sagem	1 560	1 705	1 255	1 301
Saint-Gobain (1)	633	670	320	361

(1) Augmentation de capital par absorption de la société Offices (3 actions Saint-Gobain pour 14 Offices).

lancée en avril par Saint-Gobain sur la totalité du capital de Norton. Ce fabricant américain d'abrasifs et de céramiques était alors victime d'un raid lancé par le conglomérat britannique BTR.

Cette acquisition réalisée, les dirigeants de Saint-Gobain ont décrété une pause des investissements jusqu'en 1992, pour réduire l'endettement du groupe.

D'autre part, la Générale des eaux s'est renforcée légèrement dans le capital de Saint-Gobain, les

français de réduire ses commandes d'avions de combat en 1991. M. Serge Dassault, président du groupe, a confirmé le 20 novembre la conversion progressive de son entreprise vers l'aéronautique civile.

Aujourd'hui vouée pour 70 % de son activité au domaine militaire, où Mirage et Rafale occupent la meilleure part, Dassault espère d'ici à 1995 travailler à 60 % pour l'aviation d'affaires et le secteur spatial.

##### Compartiment sinistré

Le compartiment de la consommation non alimentaire fait partie des grands sinistrés de l'année 1990 en Bourse avec une perte de l'ordre de 36 %.

Afin de mettre en échec d'éventuels raiders, DMC a mis en place un pacte d'actionnaires qui défend 30 % du capital de la société de textiles.

Par ailleurs, DMC et Unilika, l'un des premiers groupes japonais du textile négociant en fin d'année un accord pour l'implantation en France d'une société conjointe de production de fibres textiles synthétiques.

Epilège de l'OPA ratée par Valéo en 1988, Michel Thitery, l'un des principaux fournisseurs d'Epéda Bertrand Faure a pris une participation significative dans le groupe, en accord avec M. Pierre Richier, PDG d'Epéda (10 %).

Lechaire, filiale du groupe, a pris la dénomination de Bertrand Faure, holding qui contrôle désormais Epéda et Mérinos pour la lingerie, Delsey pour les bagages, Rastier Figeac pour l'aéronautique et Bertrand Faure pour les sièges auto-

mobiles. En Allemagne, Bertrand Faure Automobiles a pris le contrôle de Reotrop, deuxième fabricant allemand de sièges pour automobiles.

Hachette, candidat autrefois malheureux au rachat de TF 1, a obtenu du CSA la reprise de la Cinq, devenant aux côtés de M. Silvio Berlusconi le principal actionnaire de cette chaîne (25 %).

M. Yves Sabonnet s'est installé

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Bic	803	800	439	540
CMB Packaging	240	239	95	106
DMC	586	668	305,2	306
Epéda (1)	1 380	1 400	841	908
Esilor (2)	3 011	609,8	250,1	303
Groupe de la Cn	730	945	580	664
Hachette	415	488,9	140	152,5
L'Oréal (3)	4 834	581	405	493,9
Sis Rosignol	1 060	1 115	645	725
Sommer Alibert	2 560	2 232	835	1 250

(1) Augmentation de capital par absorption d'actions Lechaire.  
(2) Division du nominal par 5.  
(3) Division du nominal par 10.

##### Activité soutenue

Le secteur des services, très diversifié dans sa composition, n'a pas trop mal tiré son épingle du jeu, ne cédant que 13,6 %, soit la troisième « meilleure » performance de la Bourse. Pour Accor, l'année 1990 devrait être bonne, avec un bénéfice de l'ordre de 800 millions de francs, selon les prévisions des responsables du groupe. En tête des groupes mondiaux de l'hôtellerie, Accor a acquis la première chaîne américaine d'hôtellerie économique, Motel Six, pour 7,2 milliards de francs. Victime de ses succès, la chaîne cryptée Canal Plus a dû suspendre pendant trois mois ses abonnements en raison

210 banques qui financent ce projet. En effet, le coût des travaux a augmenté de 50 % par rapport aux prévisions. Le consortium a réalisé à la fin du mois de novembre une augmentation de capital de 5,66 milliards de francs. Un an après l'introduction des titres Eurodisneyland à la Bourse de Paris, les dirigeants comptent accélérer la deuxième phase du projet, le MGM studio dont ils prévoient l'ouverture en 1995.

Europe N° 1 qui a pris cette année 51 % du capital de Multiplex Conseil, première société dans le

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Accor (1)	908	1 077	623	680
Bic	640	729	258	267
Canal Plus	768	993	738	850
Cap Gemini (2)	500	490	326,10	358
Club Méditerranée	710	793	380,20	475
Eaux (Générale des) (3)	2 356	2 760	1 981	2 221
Lyonnaises des Eaux-Dumez (4)	589	755	421	496
Europe 1	1 082	1 449	841	1 134
Euro Disneyland	92,20	117	73,30	95,50
Enrobés (5)	57,85	61,85	30,20	36,80
Sodexho	745	772	375	495

(1) Augmentation de capital : 1 000 F à raison de 1 pour 10.  
(2) Augmentation de capital : attribution d'actions gratuites 1 pour 10.  
(3) Augmentation de capital : émission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions pour 4,5 milliards de francs.  
(4) Fusion Lyonaise-Dumez : 4 Lyonaise des Eaux pour 3 Dumez.  
(5) Augmentation de capital : 5,6 milliards de francs, prix unitaire 28,25 francs. Droit préférentiel à raison de 3 nouvelles pour 5 anciennes.

d'une pénurie de décoteurs. En Scandinavie, le groupe a acheté 25 % de la chaîne à péage SF Sacco.

La Générale des Eaux s'attend pour 1990 à un bénéfice de 2,2 milliards de francs. Par sa filiale Immobilière Phénix, le groupe s'est lancé dans l'hôtellerie en rachetant le patrimoine parisien de Jeandot (20 hôtels).

La Lyonaise des eaux, devenue Lyonaise des eaux-Dumez, depuis sa fusion au cours de l'été avec le numéro deux du BTP va se consacrer sur ses activités prioritaires (environnement et aménagement). La parité d'échange est de 4 actions nouvelles pour 3 Dumez. Les actions Dumez seront cotées sur le marché au comptant jusqu'au 31 janvier 1991.

Le Club Méditerranée, dont l'exercice s'est achevé le 31 octobre, devrait réaliser un bénéfice net de 365 millions de francs (+8 %). Fort du succès de son paquebot Club Med One, le premier groupe mondial de vacances, le Club Méditerranée a commandé un second paquebot à voiles. Le groupe de M. Trigano a signé un accord mondial avec American Express, valable cinq ans, aux termes duquel les deux sociétés se consacrent mutuellement à certains d'avantages dans le monde.

Cap Gemini Sogit, groupe de services informatiques, a poursuivi sa politique de croissance externe en rachetant tout à tour la principale société britannique de services informatiques Hoskyns, la société allemande SCS et la firme américaine United Research (64 % de capital).

Peu de semaines avant que la première jonction du tunnel sous la Manche soit réalisée, la société Eurotunnel a obtenu un prêt complémentaire de 21 milliards de francs des

marketing téléphonique, a mis le cap sur, les pays de l'Est en signant, notamment, un accord de partenariat avec la radiotélévision soviétique afin de créer une radio commerciale à Moscou. Le groupe s'est également implanté en Tchécoslovaquie.

Pour Sodexho, premier groupe de restauration collective, le projet d'alliance avec les Wagons-Lits s'est soldé à l'automne par un échec. Grâce notamment à une réduction des contrats en Amérique du Nord, le bénéfice net du groupe a augmenté de 17 % pour l'exercice s'achevant le 31 août, pour atteindre 151,5 millions de francs.

#### CHIMIE

##### Turbulences

Après quatre années superbes, l'industrie chimique s'est fait secouer en 1990 dans d'assez fortes turbulences dues aux violents cisaillements du vent conjoncturel créés, d'un côté, par la chute du dollar, de l'autre, par la hausse des matières premières et des prix de l'énergie. Conséquences : ses revenus et, surtout, ses bénéfices, ont fortement baissé. Sa croissance, de 5 % en 1989, s'est littéralement effondrée (+0,5 %).

Toutes les entreprises du secteur ont souffert, à commencer par les géants allemands (Hoechst, Bayer, BASF) et britanniques (ICI), dont la masse des profits a, en moyenne, diminué de 20 %, avec, ponctuellement, des creux à plus de 40 %.

Rhône-Poulenc, le numéro un français, a été d'autant moins épargné, que le rachat de la firme pharmaceutique américaine Rorer, à laquelle sa division « Santé » (Mérieux excepté) a été rattachée au début de l'été - l'ensemble est devenu le sixième fabricant mondial de médicaments - a pesé sur les comptes du groupe nationalisé, tant par son coût que par les frais de restructuration. Combien de malchance : la filiale brésilienne, maintenue par le plan Collor, a encore subi de lourdes pertes. Le président J.-R. Fourtou espère néanmoins, qu'après l'important déficit attendu pour 1990, le retour aux bénéfices se fera en 1991. En attendant, Rhône-Poulenc réduit son dividende.

En même temps, les 35 % de Roussel-Uclaf, détenus par l'Etat, ont été transférés au groupe chimique national, qui, pour régler la facture, a augmenté son capital de 4,7 milliards de francs. L'émission ayant été réservée à son grand actionnaire, le groupe se retrouve donc débiteur de cette

somme à l'Etat. Pour clore le chapitre Roussel-Uclaf, ajoutons que la firme du boulevard des Invalides se porte toujours comme le Pont-Neuf, mais, à cause du mauvais temps et du rachat de plusieurs petites entreprises européennes, la progression de ses profits (+40 % en 1989) s'arrêtera net, après un espoir initial de les voir encore monter de 10 %.

Notons la disparition d'ORKEM (ex-Cdf-Chimie) dont les actifs ont été répartis entre Total-Chimie et ATOCHEM (Elf).

Devenu numéro un mondial des vaccins (30 % du marché) après le rachat du canadien Connaught, Mérieux va encaisser de plein fouet la baisse du dollar. Ses bénéfices devraient diminuer de 47 %. L'Institut avait tablé sur 1 milliard de francs de cessions d'actifs. Il n'y a pas eu pour 700 millions et les plus-values ont manqué pour arrondir le résultat.

Superbe et indifférent, L'Air liquide traverse une fois de plus la crise d'un pas nonchalant. Le géant mondial des gaz industriels a placé ses pions en ex-RDA et s'apprête à décaisser près de 1 milliard de francs pour renforcer son implantation au Japon, à installer aussi en Corée et à Taiwan.

Arjomari s'est rapproché de la firme britannique Wiggins Teape Appellon (WTA) et forme avec elle un nouveau grand de la papeterie européenne, pesant 26 milliards de francs de chiffre d'affaires, qui devrait être capable de mieux résister à l'offensive scandinave et japonaise. Ainsi Arjomari-WTA couvrira à lui seul 25 % des besoins français en papier d'impression.

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Arjomari (1)	3 090	3 185	1 510	1 579
L'Air liquide (2)	680	723	529	625
Instytut Mérieux	6 180	6 200	2 713	3 160
Roussel Uclaf	2 220	2 380	1 606	1 925
Sasol	1 130	1 164	651	730

(1) Augmentation de capital à 188,8 millions de francs pour paiement dividende et absorption de Papeteries Canson et Montgolfier.  
(2) Gratuite : 1 pour 10.

#### MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

##### Plus résistant

Parmi les traîneurs à la fin de l'année précédente, le matériel électrique a été cette fois-ci le secteur de la cote qui a le mieux résisté en 1990. Les entreprises, dont les actions le composent ne se sont, il est vrai, pas trop mal tirées d'affaire.

Devenue Alcatel-Alsthom-CGE, l'ex-CGE devrait, au dire de son président, dégager un résultat net de 12 % pour un chiffre d'affaires en hausse de 5 %. Le groupe reste actionnaire à 44 % de Framatome revenu dans le giron de l'Etat.

Malgré l'incidence des événements du Golfe, Matra s'attend à maintenir, voir à améliorer un peu, ses bénéfices pour l'exercice écoulé

(605 millions de francs part du groupe pour 1989). La firme dirigée par M. Lagardère est devenue le premier actionnaire de Silex et le fournisseur de VAL à la RATP pour la future ligne METEOR.

Avec de l'avance sur le calendrier, Siemens, déjà propriétaire de 51,6 % d'IN2, a fini en octobre de racheter à loterie technique le reliquat de sa participation, soit 16,6 %.

Delest, Intertechnique a fait son entrée dans la distribution électrique aéronautique en prenant le contrôle à 76 % du holding SOFIECE, maison mère de la Société française d'études et de constructions électromécaniques (ECE) par rachat des parts de fondateurs (31,5 %) ainsi que des 34,5 % détenus par Elf, Total et Gaz ocfan.

L'Electronique Serge Dassault est devenu Dassault Electronique. La firme bat de l'aile et s'attend à un résultat courant en très sensible diminution, dans une fourchette de 100 à 130 millions de francs. Cette détérioration des comptes est notamment due à la forte progression de la branche « études et développement », qui représente maintenant 40 % du chiffre d'affaires. Selon les spécialistes, un rapprochement avec Aérospatiale serait inéluctable.

Mouloex, c'est fini. M. Mantel, fondateur et président du groupe, a définitivement pris sa

retraite à la mi-décembre. Il a passé le flambeau au directeur général, M. Roland Darmanin, mettant ainsi un point final à la guerre de succession entre ce dernier et M. Michel Vannoreberghe, ancien directeur administratif et financier, licencié à l'automne, mais qui a porté l'affaire sur la place publique et devant les tribunaux. Peu avant Noël, le rachat de la firme allemande Krups (1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires) était à peu près acquis. Cette opération coûterait 500 millions de francs à Mouloex, dont 150 millions pour la restructuration de la firme allemande.

Le groupe Thomson enregistra pour 1990 un résultat très inférieur aux 497 millions de francs de l'année précédente. La branche « électronique grand public » restera déficitaire, et Thomson-CSF, à cause des provisions à effectuer en prévision des effets de la crise du Golfe mais aussi pour les sociétés mises en équivalence (la finance marquée au Crédit lyonnais), verra ses bénéfices baisser de 18 %. Thomson-CSF va, selon son président, M. Alain Gomez, devoir s'adapter à une baisse d'activité chiffrée à 20 % ou trois ans, de telle sorte que ses résultats puissent quand même augmenter.

Oo prête au groupe Thomson l'intention de se séparer de sa branche « électroménager ».

Valeurs	Fin 1989	Plus haut	Plus bas	Fin 1990
Alcatel-Alsthom	530	656	455,10	545
CSEE	389	412	150	150,10
Dassault Electronique	475	510	138	162,70
Intertechnique (1)	1 830	1 531	930	1 070
Labinal	1 245	1 295	721	875
Legrand	3 750	4 645	3 110	3 414
Matra	393	420	202	212,10
Menin-Gerlin (2)	4 980	665	445	465
Mouloex	148	154	70	75,80
Radiotechnique	549	733	307	316
SEB	1 140	1 380	990	1 210
Sextant Avionique	644	730	486	500
Thomson-CSF	153	155	87	117,50

(1) Attribution gratuite : 1 pour 5  
(2) Division par 10.

**Le Maître « Intégration de la production dans l'entreprise »** organisé par l'école d'ingénieurs ENSIB de Bordeaux offre encore quelques places.

Formation de haut niveau pour des industriels - Ouverture sur l'Europe - Obsolescence contrôlée - Possibilité de soutien financier par l'industrie ou la formation continue.

Pour tous renseignements : **ENSEIB**

Secrétariat du MASTRE I.P.E. 351, cours de la Libération 33405 TALENCE CEDEX Tél. : 58-84-85-30

**CAPELOU** Distributeur 37, Av. de la République 75008 PARIS Tél. 48.57.46.35 Métro : PARENTHEUS



## CHAMPS ECONOMIQUES

## LES PLACES ÉTRANGÈRES EN 1990

## TOKYO

## Dégringolade

Après sept années de hausse ininterrompue, le Kabuto-cho est en 1990 littéralement descendu aux enfers. Mais faut-il vraiment s'en étonner après plus d'un quinquennat de la capitalisation boursière (+440 %) depuis 1983 ? A la fin de 1989, les augures s'étaient montrés assez optimistes. Il y avait de quoi. Après une nouvelle poussée de hausse de quelque 30 %, l'année s'était achevée en apothéose avec un nouveau record d'altitude pour l'indice Nikkei, parvenu à moins de 3 % de la barre des 40 000 points, avec aussi une capitalisation de 24 140 milliards de francs, sans précédent dans l'histoire boursière du monde, à ce point supérieure de 30 % à celle de Wall Street et de près de quinze fois à celle de Paris.

Quand même, la célèbre pythie des années 70, Milton Friedman, avait flûté la fin d'une époque. « Tokyo ira tôt ou tard vers un terrible krach », avait-il prédit au début de 1990. Sans de l'histoire ou pur hasard ? L'âge d'or était bien fini. Le marché nippon en eut un avant-goût en janvier avec une première baisse de 5 % environ. Mais nul ne s'en préoccupa trop. Les élections législatives étaient proches et possédaient des problèmes d'éthique au Parti libéral démocrate (LDP) ou pouvoir avec des rumeurs de nouveaux scandales dans l'entourage du premier ministre, M. Nakasone. En même temps, un frisson rose parcourait la classe politique et d'ailleurs, apprécié dans les milieux financiers. Ajoutons à ces bruissements électoraux les menaces contre la perestroïka évoquées par les troubles survenus en URSS. Mais, après tout, la robustesse de l'économie suffisait encore à calmer les appréhensions. La psychologie de baisse ne commença vrai-

ment à saisir la Bourse tokoyote qu'à la mi-février, après la victoire ou peu trop nette du LDP. Il n'y eut pas même le coup de chapeau rituel. Au contraire, on liaisoit avec les craintes d'une reprise de l'inflation et d'une hausse des taux, la tendance continue de s'alourdir sans discontinuer jusqu'à la fin de la première semaine d'avril. Dans l'intervalle, la Banque du Japon avait relevé son taux d'escompte de 1 point pour le porter à 5,25 %, le yen s'était passablement déprécié et le marché obligataire avait donné la réplique à ces événements monétaires en s'alourdisant. Le 6 avril, la baisse des actions dépassait 25 %, et plus de 1 000 milliards de dollars étaient ainsi partis en fumée depuis la fin de 1989. Tokyo avait-il touché le fond ? La réunion du G7 le 8 avril ne répondit pas aux espoirs. Les ministres des pays industrialisés se bornèrent à reconnaître que la chute de la monnaie nipponne pouvait avoir des effets indésirables. Le yen en fut un court instant soulagé, puis reploqua après l'annonce d'une augmentation de 11,6 % de la masse monétaire en mars. La Bourse fit de même, et, en fin de mois, elle s'était dépréciée de 30 %. C'est alors que M. Mieno, gouverneur de la Banque du Japon, chercha à rassurer en déclarant que le yen et les actions avaient atteint un plancher. Sentiment prémonitoire ? En tout cas, la monnaie japonaise remonta, la Bourse aussi. La reprise fut encouragée par la baisse des taux et les déclarations de soutien à la monnaie japonaise faites à l'occasion du nouveau G7. Malgré la nouvelle augmentation de la masse monétaire pour avril (+13 %), elle se prolongea jusqu'à la mi-juin. La confiance était-elle revenue ? Ou le

crut un instant. Tout plaçait pour la bonne conjoncture économique, l'annonce d'un PNB de 5 % pour 1989, les nouvelles rassurantes venues du front des 1 031 sociétés cotées avec un accroissement moyen de 18 % des chiffres d'affaires trimestriels, l'éloignement de la menace d'inflation, l'adoption, enfin, du premier budget sans déficit depuis quinze ans. Fragilisé quand même le Kabuto-cho mit la pédale douce dans l'attente de la réunification monétaire allemande et de la confirmation d'une stabilisation des taux et des parités. Avec une oreille toujours aux aguets des nouvelles venues des États-Unis, il passa la première moitié de juillet à reprendre doucement son ascension et la seconde à consolider ses positions. L'éclatement de la crise dans le golfe Persique, début août, ne lui laissa pas le temps de reprendre son souffle. Cueillette par surprise, parce qu'aussi le Japon se dépendait à 100 % de l'extérieur pour ses approvisionnements en pétrole (l'Irak et le Koweït pour 12 %). La Bourse tokoyote s'effondra littéralement. Et fin août après une dégringolade de 25 % des cours, une atmosphère de fin du monde régnait sur le parquet. Le marché n'avait pas encore bu la cafée jusqu'à la fin. A l'issue d'un mois de septembre noir, l'indice Nikkei se trouvait à 50 % en dessous de son niveau de fin 1989. Pour tenter d'éviter un nouveau carnage, le gouvernement japonais encouragea les ventes de titres des particuliers obligés de solder leurs opérations à terme. M. Hashimoto, ministre des finances, décida au pied levé, le 1<sup>er</sup> octobre, de réduire les taux de couverture, d'autoriser les compagnies d'assurances de porter de 5 % à 7 % de leurs actifs les placements

co Tokkin (fonds à performances rapides) et de réduire la durée des séances de Bourse. L'effet produit fut magique, et la séance du 2 octobre restera gravée dans les annales avec une hausse historique de 13,2 %. Le yen en profita pour se réapprécier et, après le désarroi, le calme revint un peu. Le marché se reprit à grimper, mais à retrouver un certain équilibre, pour voguer au gré des nouvelles venues du Proche-Orient. Le bilan d'octobre fut positif, mais celui de novembre négatif malgré l'entrée du Japon dans l'ère Heisei (accomplissement de la paix) avec la montée sur le trône du nouvel empereur Akihito. Le mois de décembre faillit, lui, être brillant, avec une remontée d'environ 10 % des indices en liaison avec la libération des otages détenus en Irak et les prévisions de croissance (+4 %) pour 1991. Las ! La démission inattendue du chef de la diplomatie soviétique, alliée au facteur technique, éroda assez brutalement une bonne partie des gains. A la fermeture rituelle du marché cinq jours avant la fin de l'année, le Nikkei évoluait aux alentours de la cote 24 000, quand, un an plus tôt, les augures avaient sérieusement prévu qu'il se situerait entre 43 000 et 44 000 points. Belle dégringolade. Mais tout a-t-il été dit ?

Valeurs	Cours fin 1989	Cours fin 1990
Alai	897	565
Bridgestone	1 690	996
Casio	1 830	1 380
Fuji Bank	3 630	2 350
Honda Motors	1 830	1 250
Matsushita Electric	2 240	1 390
Mitsubishi Heavy	1 660	970
Sony Corp.	64	6 000
Toyota Motors	2 540	1 720

## La livre dans le SME...

Avec 11,3 % de baisse, la Bourse de Londres a mis un terme en 1990 à une décennie jaguée, dont l'apogée fut, sans conteste, l'année précédente avec 31 % de hausse. Curieux retour de l'histoire ou signe prémonitoire : elle avait reculé d'autant en 1979 avant de commencer son ascension.

Singulièrement, l'année avait commencé sur une note optimiste. La première séance avait même laissé entrevoir l'accession à de nouveaux sommets. De fait, le 3 janvier, l'indice Footsie des cent grandes valeurs industrielles avait battu tous ses records d'altitude en atteignant la cote 2 463,7. Mais ce ne fut bientôt qu'un pleur souvenir... Les quatre semaines qui suivirent furent toutes orientées à la baisse. Londres attendait la mi-février pour renouer avec la hausse. Éphémère. La semaine suivante, dans le sillage de la Bourse de Tokyo, le Stock Exchange tombait à ses plus bas niveaux depuis trois mois. La publication du budget, au mois de mars, laissa les analystes londoniens sur leur faim : ils attendaient un tour de vis qui aurait permis de juguler l'inflation, et de redresser la balance des paiements. Las ! Le budget adopté, très neutre, ne devait pas empêcher les attaques contre la livre avec la persistance des incertitudes économiques. Les indicateurs publiés en avril confirmèrent la morosité affichée par la place britannique. La forte expansion de la masse monétaire, l'aggravation de la balance des paiements et l'augmentation sensible des prêts bancaires : tous ces facteurs embriés firent chuter l'indice Footsie à son plus bas depuis six mois. Cette période devait être aussi marquée par les premières manifestations contre la poll-tax (impôt local par tête) et les craintes d'une victoire de l'opposition aux prochaines élections. La hausse ne réapparut qu'au mois de mai, avec la défaite des conservateurs aux élections locales, jugée moins forte que prévu : ce qui, aux yeux des boursiers, constituait un test favorable pour le gouvernement. Elle se poursuivra jusqu'à la mi-juin. Avec le retour de l'été, l'indice des cent grandes valeurs afficha, une fois n'est pas coutume, son plus haut niveau depuis six mois sur des bases d'été de la livre dans le SME. Cette possibilité d'ouverture le moteur d'une reprise qui s'effectuera, calmée, jusqu'à la fin juillet.

L'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, mit un terme à cette progression. La flambée des cours du pétrole

brut qui s'ensuivit posa lourdement sur l'indice (composé à 16 % de valeurs pétrolières). Pour couronner le tout, les résultats semestriels des entreprises se révélèrent souvent décevants, avec en plus des prévisions annuelles de baisses et, révisées à la baisse. Le cherté persistante du crédit et le ralentissement économique firent le reste. Et, à la fin du mois d'août, la place londonienne toucha son plus bas niveau depuis dix-huit mois. Elle rebondit, toutefois, début septembre. Pas longtemps cependant, et, à la fin du mois, l'indice dégringola de nouveau pour revenir en deçà de ses niveaux de février 1989. Durant la première semaine d'octobre, l'entrée, tant attendue, de la livre dans le SME favorisa l'embellie. Plus de 7 % de hausse, dont 3,5 % pour le seul jour de l'annonce. Cello-ci n'est pas vraiment de suite. Les séances suivantes s'ajoutèrent jusqu'à la mi-novembre, avant que ne s'installe une réaction timide et peu envaincante. La démission de M<sup>re</sup> Thatcher fit sardoniquement des difficultés. Pour une bonne raison : la City n'avait jamais beaucoup aimé la « dame de fer ». La promesse de M. John Major de revoir la poll-tax et d'abaisser éventuellement les taux d'intérêt rogna la moral du marché. Elle venait d'afficher, pour la dernière semaine du mois, une hausse de 5 %. L'annonce de la libération de tous les otages détenus au Koweït et, en Irak, avant Noël, la détente des prix pétroliers, le succès de la privatisation des compagnies d'électricité mirent un peu de baume sur le cœur de la City en cette fin d'année. Mais cet optimisme ne sera pas suffisant pour faire oublier durablement tous les problèmes que connaît l'économie britannique.

Valeurs	Cours fin 1989	Cours fin 1990
Bovest	4,37	4,80
BP	3,53	3,31
Chubb	4,35	4,12
Courtesy	3,78	3,38
De Beers	10,62	10,50
Glaxo	7,78	8,42
ICI	11,22	8,88
Glaxo	14,88	14,88
ICI	11,22	8,88
Roche	10,20	6,57
Shell	4,89	4,58
Unilever	7,17	6,83
Vickers	2,07	1,87

## NEW-YORK

## Interrogations

Les « gourous » de Wall Street auraient-ils senti le vent venir ? La plupart avaient annoncé dès les premiers jours de janvier que la nouvelle décennie boursière pourrait bien se situer à l'opposé de la précédente. Pour commencer, la première des années 90 a mis un terme au cycle boursier inauguré en 1985 en s'achevant sur une note parfaitement ternie. L'indice Dow Jones a perdu au terme de ces douze mois près de 4,5 %. Depuis le milieu des années 80 et jusqu'à la fin de l'année dernière, la progression moyenne annuelle de ce baromètre avait été de 25 % avec une parenthèse en 1987 et 1988 (+4 % et +11,8 %). L'arrivée de la récession et la menace grandissante constituée par le poids de la dette des entreprises et des banques expliquent en grande partie cette inversion de température. Pour couronner le tout, la crise du Golfe, déclenchée par l'invasion du Koweït par l'Irak, a soufflé le chaud et le froid selon les déclarations belliqueuses ou apaisantes de ebaneux des protagonistes.

« Recession or not recession ? » Autour du Big Board la même question est revenue languissante. Aux premiers jours de janvier, aucun des indicateurs économiques ne permettait de dégager une véritable tendance. Les mauvais résultats trimestriels de grandes entreprises telles IBM ou Alcoa pesaient sur la tendance et incitaient à la prudence. Attentisme d'autant plus vif que l'ensemble

des places boursières internationales vivaient depuis les deux premiers mois de l'année une période de déprime, troublée par les fortes secousses de la Bourse de Tokyo et les tensions sur les taux d'intérêt. Wall Street fluctuait alors au gré des indices économiques et des sautes d'humeur de sa rivale le Kabuto-cho. Au même moment, les États-Unis retrouvaient leur titre de première Bourse mondiale que les Japonais leur avaient ravie voici exactement trois ans, lors des fêtes de Pâques 1987. Bénéficiant de la baisse des cours des valeurs nipponnes et de la dépréciation du yen, la Bourse de New-York reprenait l'avantage, sa capitalisation boursière en actions s'élevait à 13 018 milliards de francs contre 13 018 milliards pour celle de l'Empire du Soleil-Levant.

La progression des valeurs reprendra en mai et s'effectuera alors de manière régulière jusqu'au 16 juillet. Ce jour-là le Dow Jones flirtera avec les 3 000 points, s'inscrivant finalement au niveau record de 2 999,75 points. Pris de vertige, Wall Street à la surprise générale réagira brutalement quelques jours plus tard. Le 23 juillet, la Bourse de New-York enregistrait une forte secousse perdant 3,8 % d'entrée de jeu. Elle se ressaisissait ensuite et parvenait à réduire ses pertes terminant la journée avec 1,94 % de baisse. Ce troo

d'air provenait de l'accumulation de « belles », pas toutes mauvaises mais souvent contradictoires voire décevantes.

L'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, et le spectre d'un deuxième choc pétrolier à l'effacement fait chanceler toutes les places financières internationales. Par secousses successives, le Dow Jones est tombé à son plus bas de l'année le 11 octobre (2 365,10) perdant ainsi 18,4 % depuis le début des tensions dans le Golfe. Mais l'activité à chaque fois est demeurée raisonnable et aucune panique n'a pu être décelée. La crainte d'un conflit long et entêtant du fait de l'envoi de plus de 250 000 marines en Arabie saoudite a été le malaise de marchés financiers d'autant que les indicateurs économiques n'étaient pas encore bien orientés. Les marchés s'installaient alors dans une « logique de guerre ». Cette crainte se dissipait momentanément après la résolution de l'ONU votée le 29 novembre autorisant l'utilisation de la force dès le 15 janvier, si l'Irak n'avait pas quitté le Koweït. Au même moment, le « Raik » de Bagdad décidait de libérer les 3 000 otages occidentaux tandis que le président américain, M. George Bush, proposait des négociations. Les cours du pétrole passés de 20 dollars à plus de 40 dollars entraînaient pour revenir sous les 26 dollars. Aux États-Unis, l'année se finissait avec une légère détente des taux d'intérêt, pour limiter les effets d'une récession immoite. Aux premiers jours de décembre ATT, le numéro un mondial des télécoms, jetait son dévolu sur le constructeur d'ordinateurs NCR. Il proposait 6 milliards de dollars (30 milliards de francs) pour réaliser cette opération jugée isomale. Quelques jours auparavant, le japonais Matsushita s'était allié à l'un des fleurons d'Hollywood, MCA Universal, pour élever 6,2 milliards de dollars. Le nouveau propriétaire de la Metro Goldwyn Meyer, M. Giancarlo Pirelli, faisait immédiatement une surechère.

En dehors de ces raids boursiers déclarés en fin d'année, Wall Street a connu une année très calme en raison, sans doute, de la disparition des junk bonds (obligations pourries), l'uno des moyens de financement les plus prisés et les plus risqués de ces dernières années. Signe des temps, l'inven-

teur de ce produit, M. Michael Milken, héros des années 80, a été condamné à dix ans de prison ferme, assorti de trois ans de mise à l'épreuve et de 1 800 heures par an de travaux au service de la communauté après l'expiration de son incarcération et ce pour une période indéterminée. Cette « peine exemplaire » rendue le 21 novembre était accompagnée du versement d'une amende de 600 millions de dollars (3,2 milliards de francs), un niveau record dans les annales de Wall Street. Contre M. Milken, quatre autres ans, était reproché d'avoir enfreint la législation boursière lorsqu'il était chez Drexel Burnham Lambert à la tête du département junk bonds. Six chefs d'accusation étaient retenus contre lui notamment celui d'avoir effectué des transactions illégales et des délits d'initiés avec M. Ivan Boesky. Alors que son procès débutait au mois d'avril, M. Boesky, cinquantetrois ans, « héros » du scandale boursier qui avait secoué l'Amérique en 1986 sortait de prison le 4 avril, bénéficiant d'une libération conditionnelle. Condamné à trois ans de détention et à 100 millions de dollars d'amende en décembre 1987.

Un troisième événement, la chute le 13 février d'un des grandes firmes d'investissement new-yorkaise, Drexel Burnham Lambert contribua à clore l'époque faste des années 80. Cruel destin : Drexel a été victime de l'invention d'un de ses salariés : les junk bonds.

Valeurs	Cours fin 1989	Cours fin 1990
AET	74 1/2	58 3/4
Alu	45 5/8	30 7/8
Boeing	58	46
Chase Man. Bank	34 3/4	11 1/8
De Post de New York	123 1/4	17 1/2
Eastman Kodak	40 3/4	41 7/8
Exxon	50 1/8	50 3/8
Ford	43 5/8	25 3/4
General Electric	64	57 5/8
General Motors	42 1/4	35
Goodyear	43 3/4	17 1/2
IBM	94 1/8	114
ITT	58 7/8	48 5/8
Mobil Oil	62 1/2	57
Pfizer	69 7/8	81
Schlumberger	49	55 5/8
Texaco	58 1/2	57 7/8
U.S. Corp. de l'Alaska	170 1/2	110
Union Carbide	23 3/8	18
USX	35 5/8	30 1/4
Westinghouse	73 3/8	27 7/8
Xerox Corp.	57 1/4	35

## Bourrasque

Après deux années brillantes et 88 % de hausse, la première Bourse d'Allemagne a travaillé en 1990 une zone de très mauvais temps. Passablement ballottée, elle a néanmoins réussi à limiter un peu les dégâts. Après un creux de 26 %, sa baisse a finalement atteint 21,9 %. L'unité retrouvée après quarante-cinq ans de séparation est apparue dangereuse aux investisseurs avec les retombées à redouter d'une économie orientale en plein délabrement. Venus se greffer sur les incertitudes créées par la perspective d'un redressement beaucoup plus long que prévu, la crise du golfe Persique a été assez durement ressentie outre-Rhin. En définitive, le seul frein à la baisse a été constitué par une conjoncture toujours excellente : forte est de constater qu'il a bien fonctionné. Y avait-il le moindre doute dans les milieux financiers sur la faillite du communisme dans l'ancienne RDA ? En tout cas, avant d'être levé à la fin du premier trimestre après l'éclatant succès électoral de la droite, qui ouvrait la porte au processus de rapprochement, il avait le marché allemand très volatile, le contraignant à suivre pendant les trois premiers mois un parcours en dents de scie, quand même ponctué par une hausse de 7 %.

La tendance boursière durant le printemps et jusqu'au début de l'été ne fut pas moins hantée, cette fois à cause des événements de Lituanie, mais aussi des incertitudes sur les modalités de l'union monétaire et sur les négociations salariales engagées dans la métallurgie. Mais, avant la mi-temps, le marché allemand fut quand même moins beureux. Tous les gains du premier trimestre furent reperdus et fin juin il se retrouvait pratiquement au niveau de la fin 1989. Pas longtemps cependant. Réalisée le 2 juillet sur une base paritaire, l'union monétaire fut en

définitive bien accueillie par les investisseurs. Un rapport très encourageant de l'OCDE sur les faibles risques d'inflation et de hausse des taux en Allemagne finit de convaincre les sceptiques. Tout le terrain perdu au printemps fut presque regagné. L'invasion du Koweït par les troupes irakiennes début août, avec, à la clé, la flambée des prix du pétrole, laissa littéralement prostré le marché allemand, qui commençait d'ailleurs par se rendre compte, avec la brusque montée du chômage et l'aggravation du déficit public dans l'ex-RDA, que la réunification n'allait pas être indolore. Ce n'est rien de dire que la dégringolade fut vertigineuse, puisque entre le 3 août et la mi-novembre la baisse ne cessa pratiquement pas d'exercer ses effets, pour atteindre 26 %. La victoire des conservateurs aux élections du 2 décembre et, simultanément, l'apparente volonté du président Bush et de son homologue irakien Saddam Hussein d'essayer de négocier avant d'en découdre ramenant le calme et la hausse reprit. Las ! Avec le refus de Bagdad de se laisser dicter un rendez-vous pour recevoir le chef de la diplomatie américaine et, surtout la démission inattendue de M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, évoquant la menace d'une dictature, la Bourse prit derechef une bonne douche.

Valeurs	Cours fin 89	Cours fin 90
AET	386	301,20
BASF	300	291
Bayer	315,50	215
Chemiebank	306	228
Deutschebank	543	402,50
Hoechst	291	218,50
Karstadt	663	607
Mannesman	375	272
Siemens	725	596
Volkswagen	543	339

## D'UNE PLACE A L'AUTRE

Places	Fin 1989	Fin 1990	%	Plus haut	Plus bas
Amsterdam CBS AU SHR...	202,8	167,2	-17,5	206,3	165,6
Bruxelles BSE	6 476,39	4 973,87	-23	6 599,43	4 939,99
Tokyo Nikkei	38 915,87	23 848,71	-38,7	38 712,88	20 221,86
Frankfurt DAX 30	1 790,37	1 398,23	-21,9	1 968,55	1 334,89
Milan SCI	687,44	519,4	-24,4	763,52	500,67
Zurich SBI	760,6	639,5	-16	845,5	613,4
Hongkong Hang Seng Bank	2 836,57	3 078,21	+ 8,5	3 539,89	2 738,24
New-York Dow Jones	2 753,20	2 629,21	- 4,5	2 999,75	2 365,10
Londres (FT - SE 100)	2 434,1	2 160,4	-11,2	2 463,7	1 990,2
Paris CAC 40	2 001,08	1 517,93	-24,14	2 129,32	1 485,39

Journal du 1<sup>er</sup> Jan 1991



SPORTS

Le treizième Paris-Tripoli-Dakar

# Priorité à la navigation et à l'endurance

Le pilote finlandais Ari Vatanen, en volant d'une Citroën ZX, a remporté dimanche 30 décembre à Pérignat-sur-Allier (Allier) le prologue du treizième rallye Paris-Tripoli-Dakar. Le Français Laurent Cherbonnel, sur une moto Kawasaki 650, a confirmé sa réputation de « roi des prologues » dans la catégorie des deux-roues. Lundi 31 décembre, les quelque quatre cents véhicules engagés dans l'épreuve devaient embarquer sur des bateaux à destination de la Libye, où la course africaine doit prendre son véritable départ.

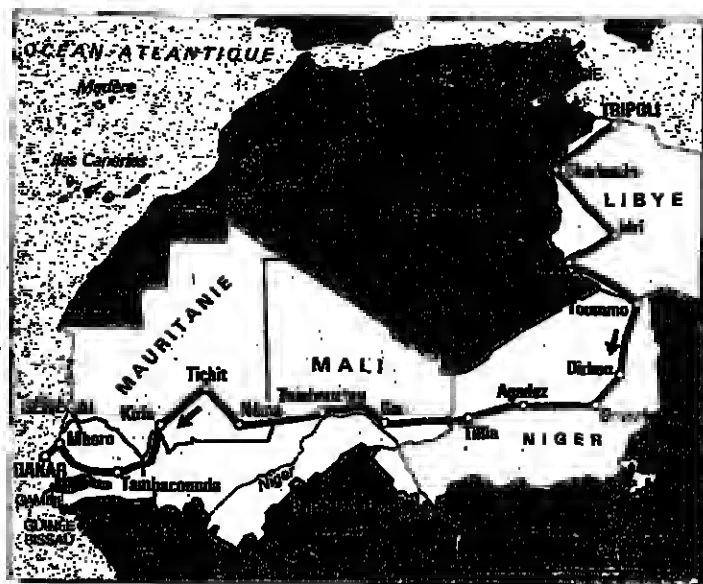
MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Le logotype officiel du rallye ne comporte pas, cette année, de millésime. Le chiffre treize est chargé de trop de symboles pour une épreuve où la superstition demeure toujours présente. Les quatre cent six engagés (autos, motos et camions) ont ainsi pu emprunter en toute sérénité la nationale 7 pour rejoindre Marseille même si, pour quelques malchanceux, la course s'est terminée avant le vrai départ. C'est ainsi que le Suisse Clay Regazzoni, ancien pilote de formule 1, a dû abandonner quelques minutes après avoir quitté Vincennes à la suite d'une rupture de joint de culasse.

Les habitués, comme les nouveaux, savent pourtant que le périple en France n'est rien à côté des difficultés qui les attendent de l'autre côté de la Méditerranée. Avant de rejoindre les rives de l'océan Atlantique, le 17 janvier, les concurrents doivent traverser près de 9 000 kilomètres de dunes et de pistes africaines. Les pilgès du Ténéré ainsi que les passes sablonneuses de Mauritanie sont au programme d'une épreuve de quatorze jours.

Le parcours est un peu moins long que l'an passé, et le nombre de pays traversés réduit à cinq, mais, assure Gilbert Sabine, le directeur de l'épreuve, « les difficultés seront au rendez-vous ». Le père du créateur de la course hivernale a choisi de privilégier, pour cette édition, la navigation et l'endurance. Les concurrents emprunteront des pistes nouvelles sur près des deux tiers du trajet. « Des pistes qui passent dans des paysages somptueux, mais sont totalement



inconnues des concurrents. Les navigateurs auront donc de l'ouvrage pour trouver leur chemin.

Et ce qui concerne l'endurance, les organisateurs ont prévu quatre étapes marathons. Ils nomment ainsi des parcours de navigation qui se terminent par un regroupement dans un parc où aucune équipe d'assistance ne sera admise. « J'ai agi ainsi dans le souci de retrouver un certain esprit qui était en train de se perdre sur le Paris-Dakar », explique Gilbert Sabine. Selon lui, les démonstrations magnifiques de remise en état des voitures par l'équipe des professionnels de chez Peugeot « c'était superbe à voir, ce n'est pas contre le règlement mais est-ce bien ce que souhaitait Thierry ? ».

Les mécaniciens n'auront pas la possibilité de reconditionner les véhicules à l'arrivée de ces étapes. Les pilotes seront donc obligés de conduire en ménageant les embrayages et les transmissions pour être sûrs de repartir le lendemain.

## Amateurs exploités

Les pilotes des grandes marques se trouveront, pour quelques soirs, à égalité de chances avec les pilotes privés. « Si l'on désire que les amateurs continuent à venir sur notre épreuve, il faut leur donner une chance, non pas de gagner, mais de briller. Je suis persuadé que dans certaines étapes marathons il y aura

## « Un étalage de mauvais goût », selon les Verts

Le rallye a toujours suscité des protestations d'associations qui reprochent aux organisateurs de traverser des pays pauvres sans respect pour les populations. Ces critiques, mises en avant par les membres de l'association Pa'dak, sembleraient s'estomper depuis quelques années.

Mais des militants du parti écologiste ont pris le relais des traditionnels opposants. Les Verts estiment que le rallye

Paris-Tripoli-Dakar est « un étalage ostentatoire de fric et de mauvais goût dans les contrées qui comptent parmi les plus pauvres de la planète ».

Vendredi 28 décembre, des membres de ce parti ont déclaré que « ce culte au veau d'or automobile est d'autant plus mal venu cette année que des soldats américains et français risquent de sacrifier leur vie pour le contrôle occidental d'un pétrole bon marché ».

quelques surprises », affirme le directeur de TSO.

Le pompon est accroché à la grande loterie de la chance pour les petits, les sans-grade, toujours dissimulés derrière les Citroën, les Mitsubishis ou les Lada. Eux ne viennent pas en Afrique pour honorer des contrats mirifiques ou pour permettre à une marque de gagner de nouveaux clients. Ils ont entendu, un jour, cet appel du désert, qui leur a fait tout sacrifier pour trouver le véhicule capable de les mener le plus loin possible dans cette course vers l'inconnu.

Après la recherche de généreux parrains pour financer le coût de leur expédition, ils ont couvert leur véhicule d'autocollants multicolores. Ils ont payé leurs droits d'inscription et versé leurs écus à Africart pour avoir le droit d'avaler un bouillon chaud et de manger des rations en boîte de conserve, le soir, lorsque la nuit et le froid rendent le désert si inhospitalier. Peu importe les conditions de vie et les « galères » à venir, ces hommes et ces quelques femmes ont enfin réalisé leur rêve : ils sont en route pour le rallye.

Si les amateurs d'aventure sont aussi nombreux que l'an passé dans la catégorie des véhicules, leur nombre a beaucoup diminué chez les motards. Le risque est certes plus grand pour les cavaliers des sables. Seuls, souvent isolés avec leur lourde machine, ils doivent affronter les difficultés du parcours avec un faible espoir de se classer à la hauteur des motards d'usines qui disposent d'engins spécialement préparés et d'une assistance importante. Le souvenir de Pierre-Marie Poli, qui a toujours pas repris connaissance après sa chute de l'an dernier, a aussi découragé plus d'un candidat à la course.

« Ils ont autant de mérite que les autres », assure Gilbert Sabine. Ils en ont souvent beaucoup plus car ils sont bien moins armés. Certains concurrents sont exploités par des transporteurs de moutons ou de poutres. Les prix demandés pour assurer l'assistance sont onéreux. Le directeur de la course déclare qu'il faudra « trouver des solutions » à cette situation. En attendant ces lendemains prometteurs, les inconnus ont confié leur moto aux marins d'un bateau italien. Eux n'ont pas eu droit aux images des petits écrans, réservées aux tonneaux de la Lada de Patrick Tambay. Ils attendent l'Afrique pour tenter de « faire mieux que l'an dernier, de dépasser Agadez ».

SERGE BOLLOCH

## Le plan de sauvetage des Girondins de Bordeaux devrait être connu cette semaine

Le plan de sauvetage des Girondins de Bordeaux, qui devait être dévoilé lundi 31 décembre par M. Jean-Pierre Derosse, vice-président de la chambre de commerce de Bordeaux et médiateur dans la crise des Girondins, n'a pas encore été présenté au procureur de la République. M. Derosse se veut pourtant optimiste et assure que ce plan sera officialisé dans les jours prochains. Il affirme avoir trouvé des partenaires susceptibles de sauver un club dont le déficit comptable s'élevait à 242 millions de francs au 30 juin 1990. Dans le cas contraire, le club devra déposer son bilan et être rétrogradé en seconde division en fin de saison.

L'opticien Alain Afflelou, du fin novembre à la présidence des Marine et Blanc, a confirmé son intention de déposer le bilan « après le tiré des confiseurs ». En marge de cette affaire, M. Derosse

fait l'objet d'une inculpation pour « escroquerie » à la suite d'une plainte déposée par dix-huit commerçants bordelais mécontents de l'organisation, en juillet dernier, de l'étape girondine de la course des grands voiliers (le Monde daté 30-31 décembre).

Le maire de Nancy demande un audit sur la situation financière du club de football. Le maire de Nancy, M. André Rossinot, a commandé un audit sur la situation financière de l'AS Nancy-Lorraine (ASNL), à la suite des difficultés de trésorerie que connaît actuellement le club lorrain. L'ASNL, dont les joueurs n'ont pas été payés depuis deux mois, aurait besoin de dix-sept millions de francs avant la fin de la saison, selon M. Gérard Parentin, élu président après l'éviction de M. Jacques Brzezinski (le Monde du 25 décembre).

## CARNET DU Monde

### Naissances

Martine et Francis CULLIER-CANTILLON, Sarah, Nathanaëlle et Anaïs ont la joie d'annoncer la naissance de

M<sup>me</sup> Raymond Bensimon, Sa fille. Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond BENSIMON, officier de la Légion d'honneur, ancien élève de l'École polytechnique.

Les obsèques auront lieu le mercredi 2 janvier 1991.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 15 h 15.

M<sup>me</sup> Marie-André Savin, Ses cinq enfants, Et ses onze petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père.

M. Robert SAVIN, Ingénieur civil des Mines, croix de guerre, officier de l'Ordre national du Mérite, officier de l'Ordre de Léopold, officier de l'Ordre de la Dynastie Alaouite, président de la Confédération générale marocaine,

décédé le 28 septembre 1990.

La cérémonie religieuse a été célébrée, lundi 28 décembre, à 11 heures, en la chapelle de Gély, à Saint-Béat (Haute-Garonne).

### Erratum

La famille de Georges NIOBEY, rappelle que le service religieux aura lieu le jeudi 3 janvier 1991, en l'église Saint-Lambert de Valenciennes, suivie de l'inhumation au cimetière de Socrus.

344, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

### Anniversaires

Le 1<sup>er</sup> janvier 1987, nous a quittés

Jean BARTON.

« L'amour transcende les blessures du vivre ».

Nous n'oublions pas.

Un pensée affectueuse pour

Nicole TAITZ

et sa maman

Madeleine TAITZ.

### Soutenances de thèses

Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le samedi 12 janvier, à 14 heures, salle Bourgas, M<sup>me</sup> Canova, épouse Marie-Claude Green : « L'Autisme français et l'Angleterre, ou le discours paradoxal. L'image de l'Angleterre dans les diversissements littéraires de cour en France au dix-septième siècle ».

Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 12 janvier, à 14 heures, salle 113, galerie J.-B. Dumas, M. Bernard Legros : « Néovets. Recherches sur les jeunes grecs dans l'Égypte ptolémaïque et romaine ».

## RELIGION

Cent ans de théologie à l'Institut catholique de Paris

## Le nouveau visage de « l'intelligence de la foi »

L'UER de théologie et de sciences religieuses de l'Institut catholique de Paris vient d'organiser un colloque pour marquer la fin des manifestations qui ont célébré, cette année, le centenaire de la Faculté de théologie parisienne. L'occasion, pour les théologiens, toutes confessions chrétiennes confondues, de restituer leur rôle dans une société sécularisée.

Peut-être est-ce parce qu'ils gardent gravée en tête l'inscription de Troqueville : « *Messieurs les théologiens, allez à l'essentiel !* », qu'ils discernent avec tant d'acuité les ambiguïtés de leur tâche. Pas facile, en effet, d'être théologien au vingtième siècle, dans une société sécularisée, laïque, et de se trouver coincé de surcroît entre les rappels à l'ordre doctrinaux qui émanent du Vatican (I) et l'exigence d'une fonction critique qui aiguisent les réalités quotidiennes. Entre foi et raison, entre parole divine et vérité humaine, le théologien demeure toujours entre deux eaux, parfois entre deux chaises.

Que peut donc bien signifier aujourd'hui « l'intelligence de la foi » ? « Surtout pas porter une idéologie de plus sur le marché », explique le Père Jacques Audinet, professeur à l'UER de Paris. Les théologies dites prophétiques, par exemple, s'enferment dans des redondances, des répétitions et finalement s'adressent à des « convaincus ». Au contraire, « l'intelligence de la foi », c'est avant tout ne pas renier la culture, ambiante, les moyens de communication, ne pas fuir les sciences humaines : la foi étant entendue comme postulat de base.

Ainsi, selon l'expression du Père Henri de La Motte, directeur du Centre de la Faculté de théologie à Paris, « les facultés de théologie doivent être des lieux où le sens s'articule dans les langues d'aujourd'hui ». « C'est à nous, précise le Père Joseph Doré, doyen de la Faculté de théologie de Paris, d'offrir la communicabilité des données de la foi. Alors que le magistère devrait être plus préoccupé de sa propre communication... ».

## Un rôle social

C'est donc à l'aune de cette articulation (acte croyant et fonction critique) que se dessine le rôle social du théologien. Bien défini en général à l'étranger, celui-ci reste encore flou dans l'Hexagone, où la séparation de l'Église et de l'État renvoie l'institution religieuse à ses seuls problèmes internes. Aux États-Unis, il n'est pas rare qu'on fasse appel aux spécialistes de l'intelligence de la foi pour tenter de donner des éléments de réponse à des faits de société. En Allemagne, les facultés de théologie se remplissent d'étudiants qui se préparent à l'enseignement de la religion dans les collèges. Outre-Rhin, il n'est pas rare de voir un professeur de langues enseigner également la théologie.

En France, ce rôle social prend timidement forme. Récemment, des cadres d'Electricité de France se sont tournés vers des membres de l'Institut catholique de Lyon pour jeter les premières bases d'une réflexion en vue d'élaborer une éthique du nucléaire. Sous la houlette du recteur Gérard Defois, aujourd'hui archevêque de Sens-Auxerre, l'expérience constituait une première.

Parallèlement, le nombre d'étudiants en théologie universitaire

progresses constamment. La demande des laïcs est peut-être plus forte encore, comme en témoigne le succès des formations qui s'adressent spécifiquement à eux, telle la « formation C » de la « CATHO » de Paris, créée voici vingt ans. La formation C regroupe actuellement 274 élèves (20, sur sept années d'études. C'est d'ailleurs sur ces laïcs — et sur les autres religieux — que comptent désormais les théologues catholiques pour renforcer le gros de leurs troupes.

A terme, l'image grand public de ces spécialistes de l'intelligence de la foi, encore attachée au cliché de la fronde, devrait donc s'en trouver modifiée. « L'importante scolarisation féminine, remarque par exemple le Père Doré, amènera sans doute l'Église à repenser certains de ses modes de fonctionnement ».

Autant de petits signes avant-coureurs qui, si l'on ajoute les prises de position de nombre de théologiens sur des questions de bioéthique, risquent de placer un peu plus la théologie en porte-à-faux avec la doctrine du magistère. Déjà, défendant pied à pied leur liberté de conscience et refusant l'intimidation, certains théologiens, notamment outre-Rhin, brandissent le spectre de la crise.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Une instruction du cardinal Ratzinger, prêt de la congrégation pour la doctrine de la foi, portant sur la « vocation ecclésiale du théologien », avait dénoncé en juin dernier le « magistère parallèle » des théologues, par opposition au magistère que constitue l'autorité doctrinale du pape et des évêques (voir le Monde du 29 juin). En mars 1989, un « sermon de fidélité » leur avait été imposé.

(2) Voir le Guide des formations théologiques édité par la revue *Il est une foi* (Éditions Tempus présent).

## EN BREF

Le satellite Spot-1 prend sa retraite. Le satellite français de télédétection Spot-1 a cessé toute activité opérationnelle, lundi 31 décembre. Lancé le 22 février 1986, il avait été conçu pour fonctionner deux ans et demi. Une durée de vie portée à près de cinq ans, bien que, depuis juillet dernier, une panne de l'enregistreur de bord ait limité ses capacités. Maintenu sur son orbite, il fera l'objet d'études dans le courant du second semestre 1991. Son successeur, Spot-2, lancé en janvier 1990, a été mis en service en mars. Spot-3, en cours de fabrication, sera prêt à la suite, en cas de besoin, dans six mois, indique-t-on au CNES.

Noté de travail pour les cosmonautes soviétiques. — Noël, qui, pour les orthodoxes, tombe le 7 janvier, ne sera pas un jour de repos pour Victor Afanassiev et Moussa Manarov, à bord de la station Mir depuis un mois. Les deux cosmonautes préparent en effet pour ce jour-là une sortie dans l'espace afin de tenter de réparer l'écouille du module Kvant-2 de la station. — (Tass.)

Évasion masquée à la prison d'Avignon. — Quatre détenus de la maison d'arrêt d'Avignon (Vaucluse) ont été interpellés samedi 29 décembre sur le toit de la prison alors qu'ils tentaient de s'évader. Les prisonniers avaient réussi à creuser, en quatre heures, le mur de leur cellule à coups de pieds de lit, puis étaient parvenus à gagner le toit de l'établissement à l'aide d'une échelle de corde.

Rectificatif. — Contrairement à ce qui a été expliqué dans l'article sur « Les maux de l'orthographe » (le Monde daté 30-31 décembre), la simplification des pluriels de noms composés n'aboutit pas à écrire des « *pré-Dieux* », mais des « *pré-Dieu* », le deuxième composant étant un nom propre.

Le satellite Spot-1 prend sa retraite. Le satellite français de télédétection Spot-1 a cessé toute activité opérationnelle, lundi 31 décembre. Lancé le 22 février 1986, il avait été conçu pour fonctionner deux ans et demi. Une durée de vie portée à près de cinq ans, bien que, depuis juillet dernier, une panne de l'enregistreur de bord ait limité ses capacités. Maintenu sur son orbite, il fera l'objet d'études dans le courant du second semestre 1991. Son successeur, Spot-2, lancé en janvier 1990, a été mis en service en mars. Spot-3, en cours de fabrication, sera prêt à la suite, en cas de besoin, dans six mois, indique-t-on au CNES.



## CULTURE

## MUSIQUES

## Dieu merci, c'est lundi

Les Happy Mondays viennent de Manchester.  
Ils pillent l'histoire du rock pour faire la pop d'aujourd'hui

## MANCHESTER

de notre envoyé spécial

En d'autres temps, le G-Mex de Manchester était un atelier de réparation de locomotives. Un gigantesque hangar de briques et d'acier, où l'on soignait le système circulatoire de l'Angleterre victorienne. Aujourd'hui le G-Mex accueille les monstres du rock, devant douze mille spectateurs. Ce soir-là, les locataires de la scène sont des enfants du pays, les Happy Mondays. Dans la salle comme sur scène tout à l'heure, les attitudes informelles, sweat-shirts aux teintes approximatives, coupes de cheveux au bol ébouriffé.

A l'entrée, un DJ local remet les pendules à l'heure : Manchester 1990, bourse music, producteurs de DCA qui balisent la salle, le G-Mex se fait à l'image de l'Hacienda, la boîte de Manchester qui fut, il y a déjà quatre ans, le berceau du nouvel hedonisme fait de rock, de boogie, de soirées interminables nourries de bière et d'ecstasy, adjuvants indispensables à la vie nocturne de l'ex-capitale du coton. De toute façon, on fera la grasse matinée. « Si on n'aime pas travailler, il n'y a pas mieux que Manchester », on n'y trouve pas de travail. C'est la plaisanterie favorite de Shaun Ryder, le chanteur des Happy Mondays. Et si ces lundis-là sont somnolents, c'est que, au contraire de ceux de Claude François, ils sont tous chomés.

Jamais, depuis l'explosion punk, le rock ne s'est prêté d'aussi bonne grâce à l'analyse sociologique qu'à Manchester depuis 1987. Voici les vrais cofrères de la crise, qui n'ont connu qu'elle (la moyenne d'âge des Happy Mondays tourne autour du quart de siècle), ont appris à vivre avec. Encore mieux, des Happy Mondays n'ont aucune envie de se réapproprier le discours qui les entoure. Ils s'écabassent d'un « bouscasse » d'époules ou d'un « n'importe quoi » de potache.

## Aux marges du rock

Leur système de défense est simple, ils ne l'ont pas fait exprès : « Nous nous sommes réunis dans une chambre, je ne sais plus chez qui, pour faire de la musique, parce qu'on ne savait pas quoi faire d'autre », c'est la genèse des Happy Mondays selon Shaun Ryder. « Personne n'est obligé de nous croire, mais la première fois qu'on nous a proposé de faire un concert, on a refusé parce que c'était trop emmerdant ».

Heureusement, la bonne âme qui s'était intéressée au devenir du groupe a persisté, les a fait jouer dans les clubs de Manchester et les a mis en contact avec Factory Records. C'était sur Factory que Joy Division puis New Order avaient défié le son de Manchester pour les années 80 : funéraire et dégoûtant. Mais les Happy Mondays n'étaient pas faits pour se conformer avec cette image.

« Je me suis retrouvé à écrire les textes et à chanter parce que c'est ce que je faisais le moins mal », explique Shaun Ryder. Selon le même principe, son frère Mark s'est mis à la basse. Restait un bon à rien, mais trop bon copain pour qu'on le vire. Bez est sur



Deux des Happy Mondays : Shaun Ryder (chant) et Bez.

scène à chaque concert, il danse en agitant des maracas inaudibles, il assiste aux séances d'enregistrement et aux interviews et met parfois son grain de sel, il fait partie du groupe, de la tribu, de la légende. Cette légende s'est bâtie autour de l'ecstasy, de soirées légendaires à l'Hacienda et d'un look d'une banalité bon marché arboré avec arrogance. Les Happy Mondays sont paresseux, ils tiennent à ce que ce se sache. Lors d'une visite promotionnelle à Paris, ils ont débarqué à l'aéroport sans Shaun Ryder qui avait la veille trop forcé sur les petites pilules. Le même se vantait récemment dans le magazine anglais Q d'avoir annulé du jour au lendemain un concert organisé à San Francisco parce que le groupe préférait rester à Los Angeles.

Reste que personne n'a jamais dansé sur un phénomène de société, ni sur une image. Les Happy Mondays ont trouvé leur son, dans les profondeurs du rock. Voleurs impénitents qui revendiquent leurs emprunts, ils agglomèrent des styles qui n'auraient

jamais dû se croiser. Ces derniers mois, Shaun Ryder a adopté Donovan. L'ex-métro d'été des années 60 assure les premières parties du groupe et la chanson qui porte son nom sur le dernier album Pills'n Thrills and Bellyaches (capsules, extases et coliques) est construite autour d'extraits de son Sunshine Superman.

Dès leur premier album, Michael Jackson, en tant qu'éditeur des Beatles, avait fait interdire *Demmo* qui empruntait un peu trop librement à *Ob-La-Di Ob-La-Da*. En plus des classiques, les Mondays font preuve d'une fascination pour des individus beaucoup plus douteux, David Essex ou Carl Douglas (*Kung Fu Fighting*, qui défigurait les juke-boxes vers 1974), voire les Bay City Rollers, tous ces coups de lit-parade qui florissent aux marges du rock.

*Pills...* est sorti au bout d'un an de silence, occupé par l'inévitable tournée aux États-Unis et les frénétiques déplacements pour les fêtes de Noël. *Kinky Afro*, qui ouvre l'album, est une excellente introduction au

petit monde des Happy Mondays : le refrain est emprunté à *Lady Marmalade* de Labelle, la voix de Shaun Ryder ondule paresseusement sur une rythmique lourde et souple. Il suffit de l'écouter une fois pour l'assimiler. Car ces charognards ont aussi le tour de main qui transforme le matériau d'origine en un objet à nul autre semblable, une chanson immédiatement reconnaissable. Peut-être qu'à force de travail, ils pourraient devenir les rois de la pop internationale. Mais la force de travail les perdrait leur qualité de Happy Mondays.

Quand même Tony Wilson, le patron de Factory, croit assez à leur destin pour avoir confié la carrière mondiale du groupe à Polygram. Et les Happy Mondays, qui jurant ne voir aucune différence entre un club de Manchester et une salle de dix mille places, seront à l'heure quand ils viendront à Paris, en février.

THOMAS SOTINEL  
► Pills'n Thrills and Bellyaches : Factory/Bardic.

## DANSE

## L'absence des héros

Angelin Preljocaj dirige le Lyon Opera Ballet dans le « Roméo et Juliette » de Prokofiev

## LYON

de notre envoyé spécial

Qui aurait pu penser que Roméo et Juliette laisseraient leurs âmes au vestiaire ? Jour de première, jour de vœux : le trac a eu raison des deux amants, interprétés par Nathalie Delaunay et Nicolas Duhoux.

Le costume de Juliette conçu par Enki Bilal, virginal certes, mais qui découpe le haut des cuisses, dessinant une poitrine tout en pointe avec têtes en relief, accorde le paradoxe auquel repose ce *Roméo et Juliette* : enfance et *Kama-sutra*. Ce parti pris, très fort, de montrer l'innocence de la passion, la recherche aveugle des corps, lutte avec le concept de base : transposer l'histoire dans un pays de dictature, où la classe des militaires, à laquelle appartient Juliette, écrase celle des vagabonds, dont est issu Roméo.

Trop, c'est trop ! Nathalie Delaunay réussit pourtant son entrée : elle traverse la scène, sorte de jeune héros qui se défile et éprouve, face à ses nourrices, la fragilité de ses longues jambes. Irrépressible aussi quand elle essaie d'échapper au destin qu'elle pressent, tout entière réfugiée dans ses bras qu'elle croise sur ses épaules, tête penchée. Le duo qui suit le réveil des deux amants après leur première nuit, lascif à son tour, est repris par quatre couples, vêtus de collants couleur chair, qui progressivement se mettent à l'unisson des gestes et des postures des deux amoureux. Moment superbe, éclairé de main de maître par Jacques Chastel.

Où aime tout autant l'idée du voile écarlate qui a le pouvoir d'endormir Juliette, et elle, tendue comme un arc rouge, renversée sur une chaise, tandis que Roméo tente

de la réveiller. Émouvant aussi, son dernier geste d'amour quand elle s'écroule avec les dents les mains de son amant mort pour les lui croiser sur la poitrine. On s'aperçoit alors combien le chorégraphe a développé le rôle de Juliette. En comparaison, celui de Roméo est bien pâle. Mention spéciale à Hachme Bahiri, excellent danseur, très à l'aise et crédible dans le rôle de Mercutio.

Le décor d'Enki Bilal, lourde et haute machinerie de surveillance, oppresse et contraindrait les corps : les portes pour les entrées en scène sont étroites, empêchant les danses venues des coulisses. La chorégraphie n'utilise pas toutes les possibilités de ce décor. Et la dramaturgie est parfois le point faible de cette création.

Le *Roméo et Juliette* d'Angelin Preljocaj pose une question : un chorégraphe de formation et d'esprit contemporain peut-il communiquer son style à des danseurs exclusivement entraînés au classique ? Quand Preljocaj régit *Noëls*, d'après Stravinski, avec ses propres danseurs, sa réussite est incontestable.

Où salue l'ambition du créateur, qui, à chaque nouveau ballet, se lance un défi. On regrette qu'il ne soit pas allé jusqu'au bout de l'audace chorégraphique qui caractérise ses précédentes œuvres. Toutefois, son talent joint à celui de Bilal, lui permet de s'en sortir avec les honneurs. Le public a longuement applaudi.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Auditorium Maurice-Ravel, Lyon. Le 31 décembre, à 20 h 30. Tél. : (06) 78-28-08-50. Caen, Théâtre municipal, les 25 et 26 janvier 1991, à 20 h 30.

## THÉÂTRE

## Mozart à Prague

Le *Voyage de Mozart à Prague* est d'abord une très belle nouvelle du poète allemand Edouard Mörike (1804-1875). En compagnie de sa jeune épouse (d'une infinie patience en ce qu'elle supporte les extravagances amoureuses de son seigneur et maître), Mozart part en voiture pour Prague, où il va achever d'écrire, et diriger, son opéra *Don Juan*.

Il fait halte dans un village, en fin d'après-midi. Sa femme se repose à l'auberge. Mozart, moins fatigué, se promène, entre dans le parc d'un château, s'assied près d'un oranger, se laisse aller à rêver, imagine une ligne mélodique qui lui manquera, cueille une orange sans y penser... Le jardinetier survient, s'adonne de voir son oranger « détrepillé », va prévenir les châtains : ils savent par cœur des pages de Mozart.

Faisant un retour sur lui-même à propos de l'orange cueillie, Mozart se souvient d'un événement de son enfance. Et, par un jeu de correspondances affectives, des petites choses, des petits contes s'enchaînent. C'est un texte tout à fait étrange, magique : les images, les odeurs, la douceur de l'air sont physiquement présentes, lorsque vous lisez.

Nicolas Bataille présente une adaptation scénique de cette nouvelle. Tout ce que fait Bataille depuis plusieurs années se distingue par un charme, une simplicité, un côté presque amateur. C'est irrésistible et drôle. Dans les premières minutes, vous êtes stupéfaits par la pauvreté des décors et des costumes, la raideur de la mise en scène, et surtout par la maladresse de l'interprétation. Puis tous ces personnages se mettent à jouer du piano, du violon, à chanter, et c'est la surprise : ils sont vraiment d'excellents musiciens, d'excellents chanteurs. Dès lors, vous allez rester jusqu'à la fin sous le charme : il reste quelque chose de la merveilleuse poésie du texte de Mörike et la musique de Mozart est là.

MICHEL CURNOT

► Orphée-Théâtre, 3 bis, rue Papin, 75003. Du mardi au vendredi à 21 heures, samedi à 19 heures, le 4 janvier à 19 heures et 21 heures. Jusqu'au 5 janvier. Tél. : 42-76-00-05.

## CINÉMA

## Un malade bien portant

Suite de la première page

Des révélations, alors ? 1990 a fait découvrir deux Soviétiques, Vitali Kanevski (*Bouge pas, meurs, ressuscite*) et Pavel Lounguine (*Taxi Blues*), le Taïwanais Hou Hsiao-hsien (*La Cité des douleurs*), le Tunisien Ferid Boughedir (*Halfounine*) et le Japonais Kohei Oguri (*Alguillon de la mort*). L'année écoulée aura

encore confirmé le talent d'Idrissa Ouedraogo (*Tila*) qui porte les espoirs du cinéma africain, celui d'Aki Kaurismäki (*La fille aux allumettes*), prolifique traqueur du jeune cinéma européen, sans oublier l'Espagnol Almodovar (*Atanarju*). Elle a consacré la place essentielle de Krzysztof Kieslowski avec le succès du *Décalogue*, rendu justice à Otar Iosseliani pour le bien nommé *Et la lumière fut*.

Il ne s'agit pas là d'une vaine distribution de prix de fin d'année, et chacun ajoutera ou retranchera tel ou tel titre à cette liste incomplète et partielle. Il s'agit de se souvenir que les « belles années » de jadis furent également fertiles en navets, et qu'il faudrait être bien difficile pour ne pas trouver dans le cru 90 dix films qui méritent d'être sauvés de l'oubli.

## Entrées et sorties

Sans recouper, évidemment, ces choix du cœur, les résultats du box-office n'engendrent pas une uniformité mélancolique. Certes, les résultats globaux n'affichent, au mieux, qu'une stabilisation de la chute des entrées des sept dernières années. Certes, le mois de septembre fut meurtrier pour un quarton de films français (*Nuit d'été en ville*, *S'en fou la mort*, *Daddy Nostalgia*, *Albergo Express*), tout comme les beaux *Tumultes* de Van Effenterre échouèrent à trouver leur public — sans parler de l'attachant *Équipe nuit* trépassé en quinze jours de mal.

Mais alors que le Top Ten de l'année dernier reflétait l'écrasante supériorité commerciale des Américains (un seul film français parmi les dix premiers), la balance s'est rééquilibrée. Si le *Cercle des poètes disparus* reste le phénomène de l'août avec 6,4 millions de spectateurs et si *Pretty Woman* avec 1,8 million

d'entrées en quatre semaines est parti pour le record, les 6 millions de la *Gloire de mon père* et les 3,2 millions du *Château de ma mère*, les 4 millions de *Cyrano* sont de véritables triomphes. Francs succès pour deux comédies, *Tatie Danielle* et *Ripoux contre Ripoux* avec respectivement 2,1 et 2,9 millions d'entrées, tandis que Luc Besson confirme avec *Nikita* (3,2 millions de spectateurs) qu'il est bien en phase avec toute une génération. *Uranus* (1 million en quinze jours) vient juste d'entamer sa course.

A de plus modestes bauteurs, la *Discrete* a attiré 355 000 amateurs en cinq semaines. Quant aux résultats du *Mahabharata*, du *Décalogue*, de *Bouge pas, meurs, ressuscite*, d'*Halfounine* ou de *Taxi Blues*, ils montrent la persistance d'une saine curiosité hors des chemins balisés par la machinerie publicitaire.

L'avenir ? Les variations « polaires » de Coppola, de Frères et des frères Cohen arrivent avec le nouveau Woody Allen, le nouveau Carax, le nouveau Rochant, la *Madame*

*Bovary* de Chabrol et le *Van Gogh* de Pialat. Bertrand Blier, Krzysztof Kieslowski et Akira Kurosawa montent leurs prochaines œuvres. Soderbergh termine son *Kafka* et Skolimovski commence son *Pentecôte*. Jean-Jacques Annand et Martin Scorsese, Theo Angelopoulos et Luc Besson, Francis Veber et Wim Wenders tournent, tandis que Jarmusch « repère » en Europe, que Kaurismäki s'échauffe à Paris. Alain Resnais écrit et Jean-Luc Godard travaille.

Sans optimisme béat, cette guirlande de noms et de titres devrait éclaircir le noir discours de Cassandra. Mais le penchant à la déprime traduit moins une baisse de la qualité des films qu'une dévaluation du cinéma lui-même. Sa charge de passion et de polémique, l'importance accordée à ses enjeux se sont amoindries. Longtemps conquérant, il est aujourd'hui sur la défensive.

JEAN-MICHEL FRODON

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

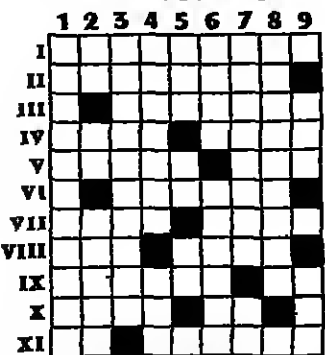
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amisric, Jean-Marie Colombant, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-26-25  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5424



**HORIZONTALEMENT**  
1. Ont beaucoup de travail quand ça flambe. — II. Comme un jouet tout ce qu'il y a d'ordinaire. — III. Les petites demoiselles. — IV. On n'aime pas le voir dans de beaux draps. Acteurs les touristes. — V. Utile au billard. Esprit de l'étranger. — VI. Fournit un indice. — VII. A tourné beaucoup de mobilier. Ses cors ne l'empêchent pas de courir. — VIII. Sort du Jura. Un nid à la hauteur. — IX. Qui ne peut pas être mieux. Abréviation. — X. Pas imaginaire. N'est pas navigable. — XI. Dans le groupe des lanthanides. Une femme écoutée.

**VERTICALEMENT**  
1. Quand il n'y a pas, ça dit tout ! — 2. L'Amour naissant. Un métal très dur. Est un peu comme un

**Solution du problème n° 5423**  
**Horizontalement**  
I. Laites. Marmite. — II. Union. Avoir. — III. Ment. Agents. Ite. — IV. Bru. Igor. Osés. — V. Amoureuse. Idéal. — VI. Gestes. Amène. Se. — VII. Stupa. Os. — VIII. Que. Inouïs. — IX. Mout. Illétre. — X. Semp. Réa. Ta. — XI. Ni. Réa. Gâté. — XII. Adam. Se. Alléger. — XIII. Galopet. Nia. — XIV. Bienséance. Lé. — XV. Scie. Tell. Étan.

**Verticalement**  
1. Lumbago. Ménages. — 2. Inerne. Ou. Ida. — 3. Simuosités. Albi. — 4. Tôt. Ut. Attenmoie. — 5. En. Idéisme. Pé. — 6. Ages. Phéant. — 7. Sagou. Ite. Ensa. — 8. Versatile. El. — 9. Man. Emu. Canal. — 10. Alto. Epier. Lin. — 11. Rossignole. Lacs. — 12. Ms. Eda. Orage. Et. — 13. Irisé. Our. Ags. — 14. Assiette. Li. — 15. Étoile. Adrien.

GUY BROUTY

Je t'aime



# AGENDA

## LUNDI 31 DÉCEMBRE

### CINÉMAS

#### LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-04-24-24)

Un regard sur le cinéma américain : les années 50 : Ma sœur est du tonnerre (1956, v.o., e.t.f.), de Richard Quin, 16 h ; Un regard sur le cinéma américain : les années 50 : Rire bien (1958, v.o., e.t.f.), de Blake Edwards, 18 h ; Un regard sur le cinéma américain : les années 50 : Carrousel (1959, v.o., e.t.f.), de Georges André, 21 h.

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

**SALLE GARANCE** (42-78-37-29)

Zavettini : les Femmes accusées, v.o., de L. Mészáros, F. Mesner, P. Nelli, G. Macchi, G.-V. Baldi, G. Quast, M. Ferrari, 14 h 30 ; Le ciel à roseo (1960, v.o., traduction simultanée), de Claudio Gora, 17 h 30.

#### LES EXCLUSIVITÉS

**LES AFFRANCHIS** (v.o.) : Les Trois Balzac, 8 (45-81-10-80) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-86-40).

**L'AILLON DE LA MORT** (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (45-26-58-00).

**ALBERTO EXPRESS** (Fr.) : Clichés, 5 (45-33-10-82).

**ATTACHE-MOI** (Esp., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82).

**LES AVENTURIERS DU TIMBRE** (Jap., v.o.) : Lettres, 4 (42-78-47-88) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU** (Hanté, v.o.) : Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-66) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE** (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (45-26-58-00).

**LE CERCLE DES POÈTES OISPARUS** (A., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46).

**CHARLIE** (A., v.o.) : Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-66) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**LE CHATEAU DE MA MÈRE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Lettres, 4 (42-78-47-88) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Pathe Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-82-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE** (Fr.) : Pathe Odéon, 6 (43-64-15-04).

**CINÉMA PARADISO** (Fr., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**58 MINUTES POUR VIVRE** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA CITÉ DES OULEURS** (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**DAMES GALANTES** (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

**DANCING MACHINE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-60) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

**LE MARI DE LA COIFFURE** (Fr.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA DÉSENCHANTÉE** (Fr.) : Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**LA DISCRÈTE** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-67-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (45-31-56-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE** (Fr.) : Pathe Odéon, 6 (43-64-15-04).

**CINÉMA PARADISO** (Fr., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**58 MINUTES POUR VIVRE** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA CITÉ DES OULEURS** (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**DAMES GALANTES** (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

**DANCING MACHINE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-60) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

**LE MARI DE LA COIFFURE** (Fr.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA DÉSENCHANTÉE** (Fr.) : Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**LA DISCRÈTE** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-67-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (45-31-56-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE** (Fr.) : Pathe Odéon, 6 (43-64-15-04).

**CINÉMA PARADISO** (Fr., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**58 MINUTES POUR VIVRE** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA CITÉ DES OULEURS** (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**DAMES GALANTES** (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

**DANCING MACHINE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-60) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

**LE MARI DE LA COIFFURE** (Fr.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA DÉSENCHANTÉE** (Fr.) : Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**LA DISCRÈTE** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-67-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (45-31-56-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE** (Fr.) : Pathe Odéon, 6 (43-64-15-04).

**CINÉMA PARADISO** (Fr., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**58 MINUTES POUR VIVRE** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA CITÉ DES OULEURS** (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**DAMES GALANTES** (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

**DANCING MACHINE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-60) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

**LE MARI DE LA COIFFURE** (Fr.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA DÉSENCHANTÉE** (Fr.) : Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**LA DISCRÈTE** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-67-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (45-31-56-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE** (Fr.) : Pathe Odéon, 6 (43-64-15-04).

**CINÉMA PARADISO** (Fr., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**58 MINUTES POUR VIVRE** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA CITÉ DES OULEURS** (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**DAMES GALANTES** (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

**DANCING MACHINE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-60) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

**LE MARI DE LA COIFFURE** (Fr.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA DÉSENCHANTÉE** (Fr.) : Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**LA DISCRÈTE** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-67-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (45-31-56-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE** (Fr.) : Pathe Odéon, 6 (43-64-15-04).

**CINÉMA PARADISO** (Fr., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**58 MINUTES POUR VIVRE** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA CITÉ DES OULEURS** (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-84) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-88).

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82).

**DOCTEUR PETITOT** (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

**L'ENFANT MIROIR** (Rit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5 (43-28-84-88).

**EUROPA EUROPA** (Fr.-All., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8 (43-68-38-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**EXTRÊMES LIMITES** (A.) : La Gédé, 19 (46-42-13-13).

**GASPARD ET ROBINSON** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-69-82) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-48-01).

**GHOST** (A., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; UGC Danton, 6 (42-26-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathe Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Fauvette, 13 (45-31-56-88) ; Pathe Clichy, 19 (45-22-48-01).

**LE GLOIRE DE MON PÈRE** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Lettres, 4 (42-78-47-88) ; Pathe Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-82-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

**GREMLINS 2** (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**HALFMOON** (Fr.-Tur., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**LARRY & JUNE** (Fr., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82).

**L'INSOUTENABLE LÉGERÈTE DE L'ÈTRE** (A., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82).

**JEAN GAIMOT AVENTURIER** (Fr.) : UGC Normandie, 8 (45-83-18-18).

**JOURS DE TONNERRE** (A., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31).

**LACROIX** (Fr.) : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Clichés, 5 (45-33-10-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-82-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**LES LIASONS DANGEREUSES** (A., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**MAMMAN, J'AI RATÉ L'AVION** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-87) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-82-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**LE MARI DE LA COIFFURE** (Fr.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA DÉSENCHANTÉE** (Fr.) : Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**LA DISCRÈTE** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathe Haute-Faïence, 8 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-67-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (45-31-56-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE** (Fr.) : Pathe Odéon, 6 (43-64-15-04).

**CINÉMA PARADISO** (Fr., v.o.) : Clichés, 5 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**58 MINUTES POUR VIVRE** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA CITÉ DES OULEURS** (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-1-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**DAMES GALANTES** (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

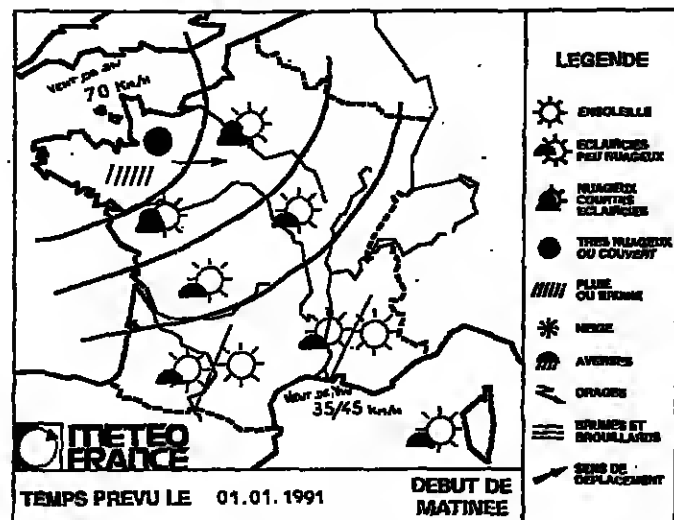
**DANCING MACHINE** (Fr



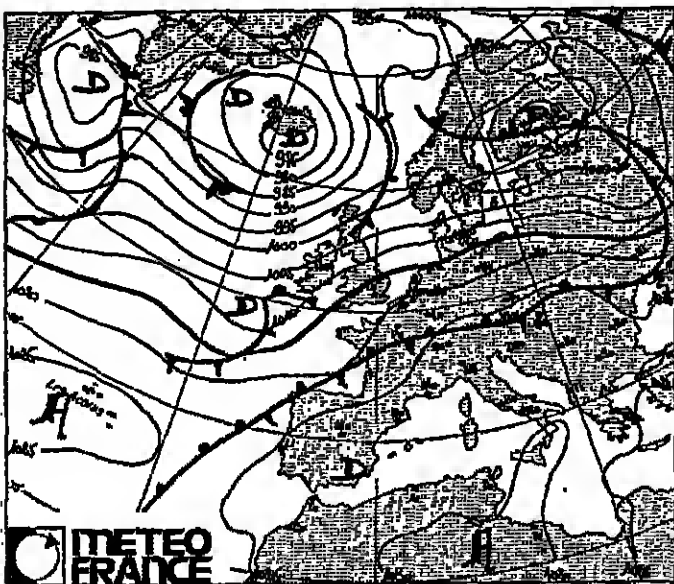
## AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 1<sup>er</sup> janvier  
Pluies au Nord, beau au Sud



SITUATION LE 31 DÉCEMBRE 1990 À 0 HEURE TU



Mercredi 2 janvier : pluvieux et venteux.

Sur la Bretagne, le Normandie, Nord-Picardie, Pays de la Loire, Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace, Centre, Ile-de-France, Bourgogne, Franche-Comté, Poitou-Charentes, Limousin, Aquitaine et Midi-Pyrénées, le temps sera doux, couvert et pluvieux toute la journée. Les pluies seront temporairement abondantes et des chutes de neige se produiront sur les Pyrénées au-dessus de 2 000 mètres.

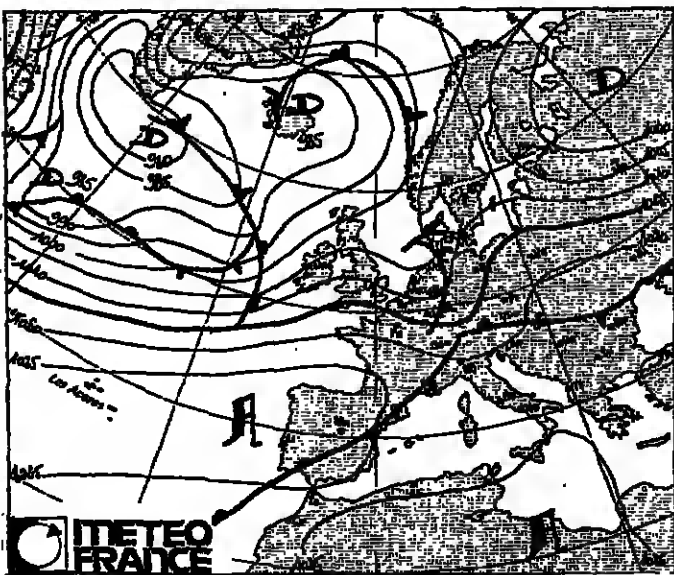
La vent de sud-ouest soufflera fort sur le littoral atlantique et les côtes de

la Manche (70 km/h), un peu moins fort dans l'intérieur.

Sur le sud-est du pays, la journée sera sous un ciel voilé et quelques orages brumeux. Rapidement ces nuages s'épaissiront, ils apporteront des pluies épaisses et de la neige sur les Alpes.

Les températures seront très douces pour la saison : le matin elles s'établiront entre 7 et 9 degrés sur l'Ouest, 5 et 7 degrés dans l'intérieur et 3 et 5 degrés sur l'Est ; l'après-midi elles seront comprises entre 11 et 16 degrés du Nord au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 2 JANVIER À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé										
Valeurs extrêmes relevées entre le 30-12-90 à 6 heures TU et le 31-12-90 à 6 heures TU						le 31-12-90				
FRANCE										
ALICHO	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
BARCELONE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
BELGRADE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
BOMBAY	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
BURKINA FASO	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
CHENNAI	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
COLUMBO	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
DUBLIN	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
GENÈVE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
HONGKONG	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
KUALA LUMPUR	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
LIÈGE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
LONDRES	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
LYON	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
MADRID	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
MANGROUVE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
MONTREAL	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
MUSCAT	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
NAGASAKI	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
PARIS	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
PRAGUE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
REIMS	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
ROUEN	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
STRASBOURG	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
ÉTRANGER										
ALGER	20	6	C	10	7	P	C	10	7	C
AMSTERDAM	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
ATHÈNES	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
BANGKOK	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
BARCELONE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
BELGRADE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
BERLIN	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
BOMBAY	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
BURKINA FASO	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
CHENNAI	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
COLUMBO	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
DUBLIN	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
GENÈVE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
HONGKONG	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
KUALA LUMPUR	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
LIÈGE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
LONDRES	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
LYON	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
MADRID	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
MANGROUVE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
MONTREAL	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
MUSCAT	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
NAGASAKI	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
PARIS	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
PRAGUE	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
REIMS	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
ROUEN	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C
STRASBOURG	15	5	D	10	7	P	C	10	7	C

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :   
 > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 31 décembre

## TF 1

20.00 Vœux du président de la République. Journal, Météo et Tapis vert.

20.40 Cinéma : Prunelle bleue. □ Film français de Jacques Ormoguère (1986).

22.05 Divertissement : Le bébé show. Variétés : Boom.

22.10 Émission présentée par Christophe Dechevergne.

1.00 Téléfilm : Pépé la gâchette (rediff.).

## A 2

20.00 Vœux du président de la République. Journal et Météo.

20.45 Divertissement : La télé des Inconnus. Les meilleurs sketches.

22.00 Divertissement : Le bêtisier 90.

22.10 Divertissement : Alain Valentin. Révéillon, réveillons.

0.25 Divertissement : Sexy moda.

## FR 3

20.00 Vœux du président de la République. 20.10 Jeux : La classe.

20.40 Cinéma : Les tribulations d'un Chinois en Chine. ■■ Film français de Philippe de Broca (1985).

22.15 Journal et Météo.

22.40 Les plus beaux moments du cirque (2 parties).

## CANAL PLUS

0.00 Divertissement : Une nuit au Crazy Horse.

1.00 Cinéma : 2001 l'odyssée de l'espace. ■■■ Film britannique de Stanley Kubrick (1968).

20.30 Cinéma : L'apprentie sorcière. □ Film américain de Robert Stevenson (1937).

22.25 Look of the year. Élection de la plus belle fille de l'année 1990 à Sao Paulo.

23.05 Flash d'informations.

23.10 Cinéma : Le capitaine épinglé. ■■ Film français de Jean Renoir (1962). Avec Jean-Pierre Cassel, Claude Rich, Claude Brasseur.

0.50 Cinéma : Joyeux Noël, bonne année. ■■ Film franco-italien de Luigi Comencini (1989).

2.30 Concert : Les Résidents, le retour des cyclopes.

3.00 Extra bal (rediff.).

## LA 5

20.35 Drôles d'histoires.

20.40 Téléfilm : Ça drague à tout va. De Charles E. Sclier.

22.30 Cinéma : On l'appelle Catastrophe. □ Film français de Richard Balducci (1983).

0.00 Journal de minuit.

0.10 Drôles de fêtes (et à 1.50, 4.40).

0.15 Cinéma :

Tranches de vie. □ Film français de François Leterrier (1986).

## M 6

20.35 Cinéma : Le petit baigneur. ■ Film français de Robert Dhéry (1967).

22.10 > Musique : Muzikera. Avec Maitre, Kamasw, L'Écho Party, Benny B., Gloria Gaynor, Lorea, Boule Noire.

0.10 Magazine : Jazz 8.

## LA SEPT

20.00 Maestro, le XX<sup>e</sup> siècle (5).

21.00 Cinéma : Le roman de Renard. ■■ Film français d'animation de Ladislav Starevitch.

22.05 L'affaire est dans le sac. ■■ Film français de Pierre Prévert (1932).

22.50 Court métrage.

23.05 Paul-Emile Victor, un rêveur dans le siècle (3).

## FRANCE-CULTURE

20.00 Farandole. Spectacle de Ricardo Beasido, enregistré le 16 décembre à la Maison de la radio.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda, Éros noir.

## FRANCE-MUSIQUE

21.00 Réveillon (en direct du foyer du grand auditoire de Radio-France) : La Quatuor Paris, le Trio de Martial Solal, le Trio de Marc Perrone, les solistes de l'Orchestre philharmonique de Radio-France.

Mardi 1<sup>er</sup> janvier

## TF 1

15.10 Téléfilm : Tournée de soirée de rigueur. De Patrick Jamart, avec Yves Rénier.

16.55 Spectacle : Docteur à Bercy.

17.40 Chipinours.

17.45 Série : Starsky et Hutch.

18.30 Jeu : Une famille en or.

19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.25 Jeu : La roue de la fortune.

19.55 Divertissement : Le bébé show.

20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

20.40 Spectacle : Le couple du parapluie. ■ Film français de Gérard Oury (1980). Avec Pierre Richard, Gert Fröbe, Valérie Maressa.

22.20 Magazine : Ciel, mon mardi !

0.05 Journal et Météo.

0.25 Série : Ray Bradbury présente...

0.50 Série : Côté cœur.

1.15 Feuilleton : C'est déjà demain.

1.40 Info revue.

2.25 Série : Enquêtes à l'italienne.

3.15 Série : Intrigues.

3.40 Documentaire : Histoires naturelles (rediff.).

## A 2

16.25 Série : Zorro.

16.50 Documentaire : La planète des animaux. Vous avez dit docteur ?

17.45 Série : Les Twist : Les années collège. Reportage.

18.50 Feuilleton : Un château au soleil (2<sup>e</sup> épisode, rediff.).

19.45 Le petit prince. Le film d'Antoine de Saint-Exupéry raconté par Richard Bohringer.

20.00 Journal et Météo.

20.45 Cinéma : Bons baisers de Russie. ■■ Film britannique de Terence Young (1963). Avec Sean Connery, Daniel Bland, Pedro Armendariz.

22.40 Variétés : Tina Turner en concert. Enregistré à Bercy.

23.50 Journal et Météo.

0.10 Documentaire : Un radeau sur la forêt. D'Antoine de Madry.

## FR 3

18.45 Jeu : L'œuf de Colomb.

17.30 Divertissement : Le grand petit conservatoire de la chanson. Hommage à Milla.

18.30 Jeu : Clés pour un champion. Animé par Julien Lepers.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19-12 à 19-30, le journal de la région.

20.10 Jeux : La classe.

20.35 INC.

22.15 Téléfilm : L'enfant des loups. De Philippe Monnier, avec Marisa Berenson, Marie-Françoise Bataille (1<sup>re</sup> partie). L'épouse du roi Clovis, qui s'est faite nonne, recueille une fillette.

22.35 Documentaire : Wolfgang Amadeus. Proposé par l'ensemble des télévisions européennes, pour l'ouverture de l'année Mozart.

0.05 Magazine : Musicales. D'Alain Duval. Spécial année Mozart.

## CANAL PLUS

16.45 Dessin animé : Les Simpson (3<sup>e</sup> épisode).

17.10 Documentaire : Saka II ou les secrets de la forêt. De Phil Agland.

18.00 Canaille peluche. Bédé juke, The Dick Tracy show. En clair jusqu'à 20.30.

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.

## CANAL PLUS

18.45 Présenté par Philippe Dana. Les fables géométriques. L'âne et la tortue.

18.50 Top 50.

19.30 Présenté par Marc Tesson. Flash d'informations.

19.35 Le palmarès de l'année. Émission présentée par Karl Zéro.

20.30 Cinéma : Mosquito cost. ■■ Film américain de Peter Weir (1988). Avec Harrison Ford, Helen Mirren, River Phoenix.

22.20 Cinéma : Vanille fraise. ■■ Film français de Gérard Oury (1988). Avec Pierre Arditi, Sabine Azéma, Isach de Bankolé.

0.10 Cinéma : L'été du futur. ■■ Film américain de Michael Crichton (1984). Avec Tom Selleck, Cynthia Rhodes, Gene Simmons.

1.45 Série : Nick Mancuso. Les dossiers secrets du FBI.

2.30 Documentaire : Les albums... L'homme aux lions, d'Agnes et Jean-Claude Bartoli.

## LA 5

15.40 Série : K 2 000.

16.40 Cinéma : Autrich et Cléopâtre. ■■ Film français d'animation de René Goscinny et Albert Uderzo (1988).

19.00 Dessin animé : Cap danger.

19.30 Série : Happy days.

19.30 Série : Arnold et Willy.

20.00 Journal.

20.35 Drôles d'histoires.

20.40 Cinéma : Explorers. ■■ Film américain de Joe Dante (1985). Avec Ethan Hawke, River Phoenix, Jason Press.

22.40 Opéra-rock : Starmania. De Michel Berger et Luc Plamondon, avec Sabrina Levy, Verna, Renard, Harrison, Vassara, Marthe Salas-Cher, Les Laffes, Norman et Richard Groulx.

0.40 Journal de minuit.

0.50 Feuilleton : L'adropostale (1<sup>er</sup> épisode, et à 3.20).

2.10 Série : Salut champion.

3.10 Le journal de la nuit.

5.40 Série : Tendresse et passion.

## M 6

18.30 Série : Vegas.

17.15 Série : Père et Impaire.

17.40 Jeu : Zygomusic.

18.15 Cinéma : Les sept de Maria Matruh. □ Film italien de Mario Sallustiano (1970). Avec Ivan Rast



## ÉTRANGER

Récompensée pour son attitude dans le Golfe

## L'Égypte retrouve une certaine aisance financière grâce à l'annulation de 14 milliards de dollars de dettes

En donnant la dernière touche à l'annulation totale de la dette militaire de l'Égypte aux États-Unis, le président américain George Bush a fait, pour le Nouvel An, un cadeau impérial au Caire.

LE CAIRE

de notre correspondant

Cette dette, contractée dans les années 70, avait dépassé les 7 milliards de dollars et son service constituait un énorme fardeau qui pesait lourdement sur une économie égyptienne déjà chancelante. De plus, l'Égypte aurait dû, en 1991, débours 780 millions de dollars pour payer les intérêts, sans compter les 170 millions du dernier trimestre de 1990. Le cadeau du président américain, récompensant l'Égypte pour son attitude dans la crise du Golfe, a donc été de 8 milliards de dollars.

Mais les Américains n'ont pas été les seuls à passer l'éponge. Les pays arabes du Golfe, Arabie saoudite et Koweït en tête, ont rayé les 7 milliards de dollars que leur devait l'Égypte pour exprimer leur reconnaissance au président Moubarak et au soutien qu'il leur apporte face à l'Irak.

Cette dette, elle aussi contractée dans les années 70, ne constituait pas un vrai fardeau. En effet, l'Égypte avait arrêté tout remboursement depuis son exclusion de la Ligue arabe en 1979. Toutefois, l'annulation de cette dette permet au Caire d'accéder à des crédits arabes frais. Des crédits qui ne sont pas fait attendre, puisque l'Arabie saoudite a promis à l'Égypte 2 milliards de dollars : 500 millions d'aides à la balance qui sont déjà arrivés à destination et 1,5 milliard d'aides-projets.

Les Koweïtiens ont pour leur part promis 500 millions de dollars, et des projets conjoints gérés à

la suite de l'invasion du Koweït (comme la bonification de 170 000 hectares dans le Sinaï) ont redonné.

## Facilités de paiement françaises

Par ailleurs, la France, qui est le second créancier de l'Égypte, a accordé des facilités de paiement au Caire qui devraient totaliser d'ici août l'équivalent de 500 millions de dollars. Les Allemands, qui avaient suspendu leurs protocoles d'aide à l'Égypte, ont commencé à les débiter.

La première conséquence de ces gestes à l'égard de l'Égypte a été le retour en grâce du gouvernement égyptien sur le marché des crédits. Le Caire, qui en juillet ne savait plus comment importer du blé et de la farine pour remplacer des stocks arrivant à expiration en novembre, a brusquement résolu son problème de pain et a

évités les graves désordres sociaux qui auraient pu découler d'une pénurie.

Ces annulations de dettes, facilités et autres aides ont par ailleurs eu un effet positif sur la livre égyptienne. Début décembre, il fallait 3,3 livres pour acheter 1 dollar sur le marché parallèle, aujourd'hui 3 livres suffisent.

Cette situation devrait permettre au Caire d'aborder plus sereinement les négociations avec le FMI en vue d'obtenir un satisfecit qui lui permettrait de rétablir une partie de sa dette extérieure avec le Club de Paris. D'ailleurs, les responsables égyptiens qui viennent de voir 14 milliards de dollars de leur dette extérieure (55 milliards) épongés, espèrent que les annulations feront bouler de neige. La presse égyptienne rappelle en effet que le président Bush a appelé les Européens à suivre l'exemple américain.

ALEXANDRE BUCCIANTI

A partir du 2 janvier

## Les pompistes refuseront les chèques de plus de 100 francs

La Syndicat national des détaillants en carburants a décidé de refuser les chèques supérieurs à 100 francs, à partir du 2 janvier. Les clients devront régler leurs achats d'essence en liquide ou par carte bancaire... ou en assignant plusieurs chèques inférieurs au montant fatidique de 100 francs. Les pompistes demandant qu'il soit porté de 100 à 300 francs le montant légal de la garantie de paiement des chèques par les banques.

Évaluant à 15 000 francs par an et par exploitant la préjudice imputable aux chèques « en bois », ils se sont émus des décisions de plusieurs tribunaux de relaxer les mauvais payeurs, au cas de « services agréés ». Les centres Leclerc annoncent qu'ils se joindront au mouvement des distributeurs et qu'ils mèneront une campagne « agressive » afin d'obliger les banques à améliorer la garantie de solvabilité de leurs chèques.

Les cahiers des charges publiés au « Journal officiel »

## La Poste et France Télécom deviennent autonomes

La réforme des PTT devient effective le 1<sup>er</sup> janvier : la Poste et France Télécom perdent leur statut d'administration et deviennent deux établissements autonomes de droit public.

Ce changement doit donner des facilités sociales et commerciales aux exploitants dans un monde de la communication complètement modifié par l'apparition des nouvelles technologies électroniques depuis quinze ans. La place et le rôle du service public devaient être repensés en particulier dans les nouveaux services concurrentiels nés de ces technologies (la télématique par exemple).

Les gouvernements Fabius puis Chirac avaient entamé une réflexion sur une nouvelle réglementation, mais avaient abandonné de crainte de graves des fonctionnaires. La France est pour cette raison l'un des derniers pays à mettre en œuvre une nouvelle réglementation de ces secteurs.

Les cahiers des charges, qui ont été publiés au Journal officiel du

30 décembre, définissent les charges juridiques des deux exploitants, c'est-à-dire les conditions de leurs missions vis-à-vis de l'État et des usagers. Les relations avec ces derniers relèveront désormais du droit commun, c'est-à-dire qu'en cas de litige (contestation de facture) la charge de la preuve reviendra de l'exploitant. Des représentants des usagers participeront d'ailleurs aux conseils d'administration de la Poste et de France Télécom. Les cahiers des charges seront complétés par des contrats de plan qui seront négociés avec la tutelle, le ministère des postes, des télécommunications et de l'espace, dans les mois qui viennent.

Les dirigeants n'ont pas changé : M. Marcel Roulet, directeur général des télécommunications, devient PDG de France Télécom, et M. Yves Coussquer, directeur général de la Poste, devient PDG de l'établissement La Poste. La nomination de directeurs généraux devrait intervenir prochainement.

## INDUSTRIE

Pour 35 milliards de francs

## Le japonais Matsushita a racheté les films américains MCA-Universal

Le géant japonais de l'électronique Matsushita a rendu effectif, samedi 29 décembre, son rachat du groupe de production d'Hollywood MCA pour un montant de 6,6 milliards de dollars (35 milliards de francs), la plus importante acquisition d'un groupe japonais aux États-Unis.

Matsushita a acheté environ 77,7 millions d'actions MCA au prix de 66 dollars l'action, à l'indiquant le groupe japonais dans un communiqué publié à Los Angeles. Le groupe nippon, qui vend ses produits sous les marques Panaso-

nic et Technics, détient désormais environ 97 % du capital de MCA. MCA est notamment la maison-mère des studios Universal, qui ont produit des succès mondiaux comme *ET l'extraterrestre* ou *Les Dents de la mer*.

Contrairement au rachat de Columbia Pictures par Sony en 1989, celui de MCA par Matsushita a suscité peu de réactions d'hostilité dans le public pourtant prompt à dénoncer l'emprise des Japonais sur l'économie américaine. (AFP)

## EN BREF

□ L'activité industrielle américaine sera tirée par les exportations en 1991. Les États-Unis devraient connaître, en 1991, une « croissance continue mais ralentie » d'après le rapport annuel sur la situation de l'industrie rendu public à Washington lundi 31 décembre par le département du commerce. La faiblesse de la demande intérieure devrait être compensée par les exportations.

□ Le dollar en baisse à Tokyo et en légère hausse à Francfort. Le dollar a terminé en baisse à Tokyo lundi 31 décembre, à 135,40 yens, en recul de 0,65 yen par rapport à la clôture de vendredi (136,05 yens). En Europe, à Francfort, la devise américaine était en légère hausse lundi à l'ouverture s'échangeant à 1,5000/10 DM contre 1,4990/5000 DM vendredi 28 décembre. Tant au Japon qu'en Allemagne, seuls les marchés des changes étaient ouverts en ce dernier jour de l'année, les marchés boursiers étant fermés. Parmi les rares places financières ouvertes le 31 décembre figuraient New-York, Montréal, Hongkong, Londres et Milan.

□ La BNP officialise sa prise de participation de 10 % dans Pechiney. La BNP a officialisé le 28 décembre sa prise de participation de 10 % dans Pechiney, en augmentant son capital de 1,3 milliard de francs. Ainsi se concrétise l'opération annoncée il y a trois

mois par la BNP et les AGF. L'État avait alors accepté que les deux groupes publics entrent dans le capital de Pechiney, en leur apportant à chacun le nombre d'actions nécessaires pour porter leur part à 10 %. En contrepartie, l'État recevra les actions nouvelles émises pour l'occasion par les deux groupes. La part de l'UAP dans le capital de la BNP reste inchangée à 10 %, l'assureur ayant décidé de suivre l'augmentation de capital. L'État détient quant à lui 72,9 % des parts de la banque, et le public, sous forme de certificats d'investissements, 17,1 %.

□ Grève à la RATP : un trafic très peu perturbé. Le trafic a été très peu perturbé, dimanche 30 décembre à Paris, sur le réseau du RER et quasiment normal dans le métro urbain, en dépit du préavis de grève déposé pour les 30 et 31 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier par la CGT, le GATC-Autonomes, FO-Exécution, la CFTC et les indépendants. Selon la direction de la RATP, qui s'attendait, lundi, à un trafic normal sur l'ensemble du réseau ferré, seuls 10 % des agents de conduite du réseau RER et 1 % de celui du métro ont suivi le mot d'ordre de deux heures d'arrêt de travail.

La chronique de Paul Fabra paraîtra dans la *Monda* datée 2 janvier 1991

## REPÈRES

## COMMERCE

## M. Mulroney plaide pour une zone de libre-échange panaméricaine

Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, s'est déclaré, dimanche 30 décembre, favorable à une zone de libre-échange qui, après les États-Unis et le Canada, s'étendrait au Mexique puis au Venezuela et au Brésil avant d'englober toutes les Amériques.

« Nous pensons que nos intérêts résident dans une libéralisation du commerce, et le Mexique est un partenaire commercial naturel », a estimé M. Mulroney dans une interview à la chaîne anglophone de télévision CTV. « En fait nous regardons tout l'hémisphère, nous voulons des accords commerciaux avec le Venezuela et le Brésil et à terme avec tout le continent », a-t-il ajouté.

M. Mulroney fait ainsi écho à des récents propos du président américain George Bush, qui souhaite une plus grande libéralisation panaméricaine des échanges.

## TAUX D'INTÉRÊT

## Un avertissement de la Bundesbank

« Si la confiance [dans le deutsche-mark] devait être perdue, il faudrait s'attendre à des taux d'intérêt plus élevés », a déclaré, dimanche 30 décembre, M. Helmut Schlesinger, le vice-président de la Bundesbank, dans un entretien diffusé sur une radio allemande. La Bundesbank renouvelle ainsi son avertissement sur la nécessité d'un mark fort pour assurer le financement de la réunification. M. Schlesinger a à nouveau demandé au gouvernement fédéral de réduire son déficit budgétaire.

## CRÉDITS

## Levée de l'amendement Jackson-Vanik

Le président George Bush a signé samedi 29 décembre un décret levant pour six mois l'amendement Jackson-Vanik, ce qui va notamment permettre l'octroi à l'URSS de garanties de crédit jusqu'à 1 milliard de dollars, a annoncé la Maison Blanche. La levée de l'amendement avait été décidée le 12 décembre lors d'une rencontre à Washington entre le président George Bush et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. La signature de ce décret constitue un feu vert pour le département de l'Agriculture : ce dernier va pouvoir accorder des garanties de crédits permettant en particulier l'achat de produits agricoles.

Après la réduction de l'aide soviétique

## La Corée du Nord connaît de graves difficultés

Démontre sur le plan diplomatique avec le fiasco de l'URSS, qui a normalisé ses relations avec le rival sudien, l'année 1990 se termine également mal pour l'économie nord-coréenne. En plus de la réduction drastique des échanges et de l'aide longtemps fournie par l'URSS et ses anciens alliés, le régime de Pyongyang connaît de sérieuses difficultés intérieures. Au point que, selon des sources japonaises, la Corée du Nord - dont le slogan reste pourtant l'autosuffisance, ou « *juche* » - vient de demander une aide alimentaire à la Chine.

Lors de sa visite en Chine en octobre dernier, le premier ministre nord-coréen, M. Yong Hyon-muk, a prié son homologue chinois de l'aider à nourrir une population frappée en juillet par de graves inondations. Pékin aurait accepté de fournir à son allié des crédits lui permettant d'acheter de la nourriture sur le marché mondial.

Pyeongyang subit en effet une sévère pénurie de devises étrangères. C'est aussi la raison pour laquelle, toujours selon des sources nippones, la Chine aurait informé la Corée du Nord d'une nouvelle réduction de ses livraisons en pétrole. Pyongyang n'a pas été en mesure de financer, en argent et en nature, la fourniture annuelle de 1,5 million de tonnes de pétrole chinois.

M. Yon ne s'était pas rendu en Chine uniquement pour demander de l'aide. Il a aussi visité la zone économique spéciale de Shenzhen, vitrine de l'« ouverture » économique chinoise. Pour sortir de ses « difficultés dans la construction économique », selon les propres termes de M. Yon à Pékin, la Corée du Nord a besoin de s'ouvrir aux investissements, mais surtout à l'aide étrangère.

C'est en partie pourquoi elle réclame des milliards de dollars de compensation au Japon - qui occupe

la Corée pendant quarante ans - et compte sur les crédits que Séoul pourrait lui fournir en cas de normalisation Nord-Sud. Mais les négociations traînent le pas, Pyongyang ne semblant pas avoir pris la mesure de son isolement, une fois effondré le bloc soviétique.

Une profession semble toutefois échapper au marasme, celle des fleuristes. En effet, si l'on en croit Radio-Pyeongyang, les *Kimjongilia* et les *Kimjongilla*, fleurs spécialement créées et nommées en raison de l'admiration sans fin et de la « loyauté » à l'égard du « Grand Dirigeant » et de son fils « bien-aimé », ont reçu la visite de près de cinq millions d'administrateurs, cadres et étrangers. En plus de la Corée du Nord, on en trouve désormais à *Kimjongilla* au Laos, en Angola et en Guinée, et la *Kimjongilla* dans trente pays, dont les Pays-Bas, Cuba et le Vietnam.

P. de B.

## SOCIAL

Sécurité sociale, allocations chômage

Les revalorisations du 1<sup>er</sup> janvier

Comme chaque année, un certain nombre de prestations et cotisations sociales sont relevées à compter du 1<sup>er</sup> janvier. Les principales revalorisations concernent la sécurité sociale, le RMI ainsi que l'assurance-chômage (UNEDIC).

● **Plafond de la Sécurité sociale.** Le plafond de la Sécurité sociale est porté de 11 040 F à 11 340 F mensuels à compter du 1<sup>er</sup> janvier (+ 2,7 %). Sur un an, la hausse atteint 5 %, conformément à la croissance du salaire moyen par tête en 1990. Un second ajustement interviendra en juillet.

● **Retraites de base.** Les pensions de retraite servies par la Sécurité sociale sont relevées de 1,7 %. Une seconde revalorisation pourrait intervenir au 1<sup>er</sup> juillet en fonction des discussions avec les partenaires sociaux envisagées par le gouvernement. Le minimum vieillesse est également augmenté de 1,7 % (35 770 F par an pour une personne seule, 64 180 F pour un couple).

● **Retraites complémentaires.** La valeur du point AGIRC (retraite des cadres) est portée à 2,179 F, soit une hausse de 4,11 %. Au sein de l'ARCO (cadres et non cadres), la valeur du point des pensions de l'AGIRC augmente de 1,9 % et celle de l'UNIRIS de 1,7 %. Pour leur part, les retraites complémentaires des artisans progressent de 2,1 %.

● **Allocations familiales.** La base de calcul des prestations familiales est revalorisée de 1,7 % et est fixée à 1 905,20 F.

● **Forfait hospitalier.** Il est porté de 31 F à 33 F (+ 6,4 %) pour 1991.

● **RMI.** La hausse du revenu minimum d'insertion est de 1,7 %. Pour une personne seule, le montant maximum est de 2 145 F.

● **Cotisations accidents de travail.** Les cotisations des entreprises sont décalées à compter du 1<sup>er</sup> janvier. Les taux collectifs seront fixés courant janvier.

● **Prestations chômage.** L'allocation spécifique de solidarité (ASS), financée par l'État pour les chômeurs ayant épuisé leurs droits à indemnisation, est augmentée de 1,7 %. Elle

atteint 2 112 F par mois dans le cas général et 3 034 F pour les plus de cinquante-cinq ans. Par ailleurs, l'allocation de formation-reclassement (AFR) est portée à 102 % de l'allocation de base. Les stagiaires de la formation professionnelle que l'État a en charge seront alignés sur le montant de l'AFR minimale (3 877 F par mois).

● **Cotisations d'assurance-chômage.** Les contributions des employeurs et des salariés aux ASSÉDIC sont réduites de 0,12 point dans la limite de quatre fois le plafond de la sécurité sociale. En conséquence, la cotisation est fixée à 4,78 % de la rémunération, 3,17 % (contre 3,23 %) pour l'employeur et 1,61 % (contre 1,67 %) pour le salarié en dessous du plafond de la sécurité sociale. Au-delà, les cotisations patronales et salariales s'établissent respectivement à 3,17 % et 2,11 %.

● **SMIC.** Dans les départements d'outre-mer, le SMIC est revalorisé de 2 % pour la Réunion et de 1 % en ce qui concerne la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane.

Les « chantiers » du gouvernement

## M. Bérégovoy « n'exclut pas » d'ouvrir en 1991 le dossier des retraites par capitalisation

M. Pierre Bérégovoy a affirmé, samedi 29 décembre, qu'il « n'exclut pas, en 1991, de mettre en chantier » le dossier des retraites par capitalisation. Interrogé lors de l'émission « Les numéros de l'économie » d'Europe 1 des Échos à propos d'un régime de retraite par capitalisation « s'il s'agit d'un complément », mais il s'est, en revanche, déclaré « contre [un tel régime] s'il s'agit d'un substitut aux régimes par répartition que nous connaissons ».

Le ministre de l'Économie et des finances a toutefois précisé que « rien [n'est] encore décidé » pour encourager le développement d'un système par capitalisation, notamment en matière fiscale. « Ce point mérite réflexion », a-t-il ajouté, il faudra en

discuter tout au long de l'année. Au cours de cette même émission, M. Bérégovoy s'est félicité des résultats économiques obtenus en 1990 : « La France est demeurée dans le peloton de tête des nations qui ont fait le moins d'inflation au cours de l'année qui s'achève », a-t-il souligné.

Commentant les perspectives économiques pour l'année à venir, il a déclaré : « 1991 sera plutôt l'année de l'effort que celle de la distribution. »



## Les revendeurs de drogue menacés de mort sans préavis en Corse

Un mouvement clandestin anti-drogue, «A droga basta», qui a déjà revendiqué plusieurs attentats à l'explosif en Corse, a menacé les revendeurs de drogue dure de «mort sans préavis». Dans un communiqué reçu dimanche 30 décembre par la presse à Ajaccio, ce mouvement estime qu'en «laissant libre cours aux pourvoyeurs de drogues, le pouvoir colonial actuel tend à endormir le peuple».

Pour certains petits vendeurs de drogues dures, indique le texte, «nous emploierons une mise en garde énergique dans un premier temps. Quant aux revendeurs de drogues dures, nous serons sans pitié : la mort sans préavis».

«A droga basta» annonce en même temps «une politique de prévention dans les lycées et autres lieux publics» ainsi «qu'une surveillance constante aux heures de pointe». En tout état de cause, ce «combat» a pour unique but «la sauvegarde de la jeunesse corse».

## L'ESSENTIEL

### DÉBATS

Enseignement : Le savoir ne tombe pas du ciel, par Jean-M. Arie. Du m. à la ch. ; Bibliographie : Les Mémoires de Ronald Reagan. 2

### ÉTRANGER

La crise du Golfe. 3  
Le premier ministre en Pologne. M. Bialacki, un libéral pragmatiste. 4  
Le plénum du PC chinois. La crise de succession bloque toute décision majeure. 6

### POLITIQUE

La gestion de Mitterrand. D'autres élus pourraient être démis d'office. 6

### CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les marchés financiers en 1990. Bourse de Paris : la fin d'une époque. Émissions et transactions : le recul des actions. 7 à 10

### SOCIÉTÉ

Paris-Dakar. Priorité à la navigation et à l'endurance. 11

### CULTURE

Happy Mondays. Une musique pop inspirée par l'histoire du rock. 12  
«Roméo et Juliette» à Lyon. Avec la Lyon Opera Ballet et Enki Bilal, Angéline Préjean propose une vision futuriste de l'œuvre de Prokofiev. 12

### ÉCONOMIE

Réforme des PTT. Deux établissements autonomes à partir du 1<sup>er</sup> janvier. 15

### Retraites

M. Bérégovoy parle de capitalisation. 15

### Prestations sociales

Les revalorisations du début de l'année. 15

### Services

Abonnements. 2  
Cartes. 11  
Loto. 12  
Météorologie. 14  
Mots croisés. 12  
Radio-Télévision. 14  
Spectacles. 13

La télévision du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM  
Le numéro du « Monde » daté 31 décembre 1990 a été tiré à 506 827 exemplaires.

## Le jugement d'un tribunal de Genève Eurodif est condamné à payer 940 millions de francs à l'Iran

Le tribunal d'arbitrage de la chambre de commerce internationale de Genève a condamné la société française Eurodif à rembourser à l'Iran 940 millions de francs au titre du capital et des intérêts d'un prêt accordé par Téhéran avant la révolution islamique. Cette information donnée par la presse iranienne du dimanche 30 décembre était confirmée lundi matin à Paris. Mais les milieux officiels, dont le Quai d'Orsay, se refusent à tout commentaire.

Citant un porte-parole du bureau des services du droit international de l'ambassade iranienne à Paris, la presse de Téhéran précise que, «selon une décision du tribunal, qui a été rendue le 22 décembre sur plainte iranienne, Eurodif doit verser immédiatement à l'Iran 480 millions de francs et les 460 millions restants doivent être versés d'ici la fin de 1992».

L'usine d'enrichissement d'uranium d'Eurodif, pour la construction de laquelle l'Iran du chah avait avancé 1 milliard de dollars, d'une part, et 1 milliard de francs, d'autre part, est au cœur des très compliqués contentieux financiers. Le prêt consenti en 1974 au Commissariat français à l'énergie atomique pour la construction d'Eurodif a été remboursé en partie par la France à hauteur de 630 millions de dollars. Mais l'Iran réclame aussi le remboursement de 1 milliard de francs.

D'autre part, ce contentieux d'Etat à Etat se double d'un conflit entre l'Iran et des entreprises françaises qui s'estiment lésées par la rupture de contrats, notamment de travaux publics, après la révolution islamique. Elles réclament environ 14 milliards de francs de dommages et

### A Marseille

## Un attentat a endommagé la Maison de la culture arménienne

Un attentat a provoqué des dégâts jugés mineurs par la police, lundi 31 décembre, à la Maison de la culture et de la jeunesse arménienne, dans le premier arrondissement de Marseille. Il était 3 h 50 lorsqu'un ou plusieurs individus ont mis le feu à des bouteilles d'essence posées à l'entrée du centre culturel, provoquant l'explosion de la double porte vitrée. Alertés par le gardien de l'immeuble, les policiers de Marseille ont rapidement maîtrisé le début d'incendie, qui a noirci légèrement les murs et le mobilier du local, sans causer plus de dommages.

L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, n'a fait aucun blessé. Chargés de l'enquête en flagrant délit, les policiers de la sûreté urbaine ne disposaient lundi matin d'aucun témoignage. On estime à quatre-vingt mille le nombre de Français d'origine arménienne vivant à Marseille.

Un mort dans un attentat à la bombe à Jérusalem. Une personne a été tuée et une autre blessée dans le centre de Jérusalem-Ouest, lundi 31 décembre. Selon la police, un engin piégé avait été placé dans les toilettes d'un café situé dans le marché de Mahane-Yehouda. En fin de matinée, on ignorait encore l'identité et la nationalité de la victime. (AFP, Reuters)

INDE : quarante-trois morts dans deux naufrages. An moins treize-dix naufrages et onze enseignants se sont noyés, samedi 29 décembre, dans une rivière de l'est de l'Inde, les deux bateaux à bord desquels ils avaient pris place ayant chaviré, a rapporté l'agence de presse UNI. Selon l'agence PTT, cent vingt personnes n'ont pu être sauvées. (APF)

Trois cents nationalistes basques manifestent à Paris. Environ trois cents nationalistes basques ont manifesté samedi 29 décembre devant les prisons de Fleury-Mérogis, de Fresnes et de la Santé, pour réclamer la libération de la cinquantaine de militants des organisations séparatistes ETA et Iparratarak détenus dans ces établissements de la région parisienne. Si, en Espagne, les nationalistes se réunissent chaque année devant les prisons où sont détenus des membres de l'ETA, cette initiative était une première en France.

intérêts. L'amélioration des relations franco-iraniennes n'a permis de renouer il y a bientôt deux ans la négociation sur ce conflit datant de 1979. Mais aucun accord n'a pu encore être trouvé malgré, en particulier, la visite à Paris au début du mois de décembre de M. Velayati, ministre iranien des affaires étrangères. Il semble même que les négociations soient une nouvelle fois dans l'impasse, la date d'un prochain rendez-vous n'étant d'ailleurs pas fixée. A Paris, on estimait il y a deux semaines (le Monde daté 16-17 décembre) qu'il ne s'agit que d'une suspension normale des négociations. Depuis, Téhéran a multiplié les critiques, estimant que la France «manquait de souplesse» et menaçant de retomber «négatives sur les relations bilatérales».

La décision du tribunal de Genève porte sur la partie la plus floue et la moins conflictuelle du contentieux. En outre, Paris n'a pas obtenu les chiffres exacts de Genève. Sur ces 940 millions, une fraction, d'environ 240 millions, aurait déjà été versée. Le reliquat estimé par le tribunal ne serait donc plus que de 700 millions. Il semble aussi que cette décision ne soit pas exécutoire immédiatement, les deux pays voulant toujours arriver à un accord global.

E. L. B.

## Le Luxembourg prend la présidence de la Communauté

Le Luxembourg va assumer mardi 1<sup>er</sup> janvier, pour six mois, la présidence tournante de la Communauté.

Le grand-duché devra composer avec les intérêts parfois divergents de ses partenaires pour mener à bien les deux conférences intergouvernementales ouvertes à la mi-décembre en vue de la réalisation d'une union économique et monétaire et d'une union politique. La dernière conférence intergouvernementale, couronnée de succès puisqu'elle avait abouti à l'acte unique, s'était tenue sous présidence luxembourgeoise en 1985.

L'objectif déclaré des Luxembourgeois est de faire aboutir sur l'essentiel les deux conférences avant juin. La présidence suivante, néerlandaise, sera en effet raccourcie par les vacances d'été. Pour laisser aux douze Parlements nationaux le temps (quatorze mois) d'adopter les résultats avant 1993, il faudrait en effet que les travaux de ces conférences soient achevés en octobre.

Le Luxembourg compte d'autre part lancer le débat sur la réforme des finances communautaires, obligatoire pour que la CEE ait les moyens d'assumer ses multiples engagements internationaux et le développement de ses régions retardées. (AFP)

## MAROC : à l'initiative de membres du Conseil consultatif des droits de l'homme

## Un memorandum demande la «suspension immédiate» des procès

Neuf membres du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) viennent de déposer un memorandum demandant la «suspension immédiate» de tous les procès en cours dans plusieurs villes du pays jusqu'à ce que la commission d'enquête, qui sera constituée par le CCDH, achève sa mission.

Ce memorandum estime notamment que certains de ces procès «ont été initiés par des personnes appartenant à la police judiciaire, à la police nationale et à la police des tribunaux de se limiter aux aveux mentionnés dans les procès-verbaux de la police judiciaire». «Plus encore», souligne-t-il, certains procès, comme celui intenté actuellement au secrétaire régional de l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) à Fès, M. Mohamed Timgad, se basent essentiellement «selon les charges du ministère public - sur un coup de téléphone donné (à une agence de presse étrangère) au sujet de nombre des victimes des événements survenus à Fès le 14 décembre dernier, ce qui constitue une atteinte à l'inviolabilité des correspondances garantie par la Constitution».

Composé de trente-neuf membres - ministres, personnalités politiques et syndicales de tous bords - le CCDH a été créé en mai par Hassan II pour l'aider, notamment, à valider, à «rendre son droit à quiconque en a été spolié».

Ce conseil compte à son actif un projet de loi, récemment adopté par un conseil de ministres présidé par le roi, prévoyant la réduction de moitié des délais prévus dans l'actuel code de procédure pénale concernant la garde à vue et la détention préventive. (AFP)

### ÉTATS-UNIS

## Cent ans après, les Sioux portent encore le deuil à Wounded Knee

En pleine tempête hivernale, plus de quatre cents indiens ont participé, samedi 29 décembre, à une cérémonie à Wounded Knee (Dakota du Sud), où des dizaines de leurs ancêtres ont été massacrés il y a juste cent ans.

«Nous sommes ici pour essayer les larmes, pour porter le deuil des morts, (...) chose qui aurait dû être faite il y a cent ans», a déclaré le chef indien Big Bear Straight. Cette commémoration est censée mettre fin à un siècle de deuil pour un double drame : le massacre de Wounded Knee, le 29 décembre 1890, lorsque l'armée américaine avait tiré à la mitrailleuse sur le chef Big Bear et sa troupe, faisant cent cinquante victimes selon les autorités militaires (plus de trois cents, selon les indiens) et la mort, deux semaines auparavant, du chef Sioux Sitting Bull par des soldats indiens de la police. On honore à cette cérémonie de samedi la présence de militaires tels que Russell Means ou Dennis Banks, qui avaient résisté aux «autorités» pendant dix semaines en 1973 après s'être emparés du village construit à Wounded Knee - site devenu le symbole du drame indien - et l'avoir proclamé territoire sioux indépendant. Deux indiens avaient alors été tués et un policier grièvement blessé. (Reuters)

### En Tchécoslovaquie

## Les télévisions publiques face aux pressions politiques et aux contraintes financières

Trois mois après les changements structurels dans l'audiovisuel tchécoslovaque, les télévisions tchécoslovaques, les télévisions fédérales F1, tchèque CTV et slovaque S1 se battent encore contre le spectre de la fermeture. Le pouvoir politique presse la télévision de jouer les porte-parole officiels des réformes en cours. L'hypothèque économique entrave déjà une gestion devenue plus rigoureuse. Le souhait des professionnels de conserver deux chaînes publiques sera-t-il compromis?

### PRAGUE

#### correspondance

La volonté d'indépendance redoublée dans l'entente des studios de télévision à Prague ou à Bratislava ressemble à de pieuses velléités : ce fut, jusqu'à un certain jour de novembre 1989, la fermeté de la propagande communiste est aujourd'hui entamée par des tentatives politiques et économiques. «Le suis rentré dans un univers bien pire en 1990 que celui que j'avais quitté l'an dernier 1989», résume-t-il tout le monde, après la révolution de velours, avait décidé de changer les usages. M. Jiri Kanturk, nouveau directeur général de la télévision fédérale F1, ne résume pas à lui seul l'état de la télévision en Tchécoslovaquie. Depuis novembre 1989, lorsque le régime communiste a été renversé, 60 % des responsables administratifs ont été remplacés et les anciennes vedettes, compromises, se sont senties obligées de quitter la scène : au total, plus d'un million de personnes sur 6 000 (1).

Dans un vaste et mystère bureau où trône sur une étagère une cassette CBS rose fluorescente, M. Petr Krul, directeur de l'information à la chaîne tchèque depuis décembre 1989, confie, gêné : «Il ne se passe pas une heure sans qu'un ministre ou un député exige une interview avec un droit de réponse». En août 1989, au sein d'une télévision alors plus autonome, il fut le dernier à saluer les télé-spectateurs. Aujourd'hui, il est le premier à éprouver un certain découragement face à cette pratique.

C'est en mars que doit voir le jour, au Parlement fédéral, une nouvelle législation définissant la répartition des compétences sur la radio-télévision. Un comité tchécoslovaque composé de personnalités politiques et de l'audiovisuel, chargé de veiller au respect de l'indépendance des médias, son créa. Pour l'heure, aucune date n'est inscrite au calendrier parlementaire. L'Assemblée de chaque des deux Républiques devra d'abord se prononcer sur l'épineuse question de la conservation ou non de deux chaînes publiques.

La télévision slovaque, à l'image de sa cousine tchèque, entend bien garder ses prérogatives sur une information et un programme nationaux. Les politiques de la Fédération avancent l'argument du moindre coût. Ils sont favorables à une chaîne unique additionnant CTV et S1 diffusées en version tchèque et slovaque. Cet argu-

ment est combattu par une majorité de professionnels. Surtout à Bratislava, capitale de la Slovaquie, restée méfiante, voire hostile à l'égard de Prague : «Techniquement, rien n'empêche une remise des journaux des deux capitales sur F1», souligne M. Vojtech Dyon, directeur financier et commercial de S1. «On ne veut plus du double centralisme», poursuit-il avec fermeté. Dans cette «guerre des ondes» le personnel de la chaîne bénéficie du soutien appuyé du premier ministre slovaque, M. Vladimir Meciar, et de l'ensemble du Parlement de Bratislava. Seront-ils aussi soutenus financièrement?

Les coûts de production font bien sûr écran à la volonté d'autonomie. Mais pour surmonter les handicaps de toutes sortes (il y a 200 licenciés prévus sur 3 000 employés à Bratislava, Košice et Banská Bystrica), le troisième directeur général de S1 en l'espace d'un an nommé par le Parlement, M. Peter Zeman, a déjà donné son feu vert pour augmenter les échanges et les coproductions avec, entre autres, l'Australie. Ainsi, la chaîne tchécoslovaque F1 présente les émissions de sport slovaques et une équipe slovaque produit une série de courts pour enfants doublés en allemand et en anglais. Pour chaque opération, les frais financiers sont partagés mais «aussi longtemps que l'augmentation des recettes publicitaires ne sera pas franchie, nous devons renoncer à nos ambitions», précise M. Vojtech Dyon.

### Régressions

Avec 1,314 million de foyers installés dans la norme PAL, soit moins d'un quart de l'ensemble des télé-spectateurs tchécoslovaques, S1 a géré un budget de 500 millions de couronnes (85 millions de francs environ) l'an dernier. Selon les responsables de la chaîne, il diminuera de 10 % cette année. Pour sa propre production représentant 70 % des dépenses d'un budget avoisinant 900 millions de couronnes (intégrant la production commune avec la chaîne fédérale), la télévision slovaque utilise déjà 630 millions de couronnes. On comprendra aisément que d'autres ressources - celle de la redevance représente 44 % d'apport et 47 % pour la subvention de l'Etat - soient nécessaires au fonctionnement de l'entreprise.

«Il faut encore plus de changements, il n'y a pas de publicité locale ou nationale car il n'y a pas encore de marché en Tchécoslovaquie», constate récemment M. Jaroslav Bazant, directeur général de Teleport. Et précisant sa pensée, le patron de cette société d'import-export de programmes pour les chaînes publiques ajoutait immédiatement : «Nous n'aurons jamais de marché si le gouvernement ne lâche pas du lest».

Bien que sur les trois chaînes généralistes F1, CTV et S1, l'information représente une grande partie de la grille, c'est vers la production ou la cohabitation avec l'étranger qu'on se tourne. La libéralisation des années à l'Est passe-t-elle par les années de l'Ouest? En radio, les seules chaînes privées, Europe 2 à Prague, Fun Radio à Bratislava, sont d'origine

occidentale. A cette image, une chaîne unique, OKS, non définie comme une chaîne de service public, est constituée entièrement de programmes étrangers. L'Etat tchécoslovaque dépense 37 millions de couronnes par an pour la diffusion.

Sur les toits de Bratislava, Brno, Prague ou Pilsen, on a déjà recensé 200 000 antennes paraboliques. Il faut ajouter que 45 % du territoire sont couverts par des signaux étrangers. A la présidence de la République comme au sein des trois Parlements, on répète souvent qu'il n'est pas question de brader les secteurs de l'économie tchécoslovaque au capital de l'Ouest. L'audiovisuel public n'échappe pas à la règle. Cependant, les politiques doivent faire quelques concessions aux professionnels s'ils ne veulent pas voir leurs électeurs désertir les chaînes publiques au profit de programmes de l'Ouest, souvent moins rigides.

LUC FOURNIER



CHAMPIONNAT DU MONDE  
NEW-YORK-  
LYON  
1990

Bien sûr, la vingt-troisième partie comptait «pour du beurre». Enfin, si l'on peut dire. Car, s'il n'y a plus de titre en jeu, Kasparov a quand même la victoire de la vingt-troisième partie le mercredi 26 décembre en atteignant les douze points suffisants, il reste cependant le match. Sera vainqueur celui qui atteindra 12,5 et ce vainqueur emportera un prix de 1 million de dollars (750 000 francs environ), ainsi que le trophée estimé à 1 million de dollars, le vainqueur se «contentant» de 900 000 dollars. En cas de match nul (12-12), les prix seraient partagés entre les deux joueurs et le trophée ne serait pas attribué. Donc samedi 29 décembre, les deux «K» se remettraient à l'ouvrage.

Kasparov montra tout de suite ses intentions belliqueuses par le choix de l'attaque Smenich (5.23), déjà employée avec demi-succès lors de la première et de la vingt et unième partie. Dès le huitième coup (...Dh4+), Kasparov sortit des sentiers battus mais Karpov refusa le possible échange de Dames (Df2) par g3. Après le grand-rouge et 13.Tg1, le challenger n'avait d'autre but que de fonder sur le Roi adverse.

Kasparov, ne voulant pas sahir, attaqua à son tour au centre et sur l'aile-Dame. Euphorie ? Hallucination ? Le champion du monde échafauda une combinaison qui n'avait qu'un défaut : être totalement fautive. Au vingt-cinquième coup il sacrifia un Fou (...Fxd5) croyant sans doute le récupérer après 27...Txc3+. Il avait oublié que le Fou de Karpov en était éligible.

## Vingt-troisième partie : troisième victoire de Karpov

## Une hallucination de Kasparov

bel et bien protégé par le Cavalier g4. Un Fou pour rien ça ne pardonne pas et l'abandon s'impose sur-le-champ.

Karpov a donc remporté sa troisième victoire et réduit l'écart à un point (12-11) après cette erreur historique de Kasparov et il faudra attendre la vingt-quatrième et dernière partie, lundi 31 décembre, pour savoir qui remportera le match. On peut penser que le champion du monde aura soif de vengeance, lui qui déclarait mercredi : «J'ai gagné parce que je joue mieux aux échecs que Karpov». Pas tous les jours en tout cas.

B. de C.

### Blancs : KARPOV

### Noirs : KASPAROV

### Vingt-troisième partie

### Défense Est-indienne

### Variante Smenich

1. d4	c6	15. f4	(33) f4	(44)
2. e4	g6	16. f5		Cp5
3. Cc3	g7	17. g4		Cd4
4. d4	d5	18. f6		d4
5. f3	d4	19. f3		Cd4
6. f3	d5	20. g5	(75) Cg3	(69)
7. d5	Cb5	21. h3		Cg8
8. d4	Dd4	22. Cg4	(80) e5	(86)
9. g3	Df7	23. d6	e5	f6
10. d4-d5	B5	24. h4	(100) d5	(100)
11. d5	g5	25. g5		f6
12. Cb3	(19) Cc6	26. Dd5		f6
13. Tg1	Cb6	27. Dd6	(117) Tg4	(107)
14. Cc2	(38) Bb3	28. h4		d7
		29. Fd4	(119) d6	(107)

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

Christophe

Kasparov, à